

*Ce document est protégé par le droit d'auteur. Ce document ne peut être utilisé et reproduit qu'à des fins non-commerciales. Toute utilisation commerciale, y compris, sans que cette liste soit limitative, la revente, l’exigence de paiement pour y avoir accès, pour le redistribuer, ou pour effectuer des travaux dérivés tels que des traductions non officielles basées sur ce document n'est pas autorisée.*

**Préface**

Le présent Document Type de Passation de Marchés (DTPM) a été préparé par la Banque Islamique de Développement pour la mise en palce d’Accord(s)-Cadre(s) pour l’acquisition de Travaux et/ou Services physiques. Ce DTPM s'inspire du Document Standard de Passation des Marchés de la Banque Mondiale pour les Accords-Cadres – Services physiques et reflète les *Directives pour l’acquisition de Biens, Travaux et services connexes dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement, Avril 2019, révision de février 2023*. La BIsD remercie la Banque mondiale d'avoir autorisé l'utilisation et la modification du document pour les opérations de la BIsD.

Le DTPM doit être utilisé lorsque le processus d’acquisition visant à établir un ou plusieurs Accords-Cadres pour les Travaux et/ou Services physiques fait l’objet d’une mise en concurrence internationale. La commande ultérieure de Travaux et/ou Services physiques est effectuée dans le cadre d’un processus de Procédure Secondaire d’Acquisition (ou Commande subséquente), et l’attribution d’un Marché (ou Commande).

Ce DTPM-DAO prescrit des critères notés pour l’évaluation des Offres.

De plus, cette révision comprend des dispositions visant à gérer les risques liés à la cybersécurité, pour s’appliquer aux acquisitions dont on a évalué qu’ellent présentent des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité.

Les Accords-Cadres peuvent être utilisés pour retenir une ou de plusieurs entreprises qualifiées pour fournir de multiples services autres que des services de consultants qui : (i) sont de nature et de complexité similaires ; (ii) exigent des qualifications similaires ; et/ou (iii) sont individuellement relativement petits (économie d’échelle ou de contenu).

Étant donné que les travaux et services physiques commandés en vertu d’un (des) Accord(s)-Cadre(s) sont déterminés plus précisément au cours de la procédure secondaire d’acquisition, dans la plupart des cas, il peut ne pas être pratique de demander une offre complètement chiffrée dans le cadre de la Procédure Primaire d’Acquisition.

Lors de la Procédure Primaire d’Acquisition, les exigences du Maître d’Ouvrage fournissent normalement les objectifs, les renseignements généraux et autant de renseignements que possible sur les travaux et services physiques prévus (comme la portée prévue, les emplacements s’ils sont connus, les besoins estimatifs types en mois-personnes, les exigences en matière de qualifications, les produits livrables typiques prévus) afin de permettre aux entreprises de fournir leurs propositions techniques et leurs tarifs (prix) pour les Travaux et Services physiques qui peuvent être requis. Pour éviter la fragmentation, il importe que le ou les postes de travaux ou services pour le(s)quel(s) le(s) tarif(s) (prix) est(sont) demandé(s) soient, dans la mesure du possible dans la pratique, un ensemble complet de Travaux et Services physiques, dont les résultats et les performances pourraient être décrits comme applicables. L’approche et la méthodologie au niveau de l’Accord-Cadre consistent à démontrer la capacité des entreprises à fournir des Travaux et Services physiques typiques à commander lors de la procédure secondaire d’acquisition en vertu de l’Accord-Cadre.

Le Document type d’Appel d’Offres pour les Accords-Cadres-Travaux et Services physiques doit être utilisé par les Bénéficiaires avec un minimum de modifications nécessaires et acceptables pour la BIsD.

Pour plus d'informations sur ce document, veuillez contacter :

*Division des Acquisitions et de la Gestion financière des Projets (PPFM)*

*Complexe des Opérations*

*Banque Islamique de Développement*

*8111 King Khalid St.*

*Al Nuzlah Al Yamania Dist.*

*Unit No. 1, Jeddah 22332-2444*

*Kingdom of Saudi Arabia*

*ppr@isdb.org*

[*www.isdb.org*](http://www.isdb.org)

**Dossier type de Passation de Marché**

Sommaire

**Avis Spécifique de Passation de marchés**

**Avis Spécifique de passation de marchés – Appel d’Offres international (AOI) Accord(s)-Cadre(s) pour réalisation de Travaux et Services physiques**

Le modèle d’Avis Spécifique de Passation de marchés, contenu dans le DTPM, est l’avis à utiliser pour un Appel d’Offres international, Procédure Primaire d’Acquisition à deux enveloppes pour conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s).

Appel d’Offres international - Travaux et Services physiques (Processus à deux enveloppes)

**PARTIE 1 – PROCÉDURES D’APPEL D’OFFRES**

## Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)

Cette Section fournit aux Soumissionnaires les informations utiles pour préparer leur Offre. Elle prévoit la soumission en deux enveloppes avec l’application de critères notés. Elle comporte des renseignements sur la soumission, l’ouverture des plis et l’évaluation des Offres durant la Procédure Primaire d’Acquisition. Elle fournit aussi un aperçu de la Procédure Secondaire d’Acquisition pour l’attribution de Commande(s) après que l’(les) Accord(s)-Cadre(s) est(sont) conclu(s). Cela est décrit plus en détail dans l’Accord-Cadre. **Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

## Section II. Données particulières de l’Appel d’Offres

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque Procédure Primaire d’Acquisition, qui complètent les informations ou conditions figurant à la Section I, Instructions aux Soumissionnaires.

## Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification

Cette Section indique les critères à utiliser pour l’évaluation des Offres et la qualification des Soumissionnaires, y compris la méthodologie, qui résultent dans la détermination des Soumissionnaires qui seront invités à conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s).

## Section IV. Formulaires de Soumission

Cette Section contient les modèles des Formulaires de Soumission, La Lettre de Soumission, les Programmes d’Activités, et l’Autorisation du Fabricant, à remplir par le Soumissionnaire pour la préparation de son Offre.

## Section V. Pays Eligibles

Cette Section contient les renseignements concernant les pays éligibles.

## Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption

Cette Section contient les dispositions concernant la Fraude et la Corruption applicables à la procédure d’appel d’offres.

**PARTIE 2 – BESOINS DE L’AGENCE D’EXÉCUTION**

**Section VII. Programmes d’Activités**

Dans cette Section figurent la Liste des Travaux et Services physiques et les Calendriers d’Achèvement décrivant les Travaux et Services physiques devant être acquis.

**PARTIE 3 – FORMULAIRES DE L’AGENCE D’EXÉCUTION**

**Section VIII. Fomulaires de l’Agence d’Exécution**

Cette Section contient les formulaires pour la Notification de l’Intention de Conclure un Accord-Cadre et la Notification de conclusion d’un Accord-Cadre.

**PARTIE 4 – ACCORD-CADRE POUR TRAVAUX ET SERVICES PHYSIQUES**

Cette Partie établit les dispositions de l’Accord-Cadre.

ANNEXE 1 : Travaux et Services physiques à acquérir

ANNEXE 2 : Programme d’Activités

ANNEXE 3 : Formulaires de Garanties

ANNEXE 4 : Procédure Secondaire d’Acquisition

ANNEXE 5 : Liste des Maîtres d’Ouvrage (si applicable)

Formulaire d’Avis d’Appel d’Offres international

**Avis d’Appel d’Offres international**

Accord(s)-Cadre(s) pour Travaux et Services physiques

(Procédure Primaire d’Acquisition à deux (2) Enveloppes)

**Agence d’Exécution :** *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]*

**Pays :** *[Insérer : nom du pays du Bénéficiaire]*

**Nom du Projet :** *[Insérer : nom du Projet]*

**No Financement : \_\_\_ [***No Financement]*

**Titre de l’Accord-Cadre :** *[Insérer un titre court]*

**AOI No :** *[Insérer la référence selon le plan de passation de marchés]*

**Emis le :***[insérer la date de lancement de l’Appel d’Offres international ]*

1. Le *[insérer le nom du Bénéficiaire/Récipiendaire]* *[a reçu/a sollicité/à l’intention de solliciter]* un financement de la Banque Islamique de Développement (BIsD) pour financer *[insérer le nom du Projet],* et a l’intention d’utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre de Commandes qui peuvent être attribuées en vertu *[de l’(des)Accord(s)-Cadre(s) (ACC)]* pour *[insérer le titre de l’(des)Accord(s)-Cadre(s) ][[1]](#footnote-1)* conclu(s) à l’issue d’une Procédure Primaire d’Acquisition .
2. L’Agence d’Exécution conduit la Passation Primaire des Marchés en vue de conclure *[un Accord-Cadre / des Accords-Cadres.]* L’Agence d’Exécution *[choisir l’option appropriée* : *est le seul Agence d’Acquisition en vertu de l’(des) Accord(s)-Cadre(s) ou agit au nom de [une autre/un groupe d’Agence d’Acquisition]].* L’Agence d’Exécution sollicite des Offres sous plis scellés de la part de Soumissionnaires éligibles pour *[insérer une brève description des Travaux et Services physiques, comprenant des quantités estimées pour la période de l’Accord-Cadre ou une indication de quantités à commander selon le cas, lieu/x indicatif, calendrier indicatif de livraison, etc, si connus]*.
3. *[L’Accord-Cadre / les Accords-Cadres]* à conclure seront *[choisir l’une des options suivantes : « à Utilisateur Unique » ou « à Utilisateurs Multiples »]* *[Pour Utilisateur Unique d’ACC ajouter ce qui suit* : « L’Utilisateur Unique autorisé à acheter en vertu de *[l’Accord-Cadre / des Accords-Cadres]* est *[insérer le nom légal de l’agence.]] [Pour des Utilisateurs Multiples d’ACC, ajouter ce qui suit : «*Une liste des utilisateurs (Agences d’Acquisition participantes)autorisés à acheter en vertu de *[l’Accord-Cadre / des Accords-Cadres]* est fournie dans le dossier d’appel d’offres. »]]
4. *[L’Accord-Cadre / les Accords-Cadres]* à conclure sera (ont) *[choisir l’une des deux options suivantes* : « à Entrepreneur Unique » ou « à Entrepreneurs Multiples »].
5. La sélection d’un Entrepreneur dans le cadre d’un ACC pour l’attribution de Commandes sera effectuée par une procédure de Passation Secondaire des Marchés tel que défini dans l’Accord-Cadre (ACC). Cependant, la conclusion de l’Accord-Cadre n’imposera pas d’obligation à l’Agence d’Exécution, y compris les Agences d’Acquisition participantes, d’acquérir les Fournitures par Commandes. La conclusion de l’Accord-Cadre ne garantit pas qu’un Fournisseur qui a obtenu un ACC sera attributaire de Commandes(s).
6. L’appel d’offres sera conduit par Appel d’Offres international (AOI) tel que défini dans les Directives pour l’Acquisition de Biens, Travaux et Services connexes financés par la BIsD, Avril 2019 revision de Février 2023 (les « Directives ») et est ouvert à tous les Soumissionnaires éligibles tels que définis dans les Directives.
7. Les Soumissionnaires peuvent remettre une Offre pour un ou plus des articles.
8. *[L’Accord-Cadre / Les Accords-Cadres]* est (sont) conclus pour une durée de : *[insérer le nombre d’années, noter : la durée initiale ne peut excéder 3 ans]* à compter de la durée indiquée dans l’Accord-Cadre. *[Le cas échéant, indiquer que la durée initiale peut être prolongée d’un maximum de deux années supplémentaires.]*
9. La procédure de Passation Primaire de Marché établira un ou plusieurs Accords-Cadres Fermés. .
10. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution ; insérer les nom et courriel du responsable][[2]](#footnote-2)* et prendre connaissance des documents d’Appel d’offres à l’adresse mentionnée ci-dessous *[spécifier l’adresse]* de *[insérer les heures d’ouverture et de fermeture]*.
11. Le Dossier d’Appel d’offres en *[insérer la langue]* peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l’adresse ci-dessous contre un paiement[[3]](#footnote-3) non remboursable de *[insérer le montant en monnaie nationale]* ou *[insérer le montant dans une monnaie convertible].* La méthode de paiement sera *[insérer la forme de paiement][[4]](#footnote-4).* Le dossier d’appel d’offres sera adressé par *[insérer le mode d’acheminement[[5]](#footnote-5)].*
12. Les Offres devront être déposées à l’adresse ci-dessous[[6]](#footnote-6) au plus tard le *[insérer la date et l‘heure]*. La soumission des Offres par voie électronique *[insérer « sera » ou « ne sera pas »]* autorisée. Toute Offre arrivée après l’expiration du délai limite de dépôt des offres sera rejetée. Les enveloppes extérieures des Offres marquées « OFFRE ORIGINALE », et les enveloppes intérieures marquées « PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et des personnes présentes, à l’adresse ci-dessous le : *[insérer le lieu, la date et l’heure].* Toutes les enveloppes marquées « SECONDE ENVELOPPE – PARTIE FINANCIERE » devront rester fermées et seront conservées en un lieu sûr de l’Agence d’Exécution jusqu’à la seconde ouverture publique.
13. L’(les) adresse(s) auxquelle(s) il est fait référence ci-dessus est (sont) : *[insérer la (les) adresse(s) détaillée(s)]*

*[Insérer Nom de l’Agence d’Exécution]*

*[insérer le nom de l’agent et le titre]*

*[Insérer Nom et les coordonnées du bureau (étage, numéro)]*

*[insérer l’adresse postale et/ou la sue, le code postal, la ville et le pays]*

*[insérer le numéro de téléphone avec le code pays et ville]*

*[insérer l’adresse courriel]*

*[insérer l’adresse site internet]*

**DOSSIER D’APPEL D’OFFRES**

**Accord(s)-Cadre(s)**

**Travaux et Services physiques**

**(Procédure primaire, Processus à deux Enveloppes)**

**pour**

*[insérer l’identification des Travaux et Services physiques]*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Appel d’Offres international No :
[*insérer le numéro de l’AI*]**

**Projet : [insérer le nom du Projet]**

**Agence d’Acquisition : *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]***

**Pays : [*insérer le nom du Pays de l’Agence d’Exécution]***

**Identification de l’Accord-Cadre : *[selon le Plan de Passation de Marchés]***

**Financement No. : [*insérer selon l’accord de financement*]**

**Émis le : [*insérer la date*]**

**Appel d’Offres international**

**Accord(s)-Cadre(s)**

**Travaux et Services physiques**

Table des matières

[PARTIE 1 - Procédures d’Appel d’Offres 1](#_Toc142838999)

[Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS) 5](#_Toc142839000)

[Section II. Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO) 35](#_Toc142839001)

[Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification 45](#_Toc142839002)

[Section IV. Formulaires de Soumission 53](#_Toc142839003)

[Section V. Pays éligibles 83](#_Toc142839004)

[Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption 85](#_Toc142839005)

[PARTIE 2 – Besoins de Agence d’Exécution 87](#_Toc142839006)

[Section VII. Programme d’Activités 88](#_Toc142839007)

[PARTIE 3 – Formulaires de Agence d’Exécution 93](#_Toc142839008)

[PARTIE 4 – ACCORD-CADRE 101](#_Toc142839009)

[Annexe : Questionnaire du Groupe de la BIsD en LBC/KYC 160](#_Toc142839010)

PARTIE 1 - Procédures d’Appel d’Offres

|  |
| --- |
| Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS) |

Table des articles

[A. Généralités 5](#_Toc138066956)

[1. Objet du Marché 5](#_Toc138066957)

[2. Origine des Fonds 7](#_Toc138066958)

[3. Fraude et Corruption 8](#_Toc138066959)

[4. Candidats admis à concourir 8](#_Toc138066960)

[5. Qualification du Soumissionnaire 13](#_Toc138066961)

[B. Contenu du Dossier d’Appel d’Offres 13](#_Toc138066962)

[6. Sections du Dossier d’Appel d’Offres 13](#_Toc138066963)

[7. Éclaircissements apportés au Dossier d’Appel d’Offres 14](#_Toc138066964)

[8. Modifications apportées au Dossier d’Appel d’Offres 14](#_Toc138066965)

[C. Préparation des Offres 15](#_Toc138066966)

[9. Frais de soumission 15](#_Toc138066967)

[10. Langue de l’offre 15](#_Toc138066968)

[11. Documents constitutifs de l’Offre 15](#_Toc138066969)

[12. Lettres de Soumission 16](#_Toc138066970)

[13. Variantes 17](#_Toc138066971)

[14. Prix de l’Offre et Rabais 17](#_Toc138066972)

[15. Monnaies de l’Offre et de règlement 17](#_Toc138066973)

[16. Documents attestant que les Travaux et Services physiques répondent aux critères d’origine et sont conformes 17](#_Toc138066974)

[17. Documents attestant de l’éligibilité et des qualifications du Soumissionnaire 18](#_Toc138066975)

[18. Période de validité des Offres 18](#_Toc138066976)

[19. Garantie de Soumission 19](#_Toc138066977)

[20. Forme et Signature de l’Offre 19](#_Toc138066978)

[D. Dépôt des Offres 20](#_Toc138066979)

[21. Cachetage et Marquage des Offres 20](#_Toc138066980)

[22. Date et heure limite de dépôt des Offres 20](#_Toc138066981)

[23. Offres hors délai 21](#_Toc138066982)

[24. Retrait, Substitution et Modification des Offres 21](#_Toc138066983)

[25. Ouverture publique des Parties Techniques des Offres 21](#_Toc138066984)

[F. Évaluation des Offres – Dispositions Générales 23](#_Toc138066985)

[26. Confidentialité 23](#_Toc138066986)

[27. Éclaircissements concernant les Offres 24](#_Toc138066987)

[28. Divergences, Réserves ou Omissions 24](#_Toc138066988)

[29. Non-conformités, Erreurs et Omissions 24](#_Toc138066989)

[30. Evaluation de la Partie Technique 24](#_Toc138066990)

[31. Notification de l’Evaluation des Parties Techniques et Ouverture Publique des Parties Financières 26](#_Toc138066991)

[32. Evaluation des Parties Financières 28](#_Toc138066992)

[33. Correction des Erreurs Arithmétiques 29](#_Toc138066993)

[34. Conversion en une seule monnaie 29](#_Toc138066994)

[35. Marge de préférence 29](#_Toc138066995)

[37. Droit de l’Agence d’Exécution d’accepter toute Offre ou de rejeter toutes les Offres 30](#_Toc138066996)

[38. Période d’Attente 30](#_Toc138066997)

[39. Notification d’Intention de Conclure un Accord-Cadre 30](#_Toc138066998)

[K. Conclusion de l’Accord-Cadre 31](#_Toc138066999)

[40. Critères d’attribution 31](#_Toc138067000)

[41. Notification de la Conclusion d’un Accord-Cadre 31](#_Toc138067001)

[42. Pas d’Obligation d’Acheter 31](#_Toc138067002)

[43. Non-exclusivité 31](#_Toc138067003)

[44. Débriefing par l’Agence d’Exécution 31](#_Toc138067004)

[45. Signature de l’Accord-Cadre 32](#_Toc138067005)

|  |
| --- |
| Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS) |
| Généralités |
| 1. Objet du Marché | 1.1 Faisant suite à l’Avis d’Appel d’Offres international indiqué dans les Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO), l’Agence d’Exécution, tel qu’il est indiqué **dans les** **DPAO**, émet le présent Appel d’Offres international (AOI) en tant que Procédure Primaire d’Acquisition en vue de l’acquition de Travaux et Services physiques, pouvant conduire à la mise en place d’un (ou à des) Accord(s)-Cadre(s) avec le(s) Soumissionnaire(s) retenu(s). Le nom et l’identification de cet AOI sont indiqués **dans les DPAO**. |
|  | 1.2 Tout au long du présent Dossier d’Appel d’Offres :1. Le terme « **par écrit** » signifie communiqué sous forme écrite (par courrier postal, courriel, télécopie, incluant si cela est indiqué **dans les DPAO**, la distribution ou la remise par le canal du système d’achat électronique utilisé par l’Agence d’Exécution) avec accusé de réception ;
2. Si le contexte l’exige, le « **singulier** » désigne le « **pluriel**», et vice versa ;
3. Le terme « **jour** » désigne un jour calendaire, sauf s’il est indiqué qu’il s’agit de « jour ouvrable ». Un jour ouvrable est un jour de travail officiel du Bénéficiaire, à l’exclusion des jours fériés officiels du Bénéficiaire ;
4. Le terme « **Commande ou Commande subséquente** » signifie une commande ou un marché attribué dans le cadre d’un Accord-Cadre par le moyen d’un Processus Procédure Secondaire d’Acquisition pour la fourniture de Travaux et Services physiques. Les parties à la commande ou au marché sont le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur ;
5. « **Accord-Cadre Fermé** » : Un Accord-Cadre Fermé est un accord-cadre dans lequel une nouvelle firme ne peut participer dans l’Accord-Cadre durant la durée dudit accord-cadre ;
6. « **Pays** » signifie le pays de l’Agence d’Exécution/du Maître d’Ouvrage ;
7. La « **Période d’Exécution** » est la période spécifiée à partir de la date de passation d’une Commande pour la fourniture des Travaux et Services physiques ;
8. L’« **Accord-Cadre (ACC)** » signifie l’accord entre l’Agence d’Exécution et le(s) Entrepreneur(s) (le(s) Soumissionnaire(s) retenu(s)) pour établir les termes et procédures devant régir l’attribution des Commandes en vertu de l’accord ;
9. « **Entrepreneur ACC** » signifie un Entrepreneur ;

« **Travaux » et/ou « Services physiques**  » désignent les Services physiquesactivités que l’Entrepreneur est tenu de réaliser en vertu d’un Accord-CadreServices physiquesServices physiques;« Maître d’Ouvrage **Principal** » lorsque nommé dans l’Accord-Cadre, le Maître d’Ouvrage Principal est une partie à l’Accord-Cadre, dans sa capacité de : (a) agence principale agissant au nom des Maîtres d’Ouvrage participants en tant que gestionnaire et administrateur de l’Accord-Cadre ; et (b) Maître d’Ouvrage de plein droit ;1. « **Accord-Cadre avec Utilisateurs Multiples** » signifie un Accord-Cadre dans lequel plus d’un Maître d’Ouvrage est autorisé à acquérir par le moyen de Commandes;
2. « **Accord-Cadre avec Entrepreneurs Multiples** » signifie lorsque plus d’un Soumissionnaire (Entrepreneur) conclut un Accord-Cadre pour la fourniture de chaque article ;
3. « **Procédure Primaire d’Acquisition** » signifie le processus d’Acquisition qui résulte en la mise en place d’un (ou des) Accord(s)-Cadre(s) avec un(des) Soumissionnaire(s), tel que décrit dans le présent DAO ;
4. « **Agence d’Acquisition** » signifie l’agence qui entreprend la Procédure Primaire d’Acquisition et conclut l’(les) Accord(s)-Cadre(s) ;
5. « **Maître d’Ouvrage**» tel que spécifié dans **les DPAO**, signifie l’(les) agence(s) autorisée(s) à acquérir des Travaux et Services physiques auprès d’un Entrepreneur par le moyen de Commande passée selon l’Accord-Cadre;
6. L'« **Agence Responsable** », lorsqu’elle est nommée dans l’Accord-Cadre, est partie à l’Accord-Cadre, mais uniquement en sa qualité de mettre en place le(les) Accord(s)-Cadre(s) avec les Entrepreneurs retenus et, en tant qu’agence responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre, au nom du Maître d’Ouvrage ou des Maîtres d’Ouvrage, après sa mise en place. L’Agence Responsable n’est pas un Maître d’Ouvrage en vertu de l’Accord-Cadre ;

« **Procédure Secondaire d’Acquisition** » désigne le processus décrit dans l’Accord-Cadre et suivi par un Acheteur pour sélectionner un Entrepreneur ACC, et attribuer un Commande subséquente pour les Travaux et Services physiques ;« **Accord-Cadre avec Utilisateur Unique** », signifie un Accord-Cadre dans lequel il n’y a qu’un seul Maître d’Ouvrage ;« **Accord-Cadre avec un Entrepreneur Unique** » signifie un Accord-Cadre dans lequel un seul Soumissionnaire (Entrepreneur) conclut un Accord-Cadre pour la fourniture de chaque article;« **Entrepreneur** » signifie une personne ou une personne morale dont l’Offre pour réaliser les Travaux et Services physiques a été acceptée par le Maître d’Ouvrage. Un Entrepreneur peut aussi être référencé en tant que « Entrepreneur ACC » ; et« **Durée** » désigne la durée d’un Accord-Cadre commençant à la Date d’entrée en vigueur. Le cas échéant, elle comprend toute prolongation de la Durée initiale, si cela est autorisé et convenu. |
| 2. Origine des Fonds | 2.1 Le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire (ci-après dénommé « le Bénéficiaire ») indiqué dans les **DPAO** a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds » de la Banque Islamique de Développement (ci-après dénommée la « BIsD, ») du montant indiqué dans les **DPAO**, en vue de financer le projet décrit dans les **DPAO**. Le Bénéficiaire a l’intention d’utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre de Commandes attrribués en vertu de l’(des) Accord(s)-Cadre(s) pour le(s)quel(s) le présent appel d’offres est lancé. |
|  | 2.2 La BIsD n’effectuera les paiements qu’à la demande du Bénéficiaire, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l’accord de financement intervenu entre le Bénéficiaire et la BIsD (ci-après dénommé « l’Accord de Financement »). L’Accord de Financement interdit tout retrait du compte de financement destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures, matériels, équipement ou matériaux lorsque ledit paiement, ou ladite importation, à la connaissance de la BIsD, tombe sous le coup d’une interdiction résultant de l’application des Règles de Boycott de l’Organisation de la Coopération Islamique, de la ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine. Aucune partie autre que le Bénéficiaire ne peut se prévaloir de l’un quelconque des droits stipulés dans l’Accord de Financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du financement. |
| 3. Fraude et Corruption  | * 1. La BIsD demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu’elles figurent à la Section VI soient appliquées.
 |
|  | * 1. Aux fins d’application de ces règles, les Soumissionnaires devront permettre et faire en sorte que leurs agents (lorsque déclarés ou non) sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et personnel permettent à la BIsD d’examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs au processus de remise des Offres, à la Procédure Primaire de Passation de Marché, la mise en oeuvre de l’Accord-Cadre, aux Procédures Secondaires d’Acquisition et la réalisation des Commandes subséquentes (dans le cas d’attribution d’ une Commande), et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD.
 |
| 4. Candidats admis à concourir | 4.1 Un Soumissionnaire peut être une entreprise privée ou publique (sous réserve des dispositions de l’article **4.6 des IS**) ou de tout groupement de telles entreprises au titre d’un accord existant ou tel qu’il ressort d’une intention de former un tel accord supporté par une lettre d’intention et un projet d’accord de groupement. En cas de groupement tous les membres le constituant seront solidairement responsables pour l’exécution de la (des) Commande(s) subséquente(s) conformément aux conditions de la Commande subséquente qui s’appliquent. Le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses membres durant le processus d’appel d’offres, et en cas d’attribution de la Commande subséquente à ce groupement (en vertu de l’Accord-Cadre), durant l’exécution de la commande. A moins que les **DPAO** n’en disposent autrement, le nombre des participants au groupement n’est pas limité. |
|  | 4.2 Un Soumissionnaire ne peut être en situation de conflit d’intérêt. Tout soumissionnaire dans une telle situation sera disqualifié. Est considéré comme pouvant avoir un tel conflit dans le cadre de ce processus d’Appel d’offres un Soumissionnaire se trouvant dans les situations suivantes : 1. Il contrôle directement ou indirectement un autre Soumissionnaire, est sous le contrôle d’un autre Soumissionnaire; ou
2. Il reçoit ou a déjà reçu directement ou indirectement des subventions d’un autre Soumissionnaire  ; ou
3. Il a le même représentant légal qu’un autre Soumissionnaire; ou
4. Il entretient avec un autre Soumissionnaire directement ou par l’intermédiaire d’un tiers, des relations qui font qu’il est dans une position d’influencer l’offre d’un autre soumissionnaire ou d’influencer les décisions de l’Agence d’Exécution dans le cadre du présent appel d’offres ; ou
5. Le Soumissionnaire ou l’une des firmes auxquelles il est affilié a fourni des services de conseil pour la préparation des Besoins de l’Agence d’Exécution (y compris les Programmes d’Activités, les Spécifications de Perforemance et les Plans) pour les Travaux et Services physiques qui font l’objet du présent Appel d’Offres ; ou
6. L’une des firmes auxquelles il est affilié, a été recrutée ou doit l’être par l’Agence d’Exécution ou le Maître d’Ouvrage ou le Bénéficiaire, pour exécuter l’Accord-Cadre ou une Commande subséquente ; ou
7. Le Soumissionnaire fournit des biens, des travaux ou des Travaux et Services physiques résultant de, ou directement liés aux Travaux et Services physiques fournis pour la préparation ou l’exécution du Projet mentionné au l’article **2.1 des IS**, qu’il avait lui-même fournis ou qui avaient été fournis par toute autre entreprise qui lui est affiliée et qu’il contrôle directement ou indirectement ou qui le contrôle ou avec laquelle il est soumis à un contrôle commun ; ou
8. Le Soumissionnaire entretient une étroite relation d’affaires ou de famille avec un membre du personnel du Bénéficiaire (ou du personnel de l’entité d’exécution du Projet ou d’un bénéficiaire d’une partie du prêt) qui :

(i) intervient directement ou indirectement dans la préparation du Dossier d’Appel d’Offres ou des Spécifications de l’Accord-Cadre ou de Commande subséquente; ou (ii) qui pourrait intervenir dans l’exécution ou la supervision de ce même Accord-Cadre ou de Commande subséquente, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d’une manière satisfaisante pour la BIsD pendant le processus d’appel d’offres et l’exécution de l’Accord-Cadre et/ou Commande subséquente. |
|  | 4.3 Une entreprise qui est un Soumissionnaire (individuellement ou en tant que membre d’un GE) ne doit pas participer à plus d’une Offres. Cela inclut la participation en tant que sous-traitant. Cette participation entraînera la disqualification de toutes les offres dans lesquelles l’entreprise est impliquée. Une entreprise qui n’est pas un soumissionnaire ou membre d’un GE peut participer en tant que sous-traitant dans plus d’une Offre.4.4 Sous réserve des dispositions de l’article **4.8 des IS**, un Soumissionnaire, peut avoir la nationalité d’un pays quelconque. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s’il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu’il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s’appliquera également à la détermination de la nationalité des sous-traitants pour toute partie d’une Commande subséquente. |
|  | 4.5 Un Soumissionnaire ayant fait l’objet d’une sanction prononcée par la BIsD, conformément à l’article 3 .1 des IS, notamment au titre des Directives pour l’acquisition de Biens, Travaux et Services connexes financés par la BIsD, (« les Directives »), sera exclu de toute préqualification ou attribution et de tout autre bénéfice (financier ou autre) d’un marché financé par la BIsD durant la période que la BIsD aura déterminée. La liste des exclusions est disponible à l’adresse électronique mentionnée aux **DPAO**.  |
|  | 4.6 Les Soumissionnaires qui sont des entreprises ou des institutions d’État dans le pays de l’Agence d’Exécutions peuvent être admis à concourir et à conclure un Accord-Cadre ou se voir attribuer un ou plusieurs Commande(s) subséquente(s) uniquement s’ils peuvent établir, d’une manière acceptable pour la BIsD, qu’ils : |
|  | (i)jouissent de l’autonomie juridique et financière ; |
|  | (ii) sont régis par les règles du droit commercial ; et |
|  | (iii) ne dépendent pas du budget du gouvernement du Bénéficiaire, de l’Agence d’Exécutions de l’Agence Responsable ou d’un Acheteur.  A cette fin, les établissements publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d’établir à la satisfaction de la BIsD (i) qu’ils ont une personnalité juridique distincte de celle de l’Etat, (ii) qu’ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu’ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu’en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à l’Etat, qu’ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l’objet d’une procédure de faillite, et (iv) l’Agence d’Exécution ou l’Agence Responsable ou l’entité en charge de l’attribution d’une Commande n’est pas leur organe de tutelle, en situation de les contrôler, les superviser ou d’exercer sur eux une influence. * 1. L’éligibilité des Soumissionnaires faisant l’objet de suspension à la suite de l’exécution d’une Déclaration de Garantie de Soumission ou d’une Déclaration de Garantie de Proposition est la suivante :

Un Soumissionnaire qui fait l’objet d’une suspension de soumission, à la suite de l’exécution d’une déclaration de garantie de soumission ou d’une déclaration de garantie de proposition, par le Maître d’Ouvrage dans le cas d’un Accord-Cadre à utilisateur unique ou par tous les Maîtres d’Ouvrage dans un Accord-Cadre à utilisateurs multiples ne sera pas éligible à soumissionner pour conclure un Accord-Cadre. Un Soumissionnaire qui a conclu un Accord-Cadre n’est pas admissible à présenter une offre ou à se voir attribuer une Commande par un Maître d’Ouvrage qui a suspendu le Soumissionnaire à la suite de l’application d’une déclaration de garantie de soumission ou d’une déclaration de garantie de proposition.Sous réserve de l’alinéa (a) ci-dessus, un Soumissionnaire qui fait l’objet d’une suspension, par suite de l’exécution d’une déclaration de garantie de soumission ou d’une déclaration de garantie de proposition, par une Agence d’Acquisition peut soumissionner pour un Accord-Cadre.Les entreprises et les individus en provenance des pays énumérés à la Section V sont inéligibles à la condition que : (a) la loi ou la réglementation du pays du Bénéficiaire interdise les relations commerciales avec le pays de l’entreprise, sous réserve qu’il soit établi à la satisfaction de la BIsD que cette exclusion n’empêche pas le jeu efficace de la concurrence effective pour la fourniture de biens ou la passation de marchés de travaux ou de services requis dans le présent Appel à propositions; ou (b) en application des Règles de Boycott de l’Organisation de la Coopération Islamique, de la ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine, le pays du Bénéficiaire interdit toute importation de fournitures en provenance du pays de l’entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays. * 1. Un Soumissionnaire doit fournir les pièces justificatives à la satisfaction de l’Agence d’Exécution et que celle-ci peut raisonnablement demander.
	2. Une entreprise qui fait l’objet d’une sanction d’exclusion par le Bénéficiaire de l’attribution d’un marché, d’un Accord-Cadre ou de l’attribution d’une Commande subséquente est éligible pour participer à ce marché, à moins que la BIsD, à la demande du Bénéficiaire, ne soit convaincue que l’exclusion ;

se rapporte à la Fraude ou à la Corruption; et a suivi une procédure judiciaire ou administrative équitable envers l’entreprise. |
|  | 4.11. Les soumissionnaires retenus seront examinés et soumis à la diligence raisonnable du client. Seuls les soumissionnaires dont la vérification préalable en matière de conformité est satisfaisante seront qualifiés pour poursuivre le processus de sélection et pour remplir le questionnaire / formulaire ci-joint de la BIsD sur la LBC / FT / KYC pour une vérification préalable approfondie en matière de conformité conformément à la politique de la BIsD sur la lutte contre le blanchiment d'argent (LBC). Financement du terrorisme (CFT) et Know Your Customer (KYC) approuvé le 19/12/2019 par la résolution BED IsDB / BED / 15/12/019 / (333) / 80.Définitions:«**Politique de conformité**»: Politique de la BIsD sur la lutte contre le blanchiment d'argent (LBC), la lutte contre le financement du terrorisme (CFT) et la connaissance de votre client (KYC) approuvée le 19/12/2019 par la résolution BED IsDB / BED / 15/12/019 / (333) / 80.«**Vérification Préalable de la Clientèle (VPC) / Vérification Préalable en matière de Conformité**»: désigne un processus d'intégration consistant à mener des recherches, des analyses et des examens visant à connaître le client (Know Your Customer / KYC) et à comprendre les risques - y compris, mais sans s'y limiter, le blanchiment d'argent / le financement du terrorisme (BC / FT), l’évasion fiscale, les sanctions, la criminalité, l’intégrité - que les relations avec le client peuvent poser, conformément à la politique de conformité de la BIsD.«**Blanchiment d'argent**»: signifie l’acquisition, la possession. l'utilisation, la conversion ou le transfert du produit du crime, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite du bien, tel que défini dans la politique de conformité de la BIsD.«**Financement du terrorisme** »: désigne généralement l'infraction prévue à l'article 2 de la Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme, telle que définie dans la politique de conformité de la BIsD.«**IsDB LBC / CFT / KYC / Questionnaire / Formulaire**»: voir pièce jointe / annexe.4.12 Toutes les biens et tous les services connexes faisant l’objet d’une Commande en vertu d’un Accord-Cadre et financés par la BIsD peuvent provenir de tout pays conformément à la Section V, Pays Eligibles et aucune dépense prévue au titre des Commandes ne sera contraire à ces restrictions. À la demande du Maître d’Ouvrage, les Soumissionnaires peuvent être tenus de fournir la preuve de l'origine des matériaux, équipements et services. |
| 5. Qualification du Soumissionnaire | 5.1 Les Soumissionnaires doivent fournir à la Section IV, Formulaires de Soumission, une description préliminaire de la méthode et calendrier de travail proposée, y compris les plans et graphiques, le cas échéant. |
|  | 5.2 Dans le cas où la préqualification des soumissionnaires a été effectuée conformément à l’article 18.4 des IS, les dispositions sur les qualifications de la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification, ne s’appliquent pas. |
| Contenu du Dossier d’Appel d’Offres |
| 6. Sections du Dossier d’Appel d’Offres | * 1. Le Dossier d’Appel d’Offres comprend les parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être lu en conjonction avec tout additif éventuel, émis conformément à l’article 8 des IS.
 |
|  |  **PREMIÈRE PARTIE : Procédures d’Appel d’Offres*** Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)
* Section II. Données particulières de l’Appel d’Offres (DPAO)
* Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification
* Section IV. Formulaires de Soumission
* Section V. Pays éligibles
* Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption

**DEUXIÈME PARTIE : Besoins de l’Agence d’Exécution*** Section VII. Programme d’Activités

**TROISIÈME PARTIE : Formulaires de l’Agence d’Exécution****QUATRIEME PARTIE : Accord-Cadre (ACC)**ANNEXE 1 : Travaux et Services physiques à acquérirANNEXE 2 : Programme d’ActivitésANNEXE 3 : Formulaires de GarantieANNEXE 4 : Procédure Secondaire d’AcquisitionANNEXE 5 : Liste des Maîtres d’Ouvrage (si applicable) |
|  | 6.2 L’Avis d’Appel d’Offres publié par l’Agence d’Exécution ne fait pas partie du Dossier d’Appel d’Offres.6.3 L’Agence d’Exécution ne peut être tenu responsable vis-à-vis d’un Soumissionnaire de l’intégrité du Dossier d’Appel d’offres, des réponses aux demandes de clarifications, des comptes-rendus de réunion préalable au dépôt des offres (le cas échéant) ou des additifs au Dossier d’Appel d’Offres émis conformément à l’Article 8 des IS, si ledit Soumissionnaire n’a pas obtenu le DAO directement auprès de l’Agence d’Exécution. En cas de contradiction, les documents directement issus par l’Agence d’Exécution feront foi.6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d’Appel d’Offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d’Appel d’Offres.  |
| 7. Éclaircissements apportés au Dossier d’Appel d’Offres  | 7.1 Un candidat désirant des éclaircissements sur les documents devra contacter l’Agence d’Exécution par écrit, à l’adresse de l’Agence d’Exécution indiquée dans les **DPAO**. L’Agence d’Exécution répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements reçue au plus tard dans le délai indiqué aux **DPAO** avant la date limite de dépôt des offres. Elle adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans en identifier l’auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d’Appel d’Offres en conformité avec l’article **6.3 des IS**. Si les DPAO le prévoient, l’Agence d’Exécution publiera également sa réponse sur le site internet identifié dans les **DPAO**. Au cas où l’Agence d’Exécution jugerait nécessaire de modifier le Dossier d’Appel d’Offres suite aux demandes d’éclaircissements, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles **8 et 22.2 des IS**.  |
| 8. Modifications apportées au Dossier d’Appel d’Offres  | 8.1 L’Agence d’Exécution peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d’Appel d’Offres en publiant un additif. 8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d’Appel d’Offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d’Appel d’Offres directement de l’Agence d’Exécution selon l’article **6.3 des IS**. L’Agence d’Exécution publiera immédiatement l’additif sur le site internet identifié à l’article **7.1 des IS**.8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires un délai raisonnable pour prendre en compte la modification du DAO au moment de la préparation de leurs offres, l’Agence d’Exécution peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à l’article **22.2 des IS**.  |
| Préparation des Offres |
| 9. Frais de soumission  | 9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, en relation avec la Procédure Primaire d’Acquisition, (et si retenu toute Procédure Secondaire d’Acquisition) et l’Agence d’Exécution n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l’issue de la procédure d’appel d’offres. |
| 1. Langue de l’offre
 | * 1. L’Offre ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant l’Offre, échangés entre le Soumissionnaire et l’Agence d’Exécution seront rédigés dans la langue stipulée aux **DPAO**. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction des passages pertinents à l’offre dans la langue stipulée aux **DPAO**, auquel cas, aux fins d’interprétation de l’offre, la traduction fera foi.
 |
| 1. Documents constitutifs de l’Offre
 | 11.1 L’Offre devra comprendre deux Parties, à savoir la Partie Technique et la Partie Financière. Ces deux Parties doivent être soumises simultanément dans deux enveloppes cachetées distinctes (processus d’appel d’offres à deux enveloppes). Une enveloppe devra ne contenir que des informations relatives à la Partie Technique et l’autre, uniquement des informations relatives à la Partie Financière. Ces deux enveloppes doivent être enfermées dans une enveloppe extérieure scellée distincte portant la mention « OFFRE ORIGINALE ». 11.2 La **Partie Technique** doit comprendre les documents suivants :1. La **Lettre de Soumission – Partie Technique** : préparée conformément à l’article **12 des IS** ;
2. **Autorisation**: la confirmation écrite autorisant le signataire de l’Offre d’engager le Soumissionnaire, conformément à l’article **20.3 des IS** ;
3. les documents attestant, conformément aux dispositions de l’Article **17 des IS**, que le Soumissionnaire possède les qualifications requises pour conclure un Accord-Cadre et exécuter toute Commande subséquente, si son Offre est retenue;
4. les documents attestant l’éligibilité du Soumissionnaire pour remettre une Offre, conformément à l’article **17.1 des IS** ;
5. les documents attestant, conformément aux dispositions de l’article **16 des IS**, que les Travaux et Services physiques sont conformes aux exigences du Dossier d’Appel d’Offres ; et
6. tout autre document exigé **dans les DPAO.**

11.3 La **Partie Financière** devra comprendre les documents suivants :1. La **Lettre de Soumission** – **Partie Financière** : préparée conformément aux dispositions des articles **12 et 14 des IS** ;
2. les **Programmes d’Activités chiffrés** remplis conformément aux dispositions des articles **12 et 14 des IS** ;

(c) tout autre document exigé **dans les DPAO.** |
|  | * 1. La Partie Technique ne devra pas inclure d’informations financières liées au prix de l’Offre. Lorsque des informations financières significatives, liées au prix de l’Offre sont contenues dans la Partie Technique l’Offre sera déclarée non- conforme.

11.5 En sus des documents requis à l’article **11.1 des IS**, l’Offre présentée par un Groupement d’entreprises devra inclure soit une copie de l’accord de Groupement liant tous les membres du Groupement, soit une lettre d’intention de constituer un tel Groupement signée par tous les membres du Groupement et assortie d’un projet d’accord. |
|  | 11.6 Le Soumissionnaire fournira dans la Lettre de Soumission les informations relatives aux commissions et gratifications versées ou à verser, le cas échéant, en relation avec son Offre. |
| 12. Lettres de Soumission  | 12.1 Le Soumissionnaire soumettra sa Lettre de Soumission – Partie Technique -- et la Lettre de Soumission – Partie Financière en remplissant les formulaires fournis à la Section IV, Formulaires de Soumission, sans apporter aucune modification à la présentation, et aucun autre format de remplacement ne sera accepté, sous réserves des dispositions de l’article **20.3 des IS**. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés. |
| 13. Variantes | 13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas prises en compte dans dans la présente Procédure Primaire d’Acquisition . |
| 14. Prix de l’Offre et Rabais | 14.1 Les prix et rabais inconditionnels indiqués par le Soumissionnaire dans la Lettre de soumission – Partie Financière et dans les Bordereaux d’activités chiffrées seront conformes aux stipulations ci-après. 14.2 Le Soumissionnaire devra fournir les prix dans les Programmes d’Activités chiffrés, tels que spécifiés dans les **DPAO**..14.3 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d’application dudit rabais dans la Lettre de soumission, conformément à l’article **12.1 des IS**.14.4 Pour la Procédure Secondaire d’Acquisition, le(s) prix proposé(s) par le Soumissionnaire sera(ont) être traité(s) comme indiqué dans les Dispositions spécifiques de l’Accord-Cadre. |
|  | 14.5 Le Soumissionnaire doit indiquer les tarifs et les prix pour tous les éléments des Travaux et Services physiques décrits dans les spécifications et énumérés dans le Programme d’Activités Chiffré de la Section VII, Programmes d’Activités chiffrés. Les articles pour lesquels aucun taux ou prix n’est entré par le Soumissionnaire ne seront pas payés par le Maître d’Ouvrage au moment de l’exécution et seront réputés couverts par les autres tarifs et prix du Programme d’Activités chiffré. 14.6 Tous les droits, taxes et autres prélèvements payables par l’Entrepreneur en vertu du Marché, ou pour toute autre cause, à la date 28 jours précédant la date limite de remise des Offres, seront inclus dans le prix total de l’Offre remise par le Soumissionnaire.  |
| 15. Monnaies de l’Offre et de règlement | 15.1 La(les) monnaie(s) de l’Offre et la(les) monnaie(s) de règlement seront identiques et conformes aux dispositions des **DPAO**. Le Soumissionnaire indiquera la part du prix de son offre correspondant aux dépenses encourues dans le pays de l’Agence d’Exécution, dans la monnaie dudit pays, sauf spécification contraire dans les **DPAO**.15.2 Le Soumissionnaire pourra indiquer le prix de son offre dans la monnaie de tout pays. Si le Soumissionnaire souhaite être payé en plusieurs monnaies, il peut formuler le prix de son offre dans ces monnaies, à condition de ne pas utiliser plus de trois monnaies en plus de la monnaie du pays de l’Agence d’Exécution.  |
| 16. Documents attestant que les Travaux et Services physiques répondent aux critères d’origine et sont conformes | 16.1 Pour établir la conformité des Travaux et Services physiques au Dossier d’Appel d’Offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son Offre les justifications écrites que les Travaux et Services physiques se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées à la Section VII, Programmes d’Activités. |
|  | 16.2 Les normes pour la fourniture des Travaux et Services physiques ne sont mentionnées qu’a titre indicatif et n’ont nullement un caractère restrictif. Le Soumissionnaire peut leur substituer d’autres normes de qualité, pourvu qu’il établisse à la satisfaction de l’Agence d’Exécution que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications techniques de la Section VII, Programmes d’Activités. |
| 17. Documents attestant de l’éligibilité et des qualifications du Soumissionnaire | 17.1 Pour établir que le Soumissionnaire répond aux critères d’origine, en application des dispositions de l’Article **4 des IS**, le Soumissionnaire devra remplir la Lettre de Soumission, inclue à la Section IV, Formulaires de Soumission.17.2 Les documents que le Soumissionnaire fournira pour établir qu’il possède les qualifications requises pour conclure un Accord-Cadre, et/ou pour exécuter le(s) Commandes(s) subséquente(s) en cas d'attribution, doivent établir à la satisfaction de l’Agence d’Exécution, que  le Soumissionnaire remplit chacun des critères de qualification spécifié à la Section III, Critères d’Évaluation et de Qualification * 1. Les soumissionnaires doivent fournir, à la Section IV, Formulaires de Soumission, une description préliminaire de la méthodologie, du plan de travail et du calendrier proposés.
	2. Dans le cas où la préqualification des Soumissionnaires a été entreprise comme indiqué dans les DPAO, seules les Offres des Soumissionnaires préqualifiés seront prises en compte pour conclure un Accord-Cadre. Ces Soumissionnaires qualifiés doivent joindre à leur Offre toute information mettant à jour leurs demandes de préqualification initiales ou, confirmer dans leur Offre que les informations de préqualification soumises à l’origine demeurent exactes pour l’essentiel à la date de remise de l’Offre.
 |
| 18. Période de validité des Offres | 18.1 Les Offres demeureront valables jusqu’à la date spécifiée dans les **DPAO** ou toute date prorogée si amendée par l’Agence d’Exécution en conformité avec l’article 8 des IS. Une offre qui n’est pas valable jusqu’à la date spécifiée dans les **DPAO** ou toute date prorogée si amendée par le Maître d’Ouvrage en conformité avec l’article **8 des IS** spécifiée dans les **DPAO** sera considérée comme non conforme et écartée par l’Agence d’Exécution. |
|  | 18.2 Exceptionnellement, avant l’expiration de la validité des Offres, l’Agence d’Exécution peut demander aux Soumissionnaires de proroger la durée de validité de leurs Offres. La demande et les réponses seront formulées par écrit. Un Soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son Offre sans perdre sa garantie. Un Soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son Offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de l’article **18.3 des IS**.  |
|  | 18.3 Si l’attribution d’un Accord-Cadre est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial de validité de l’Offre spécifié, le prix de Référence de l’Accord-Cadre sera déterminé comme suit : a) dans le cas d’un Accord-Cadre à prix ferme, le prix de Référence sera égal au prix de l’Offre actualisé par le facteur figurant aux **DPAO**; b) dans le cas d’un Accord-Cadre à prix révisable, le prix de Référence sera le prix de l’Offre. c) dans tous les cas, les offres seront évaluées sur la base du prix des Offres sans prendre en considération l’actualisation susmentionnée. |
| 19. Garantie de Soumission | 19.1 Une Garantie de Soumission ou une Déclaration de Garantie de Soumission n’est pas exigée pour la Procédure Primaire d’Acquisition. |
| 20. Forme et Signature de l’Offre | 20.1 Le Soumissionnaire préparera l’Offre conformément aux articles **11 et 21 des IS**.  |
|  | 20.2 Les Soumissionnaires marqueront comme « CONFIDENTIEL » les informations qui sont confidentielles pour leur entreprise. Ces informations peuvent contenir des informations de propriété, des secrets commerciaux, ou des informations commerciales ou financières sensibles.20.3 L’original et toutes copies de l’Offre seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation sera établie dans la forme spécifiée dans les **DPAO**, et jointe à la Soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l’Offre, à l’exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l’offre. |
|  | 20.4 Les offres soumises par un groupement d’entreprises (GE) devront être signées au nom du groupement par un représentant habilité du groupement de manière à engager tous les membres du groupement, comme attesté par le pouvoir du signataire signé par les représentants habilités à signer pour les partenaires respectifs du GE.20.5 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire de l’Offre. |
| Dépôt des Offres  |
| 21. Cachetage et Marquage des Offres  | 21.1 Le Soumissionnaire doit remettre l’Offre dans deux enveloppes séparées et cachetées (la Partie Technique et la Partie Financière). Ces deux enveloppes seront placées dans une enveloppe extérieure cachetée marquée « OFFRE ORIGINALE ». 21.2 En outre, le Soumissionnaire doit soumettre des copies de l’Offre en nombre spécifié dans les **DPAO.** Les copies de la Partie Technique doivent être placées dans une enveloppe cachetée séparée portant la mention « Copies : Partie Technique ». Les copies de la Partie Financière doivent être placées dans une enveloppe cachetée séparée portant la mention « Copies : Partie Financière ». Le Soumissionnaire doit placer ces deux enveloppes dans une enveloppe extérieure distincte et cachetée portant la mention « Copies de l’Offre ». En cas de divergence entre l’original et les copies, l’original fera foi. 21.3 Les enveloppes portant les mentions « Offre Originale » et « Copies de l’Offre » doivent être placées dans une enveloppe extérieure scellée distincte pour être déposées à l’Agence d’Exécution.21.4 Les enveloppes intérieure et extérieure devront : |
|  | 1. comporter le nom et l’adresse du Soumissionnaire ;
2. être adressées à l’Agence d’Exécution conformément à l’article **22.1 des IS**;
3. comporter l’identification de l’Appel d’Offres indiqué à l’article **1.1 des IS**; et
4. comporter la mention de ne pas ouvrir avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture des plis.

21.5 Si toutes les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l’Agence d’Exécution ne sera pas responsable si l’Offre est égarée ou ouverte prématurément. |
| 22. Date et heure limite de dépôt des Offres  | 22.1 Les Offres doivent être reçues par l’Agence d’Exécution à l’adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l’heure qui y sont spécifiées. Lorsque les **DPAO** le prévoient, les Soumissionnaires auront la possibilité de soumettre leur Offre par voie électronique. Dans un tel cas, les Soumissionnaires devront suivre la procédure prévue aux **DPAO**. 22.2 L’Agence d’Exécution peut, si elle le juge nécessaire, reporter la date limite de dépôt des offres en modifiant le Dossier d’Appel d’Offres en application de l’article **8 des IS**, auquel cas, tous les droits et obligations de l’Agence d’Exécution et des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. |
| 23. Offres hors délai | 23.1 L’Agence d’Exécution n’examinera aucune Offre arrivée après l’expiration du délai de remise des offres, conformément à l’Article **22 des IS**. Toute Offre reçue par l’Agence d’Exécution après la date et l’heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. |
| 24. Retrait, Substitution et Modification des Offres  | 24.1 Un Soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son Offre après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation en application de l’article 20.3 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). La modification ou l’Offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications devront être :1. préparées et délivrées en application des articles **20 et 21 des IS** (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « Retrait », « Offre de Remplacement » ou « Modification » ; et
2. reçues par l’Agence d’Exécution avant la date et l’heure limites de dépôt des offres conformément à l’Article **22 des IS**.
 |
|  | 24.2 Les Offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l’article **24.1 des IS** leur seront renvoyées sans avoir être ouvertes. |
|  | 24.3 Aucune Offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l’heure limites de dépôt des offres et la date d’expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire dans la Lettre de Soumission– Partie Technique et répétée dans la Lettre de Soumission – Partie Financière, ou toute date prorogée.  |
| 1. Ouverture Publique des Parties Techniques des Offres
 |
| 25. Ouverture publique des Parties Techniques des Offres  | 25.1 Excepté dans les cas spécifiés aux articles **23 et 24.2 des IS**, l’Agence d’Exécution procédera à l’ouverture des plis en public et lira toutes les Offres reçues avant la date et l’heure limites (quelque soit le nombre d’offres reçues) en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute autre personne qui souhaite être présente à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans les **DPAO**. Les procédures spécifiques à l’ouverture d’offres électroniques si de telles offres sont permises à l’article **22.1 des IS** seront détaillées dans les **DPAO.**  |
|  | 25.2 Dans un premier temps, la notification écrite de retrait dans les enveloppes marquées « RETRAIT » sera ouverte et son contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant l’offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Si l’enveloppe marquée « RETRAIT » ne contient pas le pouvoir confirmant que la signature est celle d’une personne autorisée à représenter le Soumissionnaire, l’Offre correspondante sera ouverte. Aucun retrait d’offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n’est pas lue à haute voix. 25.3 Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d’offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n’est pas lue à haute voix. 25.4 Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l’offre correspondante. Aucune modification d’offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n’est pas lue à haute voix. Seules les Offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l’ouverture des plis seront ensuite prises en considération. |
|  | 25.5 Ensuite, toutes les autres enveloppes marquées « Partie Technique » seront ouvertes l’une après l’autre. Les enveloppes marquées « Partie Financière » resteront fermées et conservées par l’Agence d’Exécution dans un lieu sûr jusqu’à leur ouverture, au cours d’une seconde ouverture publique, suite à l’évaluation de la Partie Technique des Offres. A l’ouverture des enveloppes marquées « Partie FinancièrTechnique » l’Agence d’Exécutions annoncera à haute voix le nom du Soumissionnaire, ainsi que la mention éventuelle d’une modification, et tout autre détail que l’Agence d’Exécution peut juger utile de mentionner. 25.6 Seules les Parties Techniques des Offres qui sont lus à haute voix à l’ouverture des Offres seront considérées pour l’évaluation. La Lettre de Soumission – Partie Technique et l’enveloppe séparée cachetée marquée « Partie Financière » seront paraphées par les représentants de l’Agence d’Exécution présents à la séance d’ouverture des plis de la manière précisée dans les **DPAO.** 25.7L’Agence d’Exécution ne doit ni se prononcer sur les mérites de toute Offre, ni rejeter aucune des Offres (à l’exception des Offres reçues en retard, en conformité avec l’article **23.1 des IS**). |
|  | 25.8 Après l’ouverture des Parties Techniques des Offres, l’Agence d’Exécution établira un procès-verbal qui comportera au minimum : 1. le nom du Soumissionnaire et s’il y a retrait, remplacement de Oou modification ; et
2. La présence ou l’absence d’une enveloppe dûment cachetée et marquée « Partie Financière ».

25.9 Il sera demandé aux représentants des Soumissionnaires présents de signer le procès-verbal d’ouverture des plis. L’absence de la signature d’un Soumissionnaire ne porte pas atteinte à la validité et au contenu du procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Soumissionnaires. |
| Évaluation des Offres – Dispositions Générales |
| 26. Confidentialité | 26.1 Aucune information relative à l’évaluation de la Partie Technique ne sera donnée aux Soumissionnaires ni à toute autre personne non officiellement concernée par ladite procédure tant que la notifification de l’évaluation des Parties Techniques n’aura pas été adressée aux Soumissionnaires conformément à l’article 31 des IS. Aucune information concernant l’évaluation des Parties Financières ne sera donnée aux Soumissionnaires ni à toute autre personne non officiellement concernée par ladite procédure tant que la Notifification de l’Intention d’Attribution de l’Accord-Cadre n’aura pas été transmise aux Soumissionnaires conformément à l’article **39 des IS**. |
|  | 26.2 Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer l’Agence d’Exécution lors de l’évaluation des offres ou lors de la décision de mettre en place l’Accord-Cadre peut entraîner le rejet de son offre. |
|  | 26.3 Nonobstant les dispositions de l’article **26.2 des IS**, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où l’Accord-Cadre sera attribué, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l’Agence d’Exécution pour des motifs ayant trait à la procédure d’appel d’offres, il devra le faire par écrit. |
| 27. Éclaircissements concernant les Offres | 27.1 Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des Offres et la vérification de la qualification des Soumissionnaires, l’Agence d’Exécution a toute latitude pour demander à un Soumissionnaire des éclaircissements sur son Offre. Aucun éclaircissement apporté par un Soumissionnaire autrement qu’en réponse à une demande de l’Agence d’Exécution ne sera pris en compte. La demande d’éclaircissement de l’Agence d’Exécution, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification, y compris toute augmentation ou diminution volontaire, des prix ou de la teneur de l'Offre ne sera recherchée, proposée ou permise. 27.2 L’Offre d’un Soumissionnaire qui ne fournit pas les éclaircissements sur son Offre avant la date et l’heure spécifiée par l’Agence d’Exécution dans sa demande d’éclaircissement sera susceptible d’être rejetée. |
| 28. Divergences, Réserves ou Omissions | 28.1 Aux fins de l’évaluation des Offres, les définitions suivantes s’appliqueront :1. Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d’Appel d’Offres ;

b) Une « réserve » est la formulation d’une conditionnalité restrictive, ou la non-acceptation d’une disposition requise par le Dossier d’Appel d’Offres ; et c) Une « omission » est l’absence totale ou partielle des renseignements et documents exigés par le Dossier d’Appel d’Offres. |
| 29. Non-conformités, Erreurs et Omissions | 29.1 À condition qu’une Offre est conforme pour l’essentiel, l’Agence d’Exécution peut accepter toute non-conformité dans l’Offre. 29.2 À condition qu’une Offre soit conforme pour l’essentiel, l’Agence d’Exécution peut demander au Soumissionnaire de soumettre les informations ou les documents nécessaires, dans un délai raisonnable, pour corriger les non-conformités ou les omissions mineures dans l’Offre liées aux exigences en matière de documentation. Une telle omission ne doit pas concerner un aspect du prix de l’Offre. Le défaut du Soumissionnaire de se conformer à la demande peut entraîner le rejet de son Offre. |
| 1. Evaluation des Parties Techniques des Offres
 |
| 30. Evaluation de la Partie Technique  | 30.1 Pour évaluer la Partie Technique de chaque Offre, l’Agence d’Exécution utilisera les critères et les méthodologies indiqués dans cet article **30 des IS** et les **DPAO**, si applicable, et la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification. Aucun autre critère ou méthodologie ne sera permis.  |
|  | * 1. La détermination par l’Agence d’Exécutions de la conformité d’une Offre doit être fondée sur le contenu de l’Offre elle-même, tel que défini à l’article **11 des IS**.
	2. Une Offre conforme pour l’essentiel est une Offre qui répond aux exigences du Dossier d’Appel d’Offres sans divergence, réserve ou omission important. Une divergence, une réserve ou une omission importante est une erreur qui :

Si elle était acceptée :affecterait de manière substantielle la portée, la qualité ou la performance des Travaux et Services physiques ; oulimiterait de manière substantielle, incompatible avec le document d’appel d’offres, les droits de l’Agence d’Exécution ou les obligations du Soumissionnaire ; ousi elle était rectifiée, affecterait injustement la position concurrentielle d’autres Soumissionnaires présentant des Offres conforme pour l’essentiel.* 1. L’Agence d’Exécution examinera les aspects techniques de l’Offre soumise conformément aux articles **16 et 17 des IS**, en particulier, pour confirmer que toutes les exigences de la Section VII, Programme d’Activités ont été satisfaites sans divergence, réserve ou omission importante.

30.5 Si une Offre ne répond pas substantiellement aux exigences du document d’appel d’offres, elle sera rejetée par le Maître d’Ouvrage et ne pourra pas être rendue conforme par la suite par la correction de l’écart important, de la réserve ou de l’omission. |
|  | * 1. L’Agence d’Exécution déterminera, à sa satisfaction, si le ou les Soumissionnaires éligibles ayant une Offre conforme pour l’essentiel qui est ou sont en mesure de satisfaire aux critères de l’Accord-Cadre satisfont aux critères de qualification stipulés à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification.
	2. La détermination doit être fondée sur un examen des preuves documentaires des qualifications présentées par le Soumissionnaire, conformément à l’article **17 des IS**. La détermination ne tiendra pas compte des qualifications d’autres entreprises telles que les filiales, les entités mères, les sociétés affiliées, les sous-traitants (autres que les sous-traitants spécialisés si le document d’appel d’offres le permet) ou toute autre entreprise différente du Soumissionnaire.
	3. Avant la conclusion de l’Accord-Cadre, l’Agence d’Exécution vérifiera que le Soumissionnaire retenu (y compris chaque membre d’un GE) n’est pas disqualifié par la BIsD en raison du non-respect des obligations contractuelles en matière de prévention et de réponse en matière d’EAS/HS. L’Agence d’Exécution effectuera la même vérification pour chaque sous-traitant proposé par le Soumissionnaire retenu. Si un sous-traitant proposé ne satisfait pas à l’exigence, l’Agence d’Exécution exigera du Soumissionnaire qu’il propose un sous-traitant de remplacement.
	4. Seules les Offres conforme pour l’essentiel remise par des Soumissionnaires éligibles et qualifiés feront l’objet d’une évaluation technique détaillée pour évaluer l’adéquation de la Partie Technique, suivie d’une évaluation en appliquant les facteurs/sous-facteurs techniques et les scores correspondants spécifiées dans les **DPAO**.
 |
| 1. Notification de l’Evaluation des Parties Techniques et Ouverture Publique des Parties Financières des Offres
 |
| 31. Notification de l’Evaluation des Parties Techniques et Ouverture Publique des Parties Financières | * 1. Après l’évaluation des Parties Techniques des Offres et après la non-objection de la BIsD (le cas échéant), l’Agence d’Exécutions notifiera par écrit aux Soumissionnaires qui n’ont pas satisfait aux critères de qualification et/ou dont les Offres ont été jugées non conformes aux exigences du document d’appel d’offres, en leur donnant les informations suivantes :

les motifs pour lesquels la Partie Technique de leur Offre n’a pas satisfait aux exigences du document d’appel d’offres ;leur enveloppe portant la mention « Partie Financière » leur sera retournée non ouverte après la fin du processus d’évaluation des Offres et la signature de l’Accord-Cadre ;la date, l’heure et le lieu de l’ouverture publique des enveloppes portant la mention « Partie Financière ». * 1. L’Agence d’Exécution notifiera simultanément r par écrit aux Soumissionnaires dont la Partie Technique aura été évaluée comme répondant pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’Offres et aux critères de qualification, en leur donnant les informations suivantes :

leur Offre a été évaluée conforme pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’Offres et aux critères de qualification; etleur enveloppe portant la mention « Partie Financière » sera ouverte en séance publique d’ouverture des Parties financières;la date, l’heure et le lieu de l’ouverture publique des enveloppes portant la mention « Partie Financière ». * 1. La date d’ouverture ne devrait pas être moins de dix (10) jours ouvrables à compter de la date de notification des résultats de l’évaluation technique, spécifiée dans les articles **31.1 et 31.2 des IS**. Cependant, si l’Agence d’Exécution reçoit une réclamation sur les résultats de l’évaluation technique dans les dix (10) jours ouvrables, la date d’ouverture sera assujettie à l’article **47.1 des IS**. La Partie Financière de l’Offre sera ouverte publiquement en présence des représentants désignés des Soumissionnaires et de toute personne qui choisit d’y assister.
	2. Lors de cette ouverture publique, les Parties Financières seront ouvertes par l’Agence d’Exécution en présence des Soumissionnaires, de leurs représentants désignés et de toute autre personne qui choisit d’y assister. Les Soumissionnaires qui ont satisfait aux critères de qualification et dont les Offres ont été évaluées conforme pour , verront leur enveloppe portant la mention « Partie Financière » ouverte lors de la deuxième ouverture publique. Chacune de ces enveloppes portant la mention « Partie Financière » sera inspectée pour confirmer qu’elle est restée cachetée et non ouverte. Ces enveloppes seront ensuite ouvertes par l’Agence d’Exécution. L’Agence d’Exécution annoncera le nom de chaque Soumissionnaire et les prix de l’Offre, y compris les rabais et, le cas échéant, les Offres Variantes - Partie Financière, ainsi que tout autre détail que l’Agence d’Exécution peut juger approprié.
	3. Seules les enveloppes de la Partie Financière des Offres, les Parties Financières des Offres Variantes et les rabais qui sont ouverts et annoncés à haute voix à l’ouverture des Offres seront examinées plus avant pour évaluation. La Lettre de Soumission – Partie financière et les Programmes d’Activités chiffrés seront paraphés par les représentants de l’Agence d’Exécution participant à l’ouverture des Offres de la manière spécifiée dans les DPAO.
	4. l’Agence d’Exécution ne devra pas débattre du bien-fondé d’une Offre ni rejeter les enveloppes portant la mention « PARTIE FINANCIÈRE » en séance.
	5. l’Agence d’Exécution préparera un procès-verbal de l’ouverture de la Partie Financière des Offres qui devra comprendre, au minimum :

(a)le nom du Soumissionnaire dont la Partie Financière a été ouverte ;(b)le prix de l’Offre, par article, le cas échéant, y compris les rabais éventuels ; et(c)le cas échéant, toute Offre Variante - Partie Financière.31.8 Les Soumissionnaires dont l’enveloppe portant la mention « PARTIE FINANCIÈRE » a été ouverte ou leurs représentants présents sont priés de signer le procès-verbal. L’omission de la signature du procès-verbal par un Soumissionnaire n’invalidera pas le contenu et l’effet du procès-verbal. Une copie du procès-verbal sera distribuée à tous les Soumissionnaires. |
| 1. Evaluation des Parties Financières des Offres
 |
| 32. Evaluation des Parties Financières | 32.1 À condition qu’une Offre soit conforme pour l’essentiel, l’Agence d’Exécution rectifiera les non-conformités mineures quantifiables affectant le prix de l’Offre. À cet effet, le prix de l’Offre sera ajusté, à des fins de comparaison seulement, pour refléter le prix d’un élément ou d’une composante manquante ou non conforme, en ajoutant le prix moyen de l’article ou de la composante chiffré par les Soumissionnaires qui sont conforme pour l’essentiel. Si le prix de l’élément ou de la composante ne peut être dérivé du prix d’autres Offres conforme pour l’essentiel, l’Agence d’Exécution utilisera sa meilleure estimation.* 1. Pour évaluer la Partie Financière de chaque Offre, l’Agence d’Exécution tiendra compte des éléments suivants :

l’ajustement des prix pour correction d’erreurs arithmétiques conformément à l’article **33.1 des IS** ;l’ajustement des prix en raison des rabais inconditionnels offerts conformément à l’article **14.3 des IS** ;la convertion du montant résultant de l’application des points (a) à (c) ci-dessus, le cas échéant, en une monnaie unique conformément à l’article **34.1 des IS** ;l’ajustement des prix en raison de non-conformités mineures quantifiables conformément à l’article **32.1 des IS**;excluant les sommes provisionnelles et la provision, le cas échéant, pour les imprévus dans le Programmed’Activités chiffrés mais incluant les Travaux en Régie, lorsque demandé dans les Spécifications ; etles facteurs d’évaluation additionnels spécifiés à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification.32.3 Le cas échéant, l’effet estimé des dispositions relatives à la révision des prix de l’Accord-Cadre, appliquées pendant la durée de l’Accord-Cadre, ne sera pas pris en compte dans l’évaluation de l’Offre lors de la Procédure Primaire d’Acquisition. |
| 33. Correction des Erreurs Arithmétiques | 33.1 Dans la mesure où l’Offre est conforme pour l’essentiel, l’Agence d’Exécution rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :1. S’il y a contradiction entre le prix unitaire d’un élément des Travaux et Services physiques et le total des sous-éléments su service (le cas échéant) le total des sous-éléments prévaudra et les prix unitaires des sous- éléments seront corrigés ; et
2. S’il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve de l’alinéas (a) ci-dessus.
 |
|  | 33.2 Il sera demandé au Soumissionnaire concerné d’accepter la correction des erreurs arithmétiques. Si le Soumissionnaire n’accepte pas les corrections apportées en conformité avec l’article **33.1 des IS**, son offre sera écartée. |
| 34. Conversion en une seule monnaie | 34.1 Aux fins d’évaluation et de comparaison, l’Agence d’Exécution convertira tous les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, comme indiqué dans les **DPAO**. |
| 35. Marge de préférence | 35.1 Aucune marge de préférence ne sera accordée dans la Procédure d’Acquisition Primaire d’Acquisition et dans toute Procédure Secondaire d’Acquisition. |
| 1. Evaluation combinée des Parties Techniques et Financières et Notification de l’Intention de Conclure un Accord-Cadre
 |
| **36. Evaluation combinée des Parties Techniques et Financières** | 36.1 L’évaluation par l’Agence d’Exécution prendra en compte les facteurs techniques, en plus des facteurs de coût conformément à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification. La pondération à attribuer aux facteurs techniques et coûts est spécifiée **dans les DPAO.** L’Agence d’Exécution classera les Offres sur la base du score (B) de l’Offre évaluée.36.2 L’Agence d’Exécutions déterminera l’Offre la Plus Avantageuse. L’Offre la Plus Avantageuse est l’Offre du Soumissionnaire qui répond aux critères de qualification et dont l’Offre a été jugée conforme pour l’essentiel au document d’appel d’offres et qui est l’Offre ayant obtenu le score combiné technique et financier le plus élevé.  |
| 37. Droit de l’Agence d’Exécution d’accepter toute Offre ou de rejeter toutes les Offres | 37.1 L’Agence d’Exécutions se réserve le droit d’accepter ou de rejeter toute Offre, d’annuler le processus d’appel d’offres et de rejeter toutes les Offres à tout moment avant la conclusion d’un ou de plusieurs Accords-Cadres, sans pour autant encourir de responsabilité envers les Soumissionnaires. En cas d’annulation, toutes les Offres soumises seront rapidement retournées aux Soumissionnaires. |
| 38. Période d’Attente | 38.1 L’Accord-Cadre (les Accords-Cadres) ne sera(ont) pas conclu(s) avant l’expiration de la Période d’Attente. La Période d’Attente sera de dix (10) jours ouvrables, à moins qu’elle ne soit prolongée conformément à l’article **44 des IS**. La Période d’Attente commence le lendemain de la date à laquelle l’Agence d’Exécution a transmis à chaque Soumissionnaire la Notification de son Intention de conclure un Accord-Cadre. Lorsqu’une seule Offre est présentée, ou si la Procédure Primaire d’Acquisition répond à une situation d’urgence reconnue par la BIsD, la Période d’Attente ne s’appliquera pas. |
| 39. Notification d’Intention de Conclure un Accord-Cadre | * 1. L’Agence d’Exécution enverra à chaque Soumissionnaire (qui n’a pas déjà été notifié qu’il n’a pas été retenu) la Notification de son Intention de Conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s) avec le(s) Soumissionnaire(s) retenu(s). La Notification d’Intention de Conclure un Accord-Cadre doit contenir, au minimum, les informations suivantes :
1. le nom et l’adresse du(es) Soumissionnaire(s) ayant présenté l’(les) Offre(s) retenue(s);
2. le(s) prix de l’(des)Offre(s) retenue(s) ou le(s) mécanisme(s) de prix;
3. les noms de tous les Soumissionnaires qui ont remis des Offres et leurs prix ou le(s) mécanisme(s) de prix tels que lus et évalués, et les scores techniques;
4. un exposé des raisons pour lesquelles l’Offre (du Soumissionnaire non retenu auquel la notification est adressée) n’a pas abouti, à moins que les informations sur le prix visées au point (c) ci-dessus ne révèlent déjà la raison;
5. la date d’expiration de la Période d’Attente; et
6. des instructions sur la façon de demander un débriefing et/ou de présenter une réclamation pendant la Période d’Attente.
 |
| Conclusion de l’Accord-Cadre |
| 40. Critères d’attribution | 40.1 Ceci un Accord-Cadre fermé.40.2 L’Agence d’Exécution spécifiera dans les DPAO et/ou la Section III – Critères d’Evaluation et de Qualification, les critères qui seront appliqués pour la sélection du(es) Soumissionnaire(s) avec lequel(lesquels) un Accord-Cadre peut être conclu.  |
| 41. Notification de la Conclusion d’un Accord-Cadre | 41.1 Avant la date d’expiration de validité des Offres et à l’expiration de la Période d’Attente, spécifiée à l’article **38.1 des IS** ou toute extension, et après avoir traité toute réclamation introduite durant la Période d’Attente, l’Agence d’Exécution notifiera au(x) Soumissionnaire(s) retenu(s), par écrit, la Conclusion d’un Accord-Cadre en joignant l’Accord-Cadre pour signature par le(s) Soumissionnaire(s). et la demande de soumettre le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs dans le délai de huit (8) jours suivaant la réception de la demande. |
| 42. Pas d’Obligation d’Acheter | 42.1 La conclusion de l’Accord-Cadre n’imposera pas une obligation à l’Agence d’Exécution et/ou au(x) Maître(s) d’Ouvrage de passer commande des Travaux et Services physiques en vertu de l’Accord-Cadre. |
| 43. Non-exclusivité | 43.1 La Procédure Primaire d’Acquisition n’est pas exclusive et l’Agence d’Exécution se réserve le droit d’acquérir les Travaux et Services physiques auprès d’autres Entrepreneurs qui ne sont pas des Entrepreneurs ACC.  |
| 44. Débriefing par l’Agence d’Exécution | 44.1 À la réception de la Notification de l’Intention d’Attribution de l’Agence d’Exécution visée à l’article **39.1 des IS**, un Soumissionnaire non retenu dispose de trois (3) jours ouvrables pour faire une demande écrite à l’Agence d’Exécution en vue d’un débriefing. L’Agence d’Exécution devra organiser un débriefing pour tout Soumissionnaire non retenu dont la demande est reçue dans ce délai.* 1. Lorsqu’une demande de débriefing est reçue dans le délai imparti, l’Agence d’Exécution accordera le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables, à moins que l’Agence d’Exécution ne décide, pour des raisons justifiables, d’accorder le débriefing au delà de ce délai. Dans ce cas, la Période d’Attente sera automatiquement prolongée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après le débriefing. Si plus d’un débriefing est ainsi retardé, la Période d’Attente ne doit pas se terminer plus tôt que cinq (5) jours ouvrables après le dernier débriefing. L’Agence d’Exécution informera rapidement, par les moyens les plus rapides disponibles, tous les Soumissionnaires de la Période d’Attente prolongée.
	2. Lorsqu’une demande de débriefing est reçue par l’Agence d’Exécution après la date limite de trois (3) jours ouvrables, l’Agence d’Exécution accordera le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de publication de la Notification de Conclusion de l’Accord-Cadre. Les demandes de débriefing reçues au-delàdu délaide trois (3) jours n’entraînent pas de prolongation de la Période d’Attente.
	3. Le défriefing de Soumissionnaire non retenu peut être effectué par écrit ou verbalement (par téléphone ou vidéoconférence) ou en personne. Les Soumissionnaires supporteront leurs propres frais d’assistance à une telle réunion de débriefing.
 |
| 45. Signature de l’Accord-Cadre | 45.1 À moins qu’une date limite antérieure ne soit stipulée dans les **DPAO**, le Soumissionnaire doit signer, dater et retourner l’Accord-Cadre dans les vingt-huit (28) jours suivant sa réception. 45.2 Dans le cas d’un Accord-Cadre à utilisateurs multiples, l’Agence d’Exécution signera chaque Accord-Cadre au nom de tous les Acheteurs participants. |
| **46. Publication de la Notification de la Conclusion de l’Accord-Cadre** | 46. Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la transmission au(x) soumissionnaire(s) retenu(s) de la (des) notification(s) de conclusion d’un ou de plusieurs Accords-Cadres, conformément à l’article **41.1 des IS**, l’Agence d’Exécution publiera la Notification de la Conclusion d’un Accord-Cadre qui doit contenir, au minimum, les renseignements suivants : 1. le nom et l’adresse de l’Agence d’Exécution et, le cas échéant, de tous les Maîtres d’Ouvrage participants;
2. le nom et le numéro de référence de l’Accord-Cadre conclusiainsi que la méthode de sélection utilisée;
3. les noms de tous les Soumissionnaires qui ont remis des Offres, ainsi que leurs prix, ou mécanismes de tarification, tels qu’ils ont été lus à l’ouverture des Offres et évalués;
4. les noms de tous les Soumissionnaires dont les Offres ont été rejetées ou n’ont pas été évaluées, avec les raisons de leur rejet ;
5. le nom du(des) Soumissionnaire(s) retenu(s), la durée de l’Accord-Cadre et un résumé de sa portée ;
6. le(s) Formulaire(s) de Divulgation des Bénéficiaires effectifs du(des) Soumissionnaire(s) retenu(s).
	1. La Notification de la Conclusion de l’Accord-Cadre sera publiée par l’Agence d’Exécution sur UNDB en ligne ou le site internet DgMarket, ainsi que sur le site internet de la BIsD et sur le site de l’Agence d’Exécution le cas échéant.
 |
| **47. Réclamation liée à la passation de marchés** | 47.1 Les procédures pour déposer une Réclamation relative à la Passation de Marchés sont telles que spécifiées dans les **DPAO**. |
| 1. **ProcédureSecondaire d’Acquisitionpour attribution de Commande subséquente**
 |
| **48. Méthode et Critères pour attribution d’une Commande subséquente** | 48.1 La Procédure Secondaire d’Acquisition qui s’appliquera lors de la sélection de l’Entrepreneur ACC et de l’attribution d’une Commande est précisée **dans l’Accord-Cadre** (Accord-Cadre, Annexe 3, Procédure Secondaire d’Acquisition). Pour avoir le droit de participer à une Procédure Secondaire d’Acquisition et d’obtenir une Commande subséquante, les Entrepreneurs ACC doivent continuer d’être qualifiés et éligibles, et les Entrepreneurs doivent continuer à être éligibles, conformément aux critères stipulés dans le présent DAO. Le Maître d’Ouvrage peut exiger, à l’étape de la Procédure Secondaire d’Acquisition et de l’attribution de Commande subséquente, une preuve de la qualification et de l’éligibilité. |
| **49. Révision du Prix de Référence** | 49.1 Le Prix de la Commande à l’étape de la Procédure Secondaire d’Acquisition ne sera pas sujet à révision de prix à moins que spécifié autrement dans l’Accord-Cadre. |

|  |
| --- |
| Section II. Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO)Les données particulières qui suivent, relatives à l’acquisition des Travaux et Services physiques, complètent, précisent, ou amendent les articles des Instructions aux Soumissionnaires (IS). En cas de conflit, les clauses ci-dessous prévalent sur celles des IS.*[Lorsqu’un système de passation de marchés électronique est utilisé, modifier les parties pertinentes des DPAO en conséquence pour refléter le processus de passation de marchés électronique.]**[Les notes en italiques qui accompagnent les clauses ci-dessous sont destinées à faciliter l’établissement des données particulières correspondantes]*  |
| **A. Généralités** |
| **IS 1.1 et 1.2 (p)** | Nom de l’Agence d’Exécution : *[****insérer le nom****]*L’Agence d’Exécution est *[sélectionner l’une ou l’autre des options de la capacité dans laquelle l’Agence d’Exécution agit :]**OPTION 1 ; « l’agence qui concluera, administrera et gérera l’Accord-Cadre et sera le seul Maître d’Ouvrage en vertu de l’Accord-Cadre. »* *OPTION 2 :*  « l’agence agissant pour, et pour le compte de *[sélectionner « le Maître d’Ouvrage » ou « tous les Maîtres d’Ouvrage participants » ] pour conclure l’Accord-Cadre. »*Le numéro d’identification de l’AOI: *[****insérer le numéro****]*Nom de l’Avis d’Appel d’Offres international: *[****insérer le nom de l’Appel d’Offres****]* |
| **IS 1.2 (a)** | *[supprimer si non applicable]***Système électronique de Passation de Marchés**L’Agence d’Exécution utilisera le système électronique de Passation de Marché suivant pour gérer le présent processus d’appel d’offres :***[insérer le nom du système électronique et l’adresse URL ou le lien]***Le système électronique de passation de marchés est utilisé pour gérer les aspects suivants du processus d’appel d’offres :***[énumérer les aspects ici et modifier les parties pertinentes des DPAO en conséquence, par exemple, l’émission d’un document d’appel d’offres, la remise des Offres, l’ouverture des Offres]*** |
| **IS 1.2 (l) ou (t)**  | La présente Procédure Primaire d’Acquisition concluera un [« Accord-Cadre à Usager Unique » OU « Accord-Cadre à Usagers Multiples ». |
| **IS 1.2 (p)** | *[Pour les ACC à utilisateurs multiples, vous devez soit : (a) énumérer tous les Maîtres d’Ouvrage individuellement dans les DPAO ou dans une annexe aux DPAO, ou (b) décrire tous les Maîtres d’Ouvrage comme un groupe identifiable d’entités.]* **Maîtres d’Ouvrage** Le(s) Maître(s) d’Ouvrage autorisé(s) à acheter en vertu de l’Accord-Cadre *[« est » ou « sont »] : [insérer : [pour un ACC à utilisateur unique, indiquer le nom légal et l’adresse de l’entité individuelle]* *OU* *[pour un ACC à utilisateurs multiples, donner la description du groupe d’entités qui sont autorisées à acheter en vertu de l’ACC, ou énumérer chaque entité individuellement ici, ou dans une annexe des DPAO, en insérant leur nom légal et leur adresse.]* |
| **IS 1.2 (m) ou (t)** | *[Sélectionnez l’option appropriée et supprimez le reste]* *OPTION 1* :**Accord-Cadre à Entrepreneur unique** La présente Procédure Primaire d’Acquisition vise à conclure un Accord-Cadre à Entrepreneur unique. OU *OPTION 2* : **Accord-Cadre à Preatataires** **de Services multiples**La présente Procédure Primaire d’Acquisition vise à conclure un Accord-Cadre à Entrepreneurs multiples. Groupe de l’Accord-Cadre – nombre minimal (x) L’Agence d’Exécution a l’intention de conclure un Accord-Cadre avec un nombre minimum de Soumissionnaires *[indiquer : «*pour chaque élément » *si les Soumissionnaires sont tenus de proposer leurs prix unitaires correspondant aux quantités estimées d’un élément au cours de la période d’ACC ou indiquer: «*pour chaque fourchette de quantités de Commande*» si les Soumissionnaires sont tenus de proposer leurs prix unitaires correspondant à une fourchette de quantités de Commande]*. Le nombre minimal (appelé x) est [*insérer le nombre en mots et en chiffres)*. Groupe spécial de l’accord-cadre – nombre maximal (y) L’Agence d’Exécution a l’intention de conclure un Accord-Cadre *[indiquer : «*pour chaque élément » *si les Soumissionnaires sont tenus de proposer leurs prix unitaires correspondant aux quantités estimées d’un élément au cours de la période d’ACC ou indiquer: «*pour chaque fourchette de quantités de Commande*» si les Soumissionnaires sont tenus de proposer leurs prix unitaires correspondant à une fourchette de quantités de Commande],* avec nombre maximal de (y) Soumissionnaires qualifiés ayant fait des offres conforme pour l’essentiel. Le nombre maximal (appelé y) de Soumissionnaires avec lesquels l’Agence d’Exécution peut conclure des Accords-Cadres est de *[insérer le nombre dans le texte (insérer le nombre numérique)].* *[Sélectionnez les nombres x et y en fonction des résultats de l’analyse de marché et d’autres constatations de la SPMD.]* |
| **IS 1.2 (v)**  | **Durée de l’Accord-Cadre** L’Accord-Cadre est d’une durée de *[insérer le nombre d’années] [Note : la durée initiale ne peut excéder 3 ans]* à compter de la date d’entrée en vigueur indiquée dans l’Accord-Cadre. *[S’il y a lieu, indiquer que la durée initiale peut être prolongée d’un maximum de deux années supplémentaires.]* |
| **IS 2.1** | Nom du Bénéficiaire : *[insérer le nom du Bénéficiaire et indiquer sa relation avec l’Agence d’Exécution, si différente. S’assurer qu’il s’agit bien de l’information fournie dans l’Avis d’Appel d’Offres.]* |
| **IS 2.1** | Montant du financement au titre du Financement : *[****insérer l’équivalent en $EU****]*Nom du Projet : *[****insérer le nom****]* |
| **IS 4.1** | Le nombre des membres d’un groupement (GE) ne dépassera pas : *[****insérer le nombre****]* |
| **IS 4.5** | Une liste des entreprises qui ne sont pas admises à participer aux projets de la BIsD figure à l’adresse électronique suivante : [http://www.isdb.org](http://www.worldbank.org/debarr.) |
| **B. Contenu du Dossier d’Appel d’Offres** |
| **IS 7.1** | Afin d’obtenir des **clarifications** uniquement**,** l’adresse de l’Agence d’Exécution est la suivante :*[Insérer l’information correspondante comme requis ci-après. Cette adresse peut être identique ou non à celle spécifiée à l’article 22.1 des IS pour la remise des offres]:*Attention de : *[insérer le nom du responsable]*Rue : *[insérer le nom de la rue]*Étage/ numéro de bureau *:[insérer étage et numéro du bureau]* Ville *: [insérer le nom de la ville]*Code postal : *[insérer el numéro du code postal]*Pays : *[insérer le nom* du pays]Numéro de téléphone : *[insérer numéro*Numéro de télécopie : *[insérer numéro]*Adresse électronique : *[insérer adresse]*Le délai de réception des demandes d’éclaircissements, exprimé en nombre de jours avant la date limite de dépôt des offres est de *[insérer nombre]* jours.Adresse du site internet : *[en cas d’utilisation, identifier le site internet largement utilisé d’accès libre où les informations de la Procédure Primaire d’Acquisition sont publiées] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* |
| **C. Préparation des Offres** |
| **IS 10.1** | La langue de soumission est : *[insérer « l’anglais », « l’arabe », ou « le français » \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**[Note : Dans un pays où la BIsD et le Bénéficiaire ont convenu que les offres pourront être formulées dans la langue du pays du Bénéficiaire (ou la langue utilisée communément dans le pays du Bénéficiaire pour les transactions commerciales), en plus d’une langue utilisée sur le plan international, le texte ci-après doit être inséré :* ***« Outre la langue indiquée ci avant, le dossier d’appel d’offres a également été émis dans la langue ci-après : [insérer la langue du pays du Bénéficiaire ou la langue utilisée communément dans le pays du Bénéficiaire pour les transactions commerciales].******Le Soumissionnaire peut, à son choix, formuler son offre dans l’une ou l’autre des langues indiquées ci avant, en utilisant une langue seulement. »***Toute correspondance sera échangée en *[****indiquer une seule langue****]*. La langue de traduction des documents complémentaires et imprimés fournis par le Soumissionnaire sera *[****indiquer une seule langue****].* |
| **IS 11.2 (f)** | Le Soumissionnaire devra joindre à son Offre les autres documents suivants : *[****insérer la liste des documents, si nécessaire, autres que ceux déjà mentionnés à l’article 11.2 des IS****]* |
| **IS 14.2** | *Option 1 – ACC à Entrepreneur unique* Les prix à indiquer dans la Lettre de Soumission seront les prix unitaires de l’offre pour les éléments spécifiés, conformément à l’article 12.1 des IS.*Option 2 – ACC à Entrepreneurs Multiples* Les prix à indiquer dans la Lettre de Soumission seront : (i) les prix unitaires de l’offre pour les éléments de service spécifiés en quantités estimées au cours de la période de l’ACC ou (ii) les prix unitaires de l’offre pour l’éventail de quantités de Commande, conformément à l’article **12.1 des IS**. |
| **IS 15.1** | Le Soumissionnaire *[insérer «****est****» ou «****n’est pas****»]* tenu d’exprimer dans la monnaie du pays de l’Agence d’Exécution la fraction du prix de son Offre correspondant à des dépenses encourues dans cette même monnaie.  |
| **IS 18.1** | L’Offre sera valable jusqu’à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer* ***le jour, mois et année,*** *en tenant compte du délai raisonnable nécessaire pour terminer l’évaluation de l’offre, obtenir les approbations nécessaires et la non-objection de la BIsD (si elle fait l’objet d’un examen préalable).]* ***[Afin de minimiser le risque d’erreurs de la part des Soumissionnaires, la période de validité des soumissions est une date précise et n’est pas liée à la date limite de remise des Offres. Comme il est indiqué à l’article 18.1 des IS, s’il est nécessaire de prolonger la date, par exemple parce que la date limite de remise des offres est considérablement prolongée par l’Agence d’Exécution, la date de validité révisée de l’offre doit être précisée conformément à l’article 8 des IS].]*** |
| **IS 18.3 (a)** | Dans le cas d’un marché à prix ferme, le prix de l’Offre sera actualisé (pour déterminer le Prix de Référence de l’ACC) en utilisant le(s) facteur(s) suivant(s) : *[(1) La part du Prix de Référence de l’ACC exprimée en monnaie nationale sera ajustée par un facteur reflétant l’inflation au niveau national durant la période d’extension ; et* *(2) la part du Prix de Référence de l’ACC exprimée en monnaies étrangères sera ajustée par un facteur reflétant l’inflation au niveau international, à savoir dans les pays des monnaies étrangères, durant la période d’extension.]* |
| **IS 20.3** | La confirmation écrite de l’habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en : ***[insérer l’intitulé et la description des documents nécessaires à titre d’attestation de procuration (ou pouvoir) du signataire de l’offre au nom du Soumissionnaire.]*** |
| **D. Dépôt des Offres**  |
| **IS 21.2** | Outre l’original de l’Offre, le nombre de copies demandé est de : ***[insérer le nombre de copies]*.** |
| **IS 22.1**  | Aux fins de **remise des Offres**, uniquement, l’adresse de l’Agence d’Exécution est la suivante ***[cette adresse peut être la même ou différente de celle spécifiées en 7.1 IS]*** :Attention : *[****insérer le nom complet de la personne, si applicable]***Adresse : ***[insérer le nom de la rue et le numéro de l’immeuble]***Étage/Numéro de bureau : ***[insérer l’étage et le numéro du bureau]***Ville : ***[insérer le nom de la ville]***Code postal : ***[insérer le numéro du code postal]*** Pays : ***[insérer le nom du pays]****[Remarque : Le temps alloué pour la préparation et la remise des Offres doit être déterminé en considérant les circonstances particulières du projet et sa dimension et complexité da passation de marchés. La période allouée sera au moins de trente (30) jours ouvrables, sauf si convenu autrement avec la BIsD.]***La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :**Date **: *[insérer le jour, mois, année ; par exemple : 15 juin 2021]*** Heure *:* ***[insérer l’heure ]*** *[Remarque : la date et l’heure devraient être les mêmes que celles indiquées dans l’Avis d’Appel d’Offres, sauf si amendé consécutivement à l’article 22.2 des IS.]* Le Soumissionnaire ***[insérer « aura » ou « n’aura pas »]*** l’option de soumettre son offre par voie électronique.*[Note : La disposition suivante et les informations correspondantes seront insérées uniquement lorsque les soumissionnaires ont le choix de présenter une offre par voie électronique. Dans le cas contraire, supprimer.]* Les procédures de soumission des offres par voie électronique sont les suivantes : ***[insérer une description des procédures de soumission des offres par voie électronique le cas échéant]*** |
| **E. Ouverture Publique desParties Techniques des Offres**  |
| **IS 25.1** | L’ouverture des plis aura lieu à l’adresse suivante :Adresse : ***[insérer le nom de la rue et le numéro de l’immeuble]*** Étage /**Numéro de bureau : *[insérer l’étage et le numéro du bureau]***Ville : ***[insérer le nom de la ville]***Pays *:[****insérer le nom du pays]***Date *: [insérer le jour, mois, année ; par exemple : 15 juin 2021]*Heure *: [insérer l’heure ; préciser « matin « ou « soir » si nécessaire]****[La date et l’heure doivent être la même que celles indiquée dans l’Avis d’Appel d’Offres, sous réserve d’amendement en application de l’IS 22.]******[****La disposition suivante et les informations correspondantes seront insérées uniquement lorsque les soumissionnaires ont le choix de présenter une offre par voie électronique. Dans le cas contraire, supprimer.]*Les procédures d’ouverture des plis remis par voie électronique, lorsqu’elles sont applicables, sont les suivantes : ***[insérer une description des procédures d’ouverture des plis par voie électronique.]***  |
| **IS 25.6** | La Lettre de Soumission – Partie Technique et les enveloppes marquées « Econde Enveloppe – Partie Financière » seront paraphés par \_\_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer le nombre des représentants]*** représentants de l’Agence d’Exécution participant à l’ouverture des plis.  |
| **G. Évaluation des Parties Techniques des Offres** |
| **IS 30.9** | Les facteurs et les sous-facteurs techniques applicables et les scores correspondants sur 100% sont :1.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 2. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 3. \_\_...\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *Si la passation de marchés a été évaluée comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, les facteurs techniques doivent inclure le plan de gestion des risques de cybersécurité proposé.*

|  |  |
| --- | --- |
| **Facteur technique** | Pondération enpourcentage[insérer la pondération en %] |
| 1. la mesure dans laquelle les Travaux et Services physiques proposés dépassent les exigences de rendement spécifiées
 |  |
| 1. Énoncé de méthode;
 |  |
| 1. Planification
 |  |
| 1. Organisation de l’exécution des Travaux et Services physiques, composition de l’équipe, qualifications et expérience du personnel de l’Entrepreneur
 |  |
| 1. Proposition d’atténuation des principaux risques
 |  |
| 1. Proposition d’Achats Durables
 |  |
| 1. Strtégie pour les équipements clé
 |  |
| *[Les rubriques ci-dessus sont proposées. Développez au besoin pour permettre l’évaluation. Modifier et/ou ajouter tout autre facteur approprié]* |  |

*[Les facteurs techniques ci-dessus peuvent être modifiés s’il y a lieu pour s’assurer que les documents demandés aux Soumissionnaires dans le cadre de la partie technique de leur Offre (Section IV) permettent d’évaluer les facteurs techniques.]* *[Les pondérations devraient être attribuées en fonction de l’importance relative des facteurs techniques. Pour permettre l’évaluation des facteurs techniques, insérer des sous-facteurs techniques conformes aux attentes et les coefficients de pondération correspondants, s’il y a lieu]* |
| **H. Notification de l’Evaluation des Parties Techniques et Ouverture Publique des Parties Financières des Offres** |
| **IS 31.5** | La Lettre de Soumission– Partie financière et les Programmes d’Activités chiffrés seront paraphés par \_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer le nombre]*** représentants de l’Agence d’Exécution qui participent à l’ouverture des Offres*\_\_\_\_ [Insérer la Partie financière de l’Offre sera paraphée par trois représentants et numérotée, toute modification du prix unitaire ou total doit être paraphée par les représentants de l’Agence d’Exécution, etc.]* |
| 1. **Evaluation des Parties Financières des Offres**
 |
| **IS 34.1** | La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des Offres exprimées en diverses monnaies aux fins d’évaluation et de comparaison de ces Offres est *: [insérer le nom de la monnaie]*La source du taux de change à employer est : *[****insérer le nom de la source******du taux de change (ex. la Banque Centrale du Pays de l’Agence d’Exécution)]***La date de référence est ***: [Insérer le jour, le mois et l’année ; ex. le 15 juin 2021, pas plus tôt que 28 jours avant la date limite de dépôt des Offres et au plus tard la date originale de l’expiration du délai de validité des Offres.]*** |
| **J. Evaluation combinée des Parties Techniques et Financières et Notification de l’Intention de Conclure un Accord-Cadre** |
| **IS 36.1** | La pondération à attribuer au coût est : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la pondération du coût de telle manière que la somme de la pondération de coût et de la pondération du score technique total soit égale à un (1).]* |
| 1. Conclusion de l’Accord-Cadre
 |
| **IS 45** | **Signature de l’Accord-Cadre** Le Soumissionnaire doit signer, dater et renvoyer l’Accord-Cadre dans les *[insérer le nombre de jours (insérer en chiffres)]* jours suivant sa réception.*[Remarque : Le délai normal de signature est de 28 jours. Cependant, avec un ACC, il n’y a pas de garantie de bonne exécution à fournir à ce stade, de sorte que le temps de signature peut être réduit.]* |
| **IS 47** | Les procédures de présentation d’un recours concernant la passation des marchés est détaillée dans les Directives pour l’Acquisition des Biens, Travaux et services connexes dans le cadre des Projets financés par la BIsD (Annexe B». Si un Soumissionnaire souhaite présenter une Réclamation relative à la Passation de Marchés, il doit soumettre sa réclamation en suivant ces procédures, par écrit (par les moyens les plus rapides disponibles, c’est-à-dire par courriel ou par télécopieur), à l’adresse suivante :**À l’attention de** : [insérer le nom complet de la personne qui reçoit les réclamationss]**Titre/position** : [insérer titre/position]**Agence d’Acquisition** : [insérer le nom de l’Agence d’Exécution]**Adresse courriel** : [insérer l’adresse courriel]**Numéro de télécopieur** : [insérer le numéro de télécopie] supprimer s’il n’est pas utilisé.En résumé, une Réclamation relative à la Passation de Marchés peut contester l’un des éléments suivants :1. les termes du Dossier d’Appel d’Offres;
2. la décision de l’Agence d’Exécution d’exclure un Soumissionnaire du processus de passation de marchés avant la décision de conclure un (des) Accord(s)-Cadre(s) ; et
3. la décision de l’Agence d’Exécution de conclure un un (des) Accord(s)-Cadre(s) .
 |

|  |
| --- |
| Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification |
| Cette Section inclut les critères que l’Agence d’Exécution doit utiliser pour évaluer une Offre et déterminer si un Soumissionnaire satisfait aux qualifications requises. L’Agence d’Exécution n’utilisera pas d’autres critères que ceux indiqués dans ce Dossier d’Appel d’Offres pour la Procédure Primaire d’Acquisition. ***[L’Agence d’Exécution sélectionnera les critères considérés comme adéquates pour la Procédure Primaire d’Acquisition, insèrera le texte approprié en utilisant les exemples ci-dessous ou un autre texte acceptable, et supprimera le texte en italiques.]*** |

**Contenu**

[PARTIE TECHNIQUE 46](#_Toc137902960)

[1. Critères de Qualification 46](#_Toc137902961)

[2. Évaluation technique (IS 30.9) 49](#_Toc137902962)

[PARTIE FINANCIÈRE 51](#_Toc137902963)

[ÉVALUATION COMBINÉE 51](#_Toc137902964)

[Critères pour conclure un ou plusieurs Accords-Cadres (IS 40) 51](#_Toc137902965)

PARTIE TECHNIQUE

Critères de Qualification

Si l’Agence d’Exécution n’a pas procédé à la présélection des soumissionnaires potentiels, les soumissionnaires doivent joindre les renseignements et documents suivants à leurs Offres.

(a)des copies des documents originaux définissant la constitution ou le statut juridique, le lieu d’enregistrement et le principal établissement; procuration écrite du signataire de l’Offre pour engager le Soumissionnaire;

(b)la valeur monétaire totale des Travaux et Services physiques réalisés au cours de chacune des cinq dernières années;

(c)l’expérience acquise dans des Travaux et Services physiques de nature et de taille similaires au cours de chacune des cinq dernières années, et les détails des Travaux et Services physiques en cours ou engagés contractuellement; et les noms et adresses des clients qui peuvent être contactés pour obtenir de plus amples renseignements sur ces marchés;

(d)la liste des principaux matériels proposés pour exécuter le marché ;

(e)les qualifications et l’expérience du personnel-clé technique et de gestion du site proposé pour le Marché;

(f)des rapports sur la situation financière du Soumissionnaire, tels que les comptes de profits et pertes et les rapports de l’auditeur pour les cinq dernières années;

(g)la preuve de l’adéquation du fonds de roulement pour le présent Marché (accès à la (aux) ligne(s) de crédit et disponibilité d’autres ressources financières);

(h)le pouvoir donné à l’Agence d’Exécution de demander des références aux banques du Soumissionnaire;

(i)des informations concernant tout litige, en cours ou survenu au cours des cinq dernières années, dans lequel le Soumissionnaire est impliqué, les parties concernées et le(s) montant(s) contesté(s);

(j)les propositions éventuelles de sous-traitance de composantes des Travaux et Services physiques s’élevant à plus de 10 % du Prix du Marché ; et

(k) si exigé par l’Agence d’Exécution, la déclaration de performance, environnementale et sociale (ES) (voir ci-dessous à la fin de la présente Section).

Les Soumissionnaires doivent joindre à leur Offre la déclaration relative à l’Exploitation et aux Abus Sexuels (EAS) et / ou au Harcèlement Sexuel (HS), en utilisant le formulaire de la Section IV. Sauf indication contraire, les offres présentées par un GE de deux entreprises ou plus doivent satisfaire aux exigences suivantes :

a)l’Offre doit comprendre toutes les informations énumérées ci-dessus pour chaque membre du groupement;

(b)l’Offre doit être signée de manière à être juridiquement contraignante pour tous les membres;

(c)l’Offre doit inclure une copie de l’accord conclu par les membres du groupement définissant la répartition des affectations entre chaque membre et établissant que tous les membres sont conjointement et solidairement responsables de l’exécution du marché; sinon, une lettre d’intention pour signer un accord de groupement en cas où l’Offre est retenue doit être signée par tous les membres et soumise avec l’Offre, ainsi qu’une copie de l’accord envisagé;

(d)l’un des membres est désigné comme responsable, autorisé à contracter des responsabilités et recevoir des instructions pour et au nom de tous les membres du groupement; et

(e)l’exécution de l’ensemble du Marché, y compris le paiement, se fait exclusivement avec le membre responsable.

Les Soumissionnaires doivent satisfaire aux critères minimaux de qualification suivants :

(a)volume annuel moyen de Travaux et Services physiques d’au moins le montant spécifié ci-dessous;

(b)expérience en tant qu’entrepreneur dans la fourniture d’au moins deux marchés de Travaux et Services physiques d’une nature et d’une complexité similaires aux Travaux et Services physiques au cours des 5 dernières années (pour se conformer à cette exigence, les marchés de Travaux et Services physiques cités doivent être réalisés à hauteur d’au moins 70 %), comme indiqué ci-dessous; et

(c)des liquidités et/ou des facilités de crédit, nettes d’autres engagements contractuels et à l’exclusion de toute avance de paiement en vertu du Marché, d’un montant au moins égal au montant indiqué ci-après.

Un historique de litiges ou de sentences arbitrales contre le Soumissionnaire ou tout membre d’un groupement peut entraîner la disqualification.

Au moment de l’attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu (y compris chaque membre d’un GE) ne doit pas être disqualifié par la BIsD en raison du non-respect des obligations contractuelles de prévention et de réponse en matière d’EAS / HS. Si un sous-traitant proposé ne satisfait pas l’exigence, l’Agence d’Exécution exigera du Soumissionnaire qu’il propose un sous-traitant de remplacement.

**Exigences de qualification**

|  |  |
| --- | --- |
| **Groupement (GE)** | Les renseignements nécessaires pour les Offres soumises par des GE sont les suivants : \_\_\_ \_\_ |
| **Volume annuel** | Le volume annuel minimal requis de Travaux et Services physiques pour le Soumissionnaire retenu au cours des cinq dernières années sera de : \_\_\_ \_ |
| **Expérience** | L’expérience requise du Soumissionnaire doit inclure au minimum qu’il ait exécuté au cours des 5 dernières années ce qui suit:*[Selon l’évaluation ES, l’exigence d’expérience peut inclure une expérience dans la gestion des aspects ES pertinents]**[Si le risque de cybersécurité a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, inclure une exigence d’expérience spécifique pertinente pour démontrer l’expérience, la pratique et les antécédents en matière de cybersécurité]* *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* |
| **Liquidités** | Le montant minimal des liquidités et/ou des facilités de crédit, déduction faite des autres besoins contractuels du Soumissionnaire retenu, doit être de : \_\_\_ \_ |
| **Sous-traitants**  | L’expérience des sous-traitants \_\_\_\_\_\_ *[insérer «****doit****» ou «****ne doit pas*** *»]* est prise en compte. |

Les chiffres pour chacun des membres d’un groupement doivent être additionnés pour déterminer si le Soumissionnaire respecte les critères minimaux d’admissibilité visés aux points (a), (b) et (e); toutefois, pour qu’un GE soit qualifié, le membre responsable doit satisfaire à au moins 40 % des critères minimaux pour un soumissionnaire individuel et les autres membres à au moins 25 % des critères. Le non-respect de cette exigence entraînera le rejet de l’offre du GE.

L’expérience et les ressources des sous-traitants ne seront pas prises en compte pour déterminer la conformité du Soumissionnaire aux critères de qualification, sauf indication contraire dans les exigences de qualification ci-dessus.

**Déclaration: Performance environnementale et sociale (ES)**

***[Note à l’Agence d’Exécution: la décision d’exiger ou non cette déclaration dépend de sa pertinence pour le marché en fonction de la nature et du risque évalué du marché]***

Le Soumissionnaire (s’il s’agit d’un groupement, chaque membre du groupement) doit déclarer, en utilisant le formulaire de la Section IV, tout marché qui a été suspendu ou résilié et / ou fait l’objet d’un appel à la garantie de bonne exécution demandée par un Maître d’Ouvrage, au cours des cinq dernières années, pour des raisons de violation des obligations contractuelles environnementales ou sociales (y compris l’exploitation et les abus sexuels). L’Agence d’Exécution peut utiliser ces informations pour rechercher de plus amples renseignements ou des éclaircissements lors de ses vérifications.

Évaluation technique (IS 30.9)

Évaluation de l’adéquation de la Partie technique aux exigences

...............................................................................................................

*[Insérer les prescriptions techniques minimales, le cas échéant, (ou renvoyer aux parties des prescriptions techniques appropriées) auxquelles la Partie technique doit satisfaire avant d’être prise en considération pour l’évaluation technique en appliquant les facteurs/sous-facteurs techniques notés conformément à l’article* ***30.9 des IS*** *- DPAO.]*

**Méthodologie de Notation de la** **Partie Technique**

***[Note à l’intention de l’Agence d’Exécution : L’Agence d’Exécution doit élaborer une méthode de notation à inclure ici. Ce qui suit n’est qu’un exemple et peut être modifié pour s’adapter à l’objectif:]***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Score (du score total pour le facteur/sous-facteur, selon le cas) | Description | Remarques |
| 0-15% | La fonctionnalité requise est absente ; aucun renseignement pertinent pour démontrer comment l’exigence est satisfaite |  |
| 16-49% | Caractéristique requise présente des lacunes telles qu’une information insuffisante ou manquant de clarté |  |
| 50-79% | Renseignements suffisants pour démontrer comment l’exigence sera satisfaite |  |
| 80-89% | Renseignements suffisants pour démontrer que l’exigence sera légèrement dépassée |  |
| 90-100 | Des renseignements suffisants qui dépassent considérablement l’exigence / l’offre apporte une valeur ajoutée importante |  |

Le score pour chaque sous-facteur (i) au sein d’un facteur (j) sera combiné avec les scores des sous-facteurs dans le même facteur en tant que somme pondérée pour former le score technique du facteur en utilisant la formule suivante:



où:

*tji= le score technique pour le sous-facteur « i » du facteur « j »,*

*wji* *= pondération du sous-facteur « i » dans le facteur « j »,*

*k* *= le nombre de sous-facteurs notés dans le facteur « j », et*



Les notes techniques pour chacun des facteurs seront combinées dans une somme pondérée pour former la note technique totale de l’Offre à l’aide de la formule suivante :



où:

*Sj* *= le score technique du facteur « j »,*

*Wj* *= le pondération du facteur « j » tel que spécifié dans les DPAO,*

*n* *= le nombre de facteurs, et*



**Matériel clé**

Le Matériel essentiel que le Soumissionnaire retenu doit consacrer au Marché est le suivant : \_\_\_\_\_ \_\_

**Personnel clé**

*[Inclure, le cas échéant*, les *exigences relatives au* *personnel clé minimum pour exécuter les Travaux et Services physiques*, *compte tenu de la nature, de la portée, de la complexité et des risques du marché.]*

*[Lorsqu’un projet présente des risques EAS importants ou élevés, le Maître d’Ouvrage doit inclure des experts en* *matière de prévention d’Exploitation, d’Abus et de Harcèlement Sexuels]*

PARTIE FINANCIÈRE

En plus des critères énumérés à l’article 32.2 (a) à (e) des IS, les critères suivants s’appliqueront*[Préciser, le cas échéant, les critères supplémentaires]*

ÉVALUATION COMBINÉE

L’Agence d’Exécution évaluera et comparera les Offres jugées conforme pour l’essentiel.

L’évaluation des Offres conformes par l’Agence d’Exécution tiendra compte de facteurs techniques, en plus des facteurs de coût.

Un score (B) de l’Offre évaluée sera calculé pour chaque Offre conforme à l’aide de la formule suivante (pour comparaison en pourcentages), ce qui permet une évaluation complète du prix de l’Offre et des mérites techniques de chaque Offre :

|  |
| --- |
| Diagramme  Description générée automatiquementoù*C* *=Prix de l’offre évalué* *Clow* *= le plus bas de tous les prix des Offres évaluées parmi les Offres conformes**T* *=la note technique totale attribuée à l’Offre* *Thigh* = la note *technique obtenue par l’Offre qui a obtenu le meilleur score parmi toutes les Offres conformes**X* *=pondération pour le coût tel que spécifié dans les DPAO*L’Offre ayant obtenu le meilleur score (B) parmi les Offres conformes sera l’Offre la Plus Avantageuse à condition que le Soumissionnaire possède les qualifications requises. |

Critères pour conclure un ou plusieurs Accords-Cadres (IS 40)

*[Sélectionnez l’option appropriée et ajoutez les critères supplémentaires, le cas échéant]*

**Critères d’un Accord-Cadre à Entrepreneur unique** :

L’Agence d’Exécution conclura les Accords-Cadres comme suit : avec le Soumissionnaire ayant l’Offre la Plus Avantageuse

*[et insérer tout critère supplémentaire, par exemple les critères liés à la sélection en fonction d’une répartition géographique des Entrepreneurs.]*

*OU*

**Critères d’un Accord-Cadre Entrepreneurs multiples**:

L’Agence d’Exécution conclura les Accords-Cadres comme suit :

1. Tous les Soumissionnaires seront classés en fonction de l’Offre ou des Offres les Plus Avantageuses, le premier étant le Plus Avantageux, le deuxième étant le deuxième Plus Avantageux, et ainsi de suite.
2. L’Agence d’Exécution conclura un ACC avec :
	* + 1. Tous les Soumissionnaires classés en (a) ci-dessus si aucun nombre maximum de Entrepreneurs n’est spécifié à l’article **1.2 (m) des IS** - DPAO ;
			2. les Soumissionnaires qui se sont classés en tête jusqu’au nombre maximal de Entrepreneurs (y) spécifié à l’article **1.2 (m) des IS** - DPAO**.**
3. Si le nombre de Soumissionnaires est inférieur au minimum (x) spécifié à l’article **1.2 (m) des IS** - DPAO**,** l’Agence d’Exécution peut décider de lancer un nouvel appel d’offres. L’Agence d’Exécution peut également conclure un ACC avec tous les Soumissionnaires lorsqu’un nombre insuffisant d’Offres est reçu ou qu’un nombre insuffisant d’Offres répond aux critères de conclusion d’Accords-Cadres.
4. [*Insérer tout critère supplémentaire, par exemple les critères liés à la sélection fondée sur une répartition géographique des lieux.]*

|  |
| --- |
| Section IV. Formulaires de Soumission |

Liste des Formulaires

[Lettre de Soumission – Partie Technique 55](#_Toc137902976)

[Procédure Primaire d’Acquisition – Accord-Cadre pour les Travaux et Services physiques 55](#_Toc137902977)

[Formulaire de Renseignements sur le Soumissionnaire 58](#_Toc137902978)

[Formulaire de Renseignements sur les Membres d’un Groupement (GE) 60](#_Toc137902979)

[Informations sur la Qualification 62](#_Toc137902980)

[Travaux et Services physiques 64](#_Toc137902981)

[Énoncé de méthode 65](#_Toc137902982)

[Plan de travail 66](#_Toc137902983)

[Personnel Clé et Sous-traitants 67](#_Toc137902984)

[Stratégie pour le Matériel-Clé 68](#_Toc137902985)

[Formulaire de Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur (ES) 69](#_Toc137902986)

[Déclaration de Performance Environnementale et Sociale 73](#_Toc137902987)

[Déclaration relative à l’Exploitation et à l’Abus Sexuel (EAS) et/ou au Harcèlement Sexuel (HS) 75](#_Toc137902988)

[Lettre de Soumission – Partie Financière 76](#_Toc137902989)

[Formulaires de Programmes d’Activités 78](#_Toc137902990)

[Programme d’Activités chiffré [Option 1 : - Quantités basées sur les quantités indicatives des éléments de Travaux et Services physiques de Commandes] 79](#_Toc137902991)

[Programme d’Activités chiffré [Option 2 : Quantités basées sur les quantités estimées des Travaux et Services physiques au cours de la Période de l’AC] 80](#_Toc137902992)

[Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs 81](#_Toc137902993)

|  |
| --- |
| Lettre de Soumission – Partie TechniqueProcédure Primaire d’Acquisition – Accord-Cadre pour les Travaux et Services physiques |
| *INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES : SUPPRIMER CE CARTOUCHE UNE FOIS QUE VOUS AVEZ REMPLI LE DOCUMENT**Le Soumissionnaire devra remplir cette Lettre de Soumission avec son entête, indiquant clairement le nom et l’adresse commerciale complets.**Note : le texte en italiques est destiné à aider les Soumissionnaires à préparer ce formulaire.*  |

**Accord-Cadre - Travaux et Services physiques**

**Date de soumission de cette Offre** : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’Offre]*

**AOI No.** : *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

À : ***[insérer le nom complet de l’Agence d’Exécution]***

Nous, les soussignés, soumettons ci-joint notre Offre en deux parties, à savoir :

1. la Partie Technique ; et
2. la Partie Financière.

En soumettant notre Offre, nous attestons que :

1. **Pas de réserve :** Nous avons examiné et n’avons pas de réserve sur le Dossier d’Appel d’Offres, y compris les Additifs émis conformément à l’article 8 des IS ;
2. **Eligibilité :** Nous remplissons les critères d’éligibilité et nous n’avons pas de conflit d’intérêt tel que défini à l’article **4 des IS** ;
3. **Déclaration de Garantie d’Offre/Proposition :** *[sélectionner l’OPTION 1 ou 2 selon le cas]*

*OPTION 1*

*«*Nous n’avons pas été exclus ni déclarés inéligibles par le(les) Maître(s) d’Ouvrage en vertu de la mise en œuvre d’une Déclaration de Garantie d’Offre ou de Proposition dans le Pays du Bénéficiaire conformément à l’article **4.7 des IS** » ou

*OPTION 2*

*«*Nous avons été exclus ou déclarés inéligibles par les entités suivantes en vertu de la mise en œuvre d’une Déclaration de Garantie d’Offre ou de Proposition dans le Pays du Bénéficiaire conformément à l’article **4.7 des IS** *[insérer le nom des entités]*» ;

1. **Exploitation et Abus sexuels (EAS) et/ou Harcèlement sexuel (HS)**: *[sélectionnez l’option appropriée de (i) à (iii) ci-dessous et supprimez les autres. Dans le cas de membres d'un GE et/ou de sous-traitants, indiquez le statut de disqualification par la BIsD de chaque membre du GE et/ou sous-traitant].*

Nous [*dans le cas d’un GE, insérer* : « y compris tous membres du GE"], et l’un de nos sous-traitants:

1. [n’avons pas fait l’objet d’une disqualification de la part de la BIsD pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.]
2. [avons fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations d’EAS/HS.]
3. [avions fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations d’EAS/HS. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur.]
4. **Conformité :** Nous nous engageons à fournir conformément au Dossier d’Appel d’Offres les Travaux et Services physiques ci-après : *[insérer une brève description des Travaux et Services physiques]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_;
5. **Validité de l’Offre :** Notre Offre demeurera valide jusqu’à [*insérer le jour, mois et année conformément à l’article* ***18.1 des IS****]*, et cette offre nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant cette date ;
6. **Garantie de Bonne Exécution :** Si notre Offre est acceptée et nous concluons un Accord-Cadre, nous comprenons que nous pouvons être obligés, en tant que condition d’une Commande subséquente, d’obtenir une Garantie de Bonne Exécution ;
7. **Une Offre par Soumissionnaire :** Nous ne soumettons pas une autre Offre en qualité de Soumissionnaire ou de Sous-traitant, et nous ne participons pas à une autre Offre en qualité de membre d’un Groupement d’Entreprises, ou en qualité de sous-traitant et nous satisfaisons aux exigences de l’article **4.3 des IS** ;
8. **Suspension et Exclusion :** Ni notre entreprise, ni nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du marché, n’avons été exclus soit par la BIsD, soit au titre de la règlementation commerciale du pays du Maître de l’Ouvrage ou en application d’une décision prise par l’Organisation de la Coopération Islamique, la ligue des Etats Arabes ou l’Union Africaine;
9. **Entreprises ou institution publique** *[insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage » ou « nous sommes une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage et nous satisfaisons aux dispositions de l’article* ***4.6 des IS****»]* [[7]](#footnote-7);
10. **Pas d’obligation de Commande** : Nous comprenons qu’il n’y a pas d’obligation pour l’(les) Agence d’Acquisition/Maître(s) d’Ouvrage de passer un marché/une Commande pour les Travaux et Services physiques auprès du Entrepreneurs ACC durant la Période de l’Accord-Cadre. Nous reconnaissons et acceptons que nous n’avons pas soumis cette Offre sur la base d’un tel engagement, déclaration, promesse ou représentation. Si nous concluons un Accord-Cadre, nous ne nous attendons pas légitimement à ce qu’une Commande subséquente soit attribué en vertu de l’Accord-Cadre.
11. **Pas Tenu d’Accepter :** En ce qui concerne cette Procédure Primaire d’Acquisition, nous comprenons que vous n’êtes pas tenu d’accepter toute Offre que vous pourriez recevoir.
12. **Fraude et Corruption :** Nous certifions que nous avons adopté toute mesure appropriée afin d’assurer qu’aucune personne agissant en notre nom, ou pour notre compte, ne se livre à un quelconque acte de Fraude et Corruption.

**Nom du Soumissionnaire\*** *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

**Nom de la personne signataire de l’offre\*\****[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire de l’offre]*

**En tant que** *[indiquer la capacité du signataire]*

**Signature de la personne mentionnée ci-dessus** *[insérer la signature]*

**Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de** *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

**En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de** *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d’une offre présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Soumissionnaire.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Soumissionnaire, à joindre à l’offre.

Formulaire de Renseignements sur le Soumissionnaire

Procédure Primaire d’Acquisition – Accord-Cadre pour Travaux et Services physiques

*[Le Soumissionnaire remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]*

Date : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

Page \_\_\_\_\_\_\_\_ de\_ \_\_\_\_\_\_ pages

|  |
| --- |
| 1. Nom du Soumissionnaire : *[insérer le nom légal du Soumissionnaire]* |
| 2. En cas de groupement, noms de tous les membres : *[insérer le nom légal de chaque membre du groupement]* |
| 3. Pays où le Soumissionnaire est, ou sera légalement enregistré:*[insérer le nom du pays d’enregistrement]* |
| 4. Année d’enregistrement du Soumissionnaire: *[insérer l’année d’enregistrement]* |
| 5. Adresse officielle du Soumissionnaire dans le pays d’enregistrement : *[insérer l’adresse légale du Soumissionnaire dans le pays d’enregistrement]* |
| 6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du Soumissionnaire :  Nom :*[insérer le nom du représentant du Soumissionnaire]* Adresse :*[insérer l’adresse du représentant du Soumissionnaire]* Téléphone/Fac-similé :*[insérer le no de téléphone/fac-similé du représentant du Soumissionnaire]* Adresse électronique :*[insérer l’adresse électronique du représentant du Soumissionnaire]* |
| 7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après : *[marquer la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]* Document d’enregistrement, d’inscription ou de constitution de la firme nommée en 1 ci-dessus, en conformité avec l’article **4.4 des IS.*** En cas de groupement, lettre d’intention de constituer un groupement, ou accord de groupement, en conformité avec l’article **4.1 des IS**.
* Dans le cas d’une entreprise publique du pays de l’Agence d’Exécution, documents établissant, conformément à l’article **4.6 des IS**, que :
* elle est juridiquement et financièrement autonome,
* elle est administrée selon les règles du droit commercial, et
* elle ne dépend pas du budget du gouvernent du Bénéficiaire, et elle n’est pas sous la supervision ou la tutelle de l’Agence d’Exécution ou du Maître d’Ouvrage.
1. Ci-joint est le diagramme organisationnel, une liste des membres du conseil d’administration et propriété bénéficiaire. *[Le Soumissionnaire retenu doit fournir des informations additionnelles sur la propriété du bénéficiaire, en utilisant le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs.]*
 |

Formulaire de Renseignements sur les Membres d’un Groupement (GE)

Procédure Primaire d’Acquisition – Accord-Cadre pour

Travaux et Services physiques

*[Le Soumissionnaire remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau doit être rempli par chaque membre/partenaire du groupement.]*

Date: *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

Page \_\_\_\_\_\_\_\_ de\_ \_\_\_\_\_\_ pages

|  |
| --- |
| 1. Nom du Soumissionnaire : *[insérer le nom légal du Soumissionnaire]* |
| 2. Nom du membre du groupement : *[insérer le nom légal du membre du groupement]* |
| 3. Pays où le membre du groupement est, ou sera légalement enregistré: *[insérer le nom du pays d’enregistrement du membre du groupement]* |
| 4. Année d’enregistrement du membre du groupement : *[insérer l’année d’enregistrement du membre du groupement]* |
| 5. Adresse officielle du membre du groupement dans le pays d’enregistrement : *[insérer l’adresse légale du membre du groupement dans le pays d’enregistrement]* |
| 6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du membre du groupement :  Nom :*[insérer le nom du représentant du membre du groupement]* Adresse :*[insérer l’adresse du représentant du membre du groupement]* Téléphone/Fac-similé :*[insérer le no de téléphone/fac-similé du représentant du membre du groupement]* Adresse électronique :*[insérer l’adresse électronique du représentant du membre du groupement]* |
| 7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après : *[marquer la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]* Document d’enregistrement, d’inscription ou de constitution de la firme nommée en 2 ci-dessus, en conformité avec l’article **4. 4 des IS.*** Dans le cas d’une entreprise publique du pays de l’Agence d’Exécution, documents établissant que :
* elle est juridiquement et financièrement autonome,
* elle est administrée selon les règles du droit commercial, et
* elle ne dépend pas du budget du gouvernent du Bénéficiaire, et elle n’est pas sous la supervision ou la tutelle de l’Agence d’Exécution ou du Maître d’Ouvrage, conformément à l’article **4.6 des IS**.
1. Ci-joint est le diagramme organisationnel, une liste des membres du conseil d’administration et propriété bénéficiaire. *[Le Soumissionnaire retenu doit fournir des informations additionnelles sur la propriété du bénéficiaire, en utilisant le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs.]*
 |

Informations sur la Qualification

|  |  |
| --- | --- |
| **1.Soumissionnaires individuels ou membres d’un GE** | 1.1 Constitution ou statut juridique du Soumissionnaire : *[joindre une copie]*Lieu d’enregistrement: *[insérer]*Principal lieu d’affaires : *[insérer]*Procuration du signataire de l’offre : *[joindre]*1.2 Volume annuel total des Travaux et Services physiques fournis en cinq ans, dans la monnaie internationale spécifiée dans les DPAO: *[insérer]*1.3 Travaux et Services physiques fournis en tant qu’Entrepreneur principal pour la fourniture de Travaux et Services physiques de nature et de volume similaires au cours des cinq dernières années. Les valeurs doivent être indiquées dans la même monnaie que celle utilisée pour le point 1.2 ci-dessus. Énumérez également les détails des Travaux et Services physiques en cours ou engagés, y compris la date d’achèvement prévue. |
| Nom et pays du projet | Nom du Maître d’Ouvrage et personne-contact | Type de Travaux et Services physiques fournis et année d’achèvement | Valeur du marché |
| a)b) |  |  |  |
|  | 1.7 Rapports financiers des cinq dernières années : bilans, comptes de profits et pertes, rapports des commissaires aux comptes, etc. Énumérez ci-dessous et joignez des copies.1.8 Preuve d’accès à des ressources financières pour satisfaire aux exigences de qualification : caisse, marges de crédit, etc. Énumérez ci-dessous et joignez des copies des documents à l’appui. Nous certifions/confirmons que nous respectons les critères d’admissibilité énoncés dans l’article **4 des IS**.1.9 Nom, adresse et numéros de téléphone, de télex et de télécopieur des banques qui peuvent fournir des références si l’Agence d’Exécution veut communiquer avec elles.1.10 Informations concernant tout litige, actuel ou au cours des cinq dernières années, dans lequel le Soumissionnaire est ou a été impliqué. |
|  Autre(s) partie(s) | Cause du litige | Détails de la sentence arbitrale | Montant en jeu |
| a)b) |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | 1.11 Déclaration de conformité aux exigences de l’article 4.2 des IS.1.12 Déclaration de performance Environnementale et Sociale (ES), s’il y a lieu, et Déclaration relative à l’Exploitation et aux Abus Sexuels (EAS) et/ou au Harcèlement Sexuel (HS), en utilisant les formulaires inclus dans la présente Section IV. 1.13 Programme envisagé (méthode et calendrier de réalisation des Travaux et Services physiques). Descriptions, dessins et tableaux, au besoin, pour se conformer aux exigences du dossier d’appel d’offres. |
| **2.Groupement d’Entreprises (GE)** | 2.1 Les informations énumérées aux points 1.1 à 1.12 ci-dessus doivent être fournies pour chaque membre du GE (et chaque sous-traitant pour la déclaration EAS/HS).2.2 Les informations visées au point 1.13 ci-dessus doivent être fournies pour le GE.2.3 Joindre la procuration du ou des signataires de l’Offre autorisant la signature de l’Offre au nom du GE.2.4 Joindre l’accord entre tous les membres du GE (et qui est juridiquement contraignant pour tous les membres), qui montre que(a) tous les membres sont solidairement responsables de l’exécution du Marché conformément aux conditions du Marché;b) l’un des membres sera désigné comme responsable, autorisé à contracter des responsabilités et recevra des instructions pour et au nom de tous les membres du GE ; et(c) l’exécution de l’ensemble du Marché, y compris le paiement, se fait exclusivement avec le membre responsable. |
| **3.Exigences supplémentaires** | 3.1 Les Soumissionnaires doivent fournir toute information supplémentaire requise dans les **DPAO**. |

Travaux et Services physiques

Le Soumissionnaire doit présenter des preuves documentaires démontrant que les Travaux et Services physiques à réaliser respecteront ou dépasseront les spécifications techniques et les normes précisées à la Section VII, Programme d’Activités, y compris les exigences de performance spécifiées.

Énoncé de méthode

*[Décrivez la méthodologie utilisée pour réaliser les Travaux et Services physiques.*  *Inclure toute proposition d’Achats Durables, le cas échéant. Inclure également un plan de gestion des principaux risques.*

*Au besoin, inclure également l’énoncé de méthode proposée pour gérer les risques liés à la cybersécurité.]*

Plan de travail

Personnel Clé et Sous-traitants

|  |
| --- |
| Qualifications et expérience du personnel clé proposé pour l’administration et l’exécution du Marché. Joindre des données biographiques. Reportez-vous à la Sous-Clause 4.1 du CCAG. |
|  |
| Position | Nom | Années d’expérience (général) |  |
| --- |  |  |  |
| --- |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Sous-traitants proposés et entreprises impliquées. Reportez-vous à la Sous-Clause 3.5 du CCAG.** |
| Sections des Travaux et Services physiques | Valeur du contrat de sous-traitance | Sous-traitant(nom et adresse) | Expérience dans la réalisationde Travaux et Services physiques similaires |
| --- |  |  |  |
| --- |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | Stratégie pour le Matériel-CléPrincipaux éléments du Matériel de l’Entrepreneur proposés pour la réalisation des Travaux et Services physiques. Énumérez toutes les informations demandées ci-dessous. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Matérielt | Description, marque et âge (années) | État (neuf, bon, mauvais) et nombre disponible | Possédé, loué (à qui?), ou à acheter (à qui?) |
| --- |  |  |  |
| --- |  |  |  |

Formulaire de Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur (ES)

|  |
| --- |
| ***Note au Maître d’Ouvrage :*** ***Les prescriptions minimales suivantes ne doivent pas être modifiées.*** *Le Maître d’Ouvrage peut ajouter* desexigences supplémentaires pour résoudre *les problèmes identifiés,* *révélés par une évaluation environnementale et sociale pertinente.****Supprimez cette case avant l’émission des documents du DDP.*** |

|  |
| --- |
| **Note à l’intention du Soumissionnairte :****Le contenu minimal du formulaire de Code de Conduite tel qu'établi par le Maître d’Ouvrage ne doit pas être substantiellement modifié.** Cependant, le Proposant peut ajouter des exigences au besoin, notamment pour tenir compte des problèmes / risques propres au marché. Le Soumissionnaire doit parapher et soumettre le formulaire de Code de Conduite dans le cadre de son offre. |

CODE DE CONDUITE POUR LE PERSONNEL DE L’ENTREPRENEUR

Nous sommes l’Entrepreneur, *[entrez le nom de l’Entrepreneur]*. Nous avons signé un Marché avec *[entrez le nom du Maître d’Ouvrage]* pour *[entrez la description des Travaux et Services physiques]*. Ces Travaux et Services physiques seront effectués *à [entrez sur le lieu dans le pays du Maître d’Ouvrage où les Travaux et Services physiques sont exigés]*. Notre Marché nous oblige à mettre en œuvre des mesures pour faire face aux risques environnementaux et sociaux *[Note au Maître d’Ouvrage : suivant la nature du marché et les risques évalués, ceci peut être remplacé par risques sociaux]*, liés aux Travaux et Services physiques.

Le présent Code de Conduite fait partie de nos mesures pour faire face aux risques environnementaux et sociaux *[Note au Maître d’Ouvrage : suivant la nature du marché et les risques évalués, ceci peut être remplacé par risques sociaux]*, liés aux Travaux et Services physiques.

Tout le personnel que nous utilisons pour l’exécution du Marché, y compris le personnel permanent, la main d’œuvre et autres employés ainsi que chaque Sous-traitant, et tout autre personnel nous assistant pour l’exécution de ce Marché, sont référés comme Personnel de l’Entrepreneur.

Ce Code de Conduite identifie le comportement exigé de tout le personnel de l’Entrepreneur employé pour l’exécution des Travaux et Services physiques sur les lieux du pays du Maître d’Ouvrage où les Travaux et Services physiques sont livrés.

Notre lieu de travail est un environnement dans lequel les comportements dangereux, offensants, abusifs ou violents ne seront pas tolérés et où toutes les personnes devraient se sentir à l'aise de soulever des problèmes ou des préoccupations sans crainte de représailles.

CONDUITE REQUISE

Le Personnel de l’Entrepreneur employé pour l’exécution des Travaux et Services physiques sur les lieux du pays du Maître d’Ouvrage où les Travaux et Services physiques sont livrés doit :

1. exercer ses fonctions avec compétence et diligence;
2. respecter le présent Code de Conduite et toutes les lois, réglementations et autres exigences applicables, y compris celles relatives à la protection de l’hygiène, de la sécurité et du bien-être du personnel de l’Entrepreneur et de toute autre personne;
3. maintenir un environnement de travail sécurisé, notamment:
4. veiller à ce que les lieux de travail, les machines, les équipements et les processus sous le contrôle de chaque personne soient sûrs et sans risque pour la santé;
5. porter l'équipement individuel de protection requis;
6. utiliser les mesures appropriées concernant les substances et agents chimiques, physiques et biologiques; et
7. suivre les procédures opérationnelles d'urgence applicables.
8. signaler les situations de travail qu’il / elle pense ne pas être sécurisée ou hygiéniques et se retirer d’une situation de travail qu’il / elle croit raisonnablement présenter un danger imminent et grave pour sa vie ou sa santé;
9. traiter les autres avec respect et ne pas discriminer contre des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants ou les enfants;
10. ne commettre aucune forme de harcèlement sexuel, ce qui signifie des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle à l’égard du personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage;
11. ne pas se livrer à des activités d'exploitation sexuelle, ce qui signifie tout abus réel ou tentative d'abus de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance, à des fins sexuelles, y compris, sans toutefois s'y limiter, le fait de tirer un profit monétaire, social ou politique de l'exploitation sexuelle d'autrui;
12. ne pas commettre d'abus sexuel, ce qui signifie l’intrusion physique ou la menace d’intrusion physique de nature sexuelle, que ce soit par la force ou dans des conditions inégales ou coercitives;
13. ne pas se livrer à une quelconque forme d'activité sexuelle avec toute personne de moins de 18 ans, sauf en cas de mariage préexistant;
14. suivre les cours de formation pertinents qui seront fournis sur les aspects environnementaux et sociaux du Marché, y compris sur les questions de santé et de sécurité, et sur l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et le harcèlement sexuel (HS);
15. signaler de manière formelle les violations de ce Code de Conduite; et
16. ne pas exercer de mesures de rétorsion contre toute personne ayant signalé des violations du présent Code de Conduite, que ce soit à nous ou au Maître d’Ouvrage, ou qui utilise le mécanisme de grief pour le personnel de l’Entrepreneur ou le mécanisme de recours en grief du projet.

FAIRE PART DE PREOCCUPATIONS

Si une personne constate un comportement qui, à son avis, pourrait constituer une violation du présent Code de Conduite ou qui la préoccupe de toute autre manière, elle devrait en faire part dans les meilleurs délais. Cela peut être fait de l’une des façons suivantes :

1. Contactez [*indiquez le nom de l'expert social de l’Entrepreneur possédant une expérience pertinente dans le traitement de la violence sexiste ou, si cette personne n'est pas requise par le Marché, une autre personne désignée par l’Entrepreneur pour traiter ces questions*] par écrit à cette adresse [ ]. ou par téléphone à [ ] ou en personne à [ ]; ou
2. Appelez [ ] pour joindre le service compétent *(le cas échéant*) et laissez un message.

L’identité de la personne restera confidentielle, à moins que le signalement d’allégations ne soit prescrit par la législation par la loi du pays. Des plaintes ou des allégations anonymes peuvent également être soumises et feront l’objet de toutes les considérations qui s’imposent. Nous prenons au sérieux toutes les informations faisant état d'une éventuelle inconduite. Nous mènerons une enquête et prendrons les mesures appropriées. Nous fournirons des références de prestataires de services susceptibles d’aider la personne qui a vécu l’incident allégué, le cas échéant.

Il n'y aura pas de représailles contre une personne qui, de bonne foi, signale une préoccupation au sujet d'un comportement interdit par le présent Code de Conduite. De telles représailles constitueraient une violation du présent Code de Conduite.

CONSÉQUENCES DE LA VIOLATION DU CODE DE CONDUITE

Toute violation du présent Code de Conduite par le Personnel de l’Entrepreneur peut entrainer des conséquences graves allant jusqu’au licenciement et le référé éventuel aux autorités judiciaires.

POUR LE PERSONNEL DE L’ENTREPRENEUR :

J'ai reçu un exemplaire du présent Code de Conduite rédigé dans une langue que je comprends. Je comprends que si j’ai des questions sur ce Code de Conduite, je peux contacter [indiquer le nom de la personne de contact de l’Entrepreneur ayant une expérience pertinente] pour lui demander une explication.

Nom du Personnel de l’Entrepreneur : [insérer le nom]

Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date : (jour, mois, année) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**ANNEXE 1: Comportements constituant Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et comportements constituant Harcèlement Sexuel (HS)**

**ANNEXE 1 AU FORMULAIRE DE CODE DE CONDUITE**

**COMPORTEMENTS CONSTITUANT EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS (EAS)**

**ET**

**HARCELEMENT SEXUEL (HS)**

La liste non exhaustive suivante vise à illustrer les types de comportements interdits :

(1) **Les exemples d’exploitation et d’abus sexuels** comprennent, sans s’y limiter :

1. Le Personnel de l’Entrepreneur indique à un membre de la communauté qu’il peut obtenir des emplois liés au chantier (p. ex. cuisine et nettoyage) en échange de rapports sexuels.
2. Le Personnel de l’Entrepreneur qui établit la connexion d’électricité aux ménages déclare qu’il peut connecter les ménages dirigés par des femmes au réseau en échange de rapports sexuels.
3. Le Personnel de l’Entrepreneur viole ou agresse sexuellement un membre de la communauté.
4. Le Personnel de l’Entrepreneur refuse à une personne l’accès au site à moins qu’elle lui accorde une faveur sexuelle.
5. Le Personnel de l’Entrepreneur déclare à une personne qui sollicite un emploi dans le cadre du Marché qu’elle ne l’embauchera que si elle a des relations sexuelles avec lui.

(2) **Exemples de harcèlement sexuel dans un contexte de travail**

1. Le Personnel de l’Entrepreneur commente l’apparence du personnel d’un autre membre du Personnel (de manière positive ou négative) et l’attractivité sexuelle.
2. Quand un Personnel de l’Entrepreneur se plaint de commentaires fait par un autre membre du personnel sur son apparence, le second répond que le premier « l’a cherché » à cause de la façon dont il/elle s’habille.
3. Attouchement inopportun sur le Personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage par un autre Personnel de l’Entrepreneur.
4. Le Personnel de l’Entrepreneur déclare à un autre Personnel de l’Entrepreneur qu’il/elle lui obtiendrait une augmentation de salaire, ou une promotion s’il/elle lui envoie des photographies de nus de lui ou d’elle-même.

Déclaration de Performance Environnementale et Sociale

*[Note au Maître d’Ouvrage : Inclure ce formulaire si applicable selon la Section III]*

*[Le tableau ci-dessous doit être rempli pour le Soumissionnaire et en cas de groupement, pour chaque membre du groupement.]*

*Nom du Soumissionnaire : [insérer le nom complet]*

*Date : [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement : [insérer le nom complet]*

*No et titre du DAO : [insérer le numéro et le titre du DAO]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |
| --- |
| Déclaration de performance environnementale et sociale |
| 1. Pas de suspension ou résiliation de marché : Il n’y a pas eu de marché suspendu ou résilié ou faisant l’objet de saisie de garantie de performance pour des motifs liés à la performance environnementale et sociale (ES) au cours des cinq dernières années.
2. Déclaration de suspension ou de résiliation du marché : le ou les marché/s suivant/s est/ont fait l’objet de suspension ou résiliation ou de saisie de garantie de performance par un/des Maître/s d’ouvrage pour des motifs liés à la performance environnementale et sociale au cours des cinq dernières années. Les détails sont décrits ci-dessous :
 |
| **Année** | **Partie du contrat suspendue ou résiliée** | **Identification du Marché** | Montant total du Marché (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD) |
| *[inserer année]* | [insérer le montant et le pourcentage] | Identification du Marché : [indiquer le nom / numéro complet du Marché, ainsi que toute autre forme d’identification]Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]Motif (s) de la suspension ou de la résiliation : [indiquer la ou les raison (s) principale (s), par ex. la violence sexiste, infractions d'exploitation sexuelle ou d'agression] | [insérer le montant] |
| *[inserer année]* | [insérer le montant et le pourcentage] | Identification du Marché : [indiquer le nom / numéro complet du Marché, ainsi que toute autre forme d’identification]Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]Motif (s) de la suspension ou de la résiliation : [indiquer la ou les raison (s) principale (s)] | *[inserer Montant ]* |
| *…* | *…* | [Énumérer tous les contrats applicables] … | *…* |
| Garantie de Bonne Exécution appelée par le Maître d’Ouvrage pour des motifs liés à la performance ES |
| **Année** | **Identification du contrat** | Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD) |
| *[inserer année]* | Identification du Marché : [indiquer le nom / numéro complet du Marché et toute autre identification]Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]Motif (s) de l'appel de la garantie de performance : [indiquez la ou les raison (s) principale (s), par ex. la violence sexiste ; infractions d'exploitation ou abus sexuels]. | *[inserer le Montant]* |

Déclaration relative à l’Exploitation et à l’Abus Sexuel (EAS) et/ou au Harcèlement Sexuel (HS)

[*Le tableau ci-dessous doit être rempli pour le Soumissionnaire et en cas de groupement, par chaque membre du groupement et chaque sous-traitant proposés par le Proposant.]*

*Nom du Soumissionnaire : [insérer le nom complet]*

*Date : [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement ou du sous-traitant spécialisé : [insérer le nom complet]*

*No et titre du DAO : [insérer le numéro et le titre du DAO]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |
| --- |
| Déclaration EAS et/ou HSconformément à la Section III, Critères de Qualification |
| Nous :(a) n'avons pas fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS(b) avons fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS(c) avons fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS. Une décision arbitrale sur le cas de disqualification a été rendue en notre faveur. |
| [*Si le point (c) ci-dessus est applicable, joindre la preuve d'une décision arbitrale infirmant les conclusions sur les questions sous-jacentes à la disqualification*]. |

Lettre de Soumission – Partie Financière

Procédure Primaire d’Acquisition – Accord-Cadre pour Travaux et Services physiques

|  |
| --- |
| *INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES : SUPPRIMER CE CARTOUCHE UNE FOIS QUE VOUS AVEZ REMPLIR LE DOCUMENT**Le Soumissionnaire devra remplir cette Lettre de Soumission avec son entête, indiquant clairement le nom et l’adresse commerciale complets.****Notes : le texte en italiques est destiné à aider les Soumissionnaires à préparer ce formulaire.***  |

**Accord-Cadre – Travaux et Services physiques**

**Date de soumission de cette Offre** : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’Offre]*

**AOI No.** : *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

À : ***[insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage]***

Nous, les soussignés, soumettons ci-joint la seconde partie de notre Offre, le Prix de l’Offre et le Programme d’Activités chiffré. La Partie Technique de la Lettre de soumission est jointe.

En soumettant notre Offre, nous faisons les déclarations additionnelles suivantes :

1. **Validité de l’Offre :** Notre Offre demeurera valide jusqu’à *\_\_\_\_\_\_ [insérer le jour, mois et année conformément à l’article 18.1 des IS],* et cette offre nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant cette date ;
2. **Prix de l’Offre :** Le(s) prix unitaire(s) par élément de service, hors rabais offert à l’alinéa (c) ci-après est comme indiqué dans les Programmes d‘Activités chiffrés.
3. **Rabais inconditionnels :** Les rabais inconditionnels offerts et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants : *[indiquer en détail chacun des rabais offerts]*

La méthode précise de calcul de ces rabais pour déterminer le montant de l’Offre est la suivante : *[indiquer en détail la méthode d’application de chacun des rabais offerts]* ;

1. **Avantages, Gratifications ou Commissions :** Nous avons versé, ou nous devons verser les avantages, gratifications ou commissions ci-après en rapport avec la procédure d’Appel d’offres ou l’Accord-Cadre : *[insérer le nom complet de chaque Bénéficiaire, son adresse complète, les motifs pour lesquels chaque avantage, gratification ou commission ont été payés et le montant et la monnaie de chaque versement]*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du Bénéficiaire | Adresse | Motif | Montant |
|   |   |   |   |
|   |   |   |   |
|   |   |   |   |
|   |   |   |   |

 (Si aucune somme n’a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »).

**Nom du Soumissionnaire\*** *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

**Nom de la personne signataire de l’offre\*\****[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire de l’offre]*

**En tant que** *[indiquer la capacité du signataire]*

**Signature de la personne mentionnée ci-dessus** *[insérer la signature]*

**Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de** *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

**En date du** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d’une offre présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Soumissionnaire.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Soumissionnaire, à joindre à l’offre.

Formulaires de Programmes d’Activités

*[Le Soumissionnaire doit remplir ces Formulaires conformément aux instructions indiquées. La liste des postes figurant dans la colonne 1 des listes d’activités* *chiffrées coïncide avec la liste des Travaux et Services physiques précisés dans les* *besoins de l’Agence d’Exécution.*

***Comme l’indique les IS, chaque poste sera évalué séparément et la détermination de la conclusion de l’Accord-Cadre sera faite en fonction de l’offre la plus avantageuse pour un poste.*** *Pour éviter la fragmentation des Travaux et Services physiques, il est donc important que le poste* ***soit, dans la mesure du possible dans la pratique, un ensemble complet de Travaux et Services physiques,*** *dont les produits et les performances pourraient être décrits comme applicables.*

*S’il est nécessaire de spécifier des sous-éléments, les informations correspondantes doivent être insérées. Ces données sont ensuite regroupées pour déterminer les prix des postes (prix de l’offre) qui sont évalués.*

*Deux ensembles* *de modèles de Programmes d’Activités chiffrés sont fournis en fonction* *de* : (*i*) *de la fourchette des quantités de Commandes, et (ii) quantités estimées sur la période de l’ACC respectivement. L’Agence d’Exécution utilise l’un ou l’autre des ensembles selon le type d’ACC et supprime l’autre.*

*Si la spécification des quantités n’est pas applicable au(x) type(s) de service(s), une somme forfaitaire peut être spécifiée au lieu de spécifier des quantités/fourchettes de quantités.*

|  |
| --- |
| Programme d’Activités chiffré [Option 1 : - Quantités basées sur les quantités indicatives des éléments de Travaux et Services physiques de Commandes]  |
|  |
|  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Elémént No. | Description des Travaux et Services physiques | Date Indicative d’achèvement des Travaux et Services physiques | Quantité Indicative et unité de mesure de Commande Minimum Maximum | Prix Unitaire  |
| *[insérer le No de l’Elémént]* | *[Insérer l’identification du Service]* | *[insérer la date de réalisation proposée]* | *[insérer le nombre d’unités de service]* | *[insérer le nombre d’unités de service]* | *[insérer le prix correspondant pour l’Elémént]* |

Nom du Soumissionnaire [*insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

Signature du Soumissionnaire *[signature de la personne autorisée à signer l’Offre]*

 *Date [insérer la date]*

***Note à l’intention de l’Agence d’Exécution :***

* *Informations pour les colonnes 1, 2, 4 (indicatives) et 5 (indicatives) à être inséré par l’Agence d’Exécution.*
* *Dans la mesure du possible, il devrait s’agir d’un ensemble complet de Travaux et Services physiques.*  *S’il est nécessaire de spécifier des sous-éléments, les informations correspondantes doivent être insérées.*
* ***Si la spécification des quantités n’est pas applicable au(x) type(s) de service(s), un « montant forfaitaire » peut être spécifié au lieu de spécifier les quantités/la fourchette de quantités***

|  |
| --- |
| Programme d’Activités chiffré [Option 2 : Quantités basées sur les quantités estimées des Travaux et Services physiques au cours de la Période de l’ACC]  |
|  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 7 |
| Elément des Travaux et Services physiquesNo. | Description des Travaux et Services physiques | Période indicative d’exécution des Travaux et Services physiques | Quantité Estimée au cours de la Période de l’ACC et unité de mesureMinimum Maximum | Prix Unitaire | Prix total par Service (Col 5\*6)  |
| *[insérer le No de l’Elémént]* | *[Insérer l’identification des Travaux et Services physiques]* | *[insérer la période de réalisation]* | *[insérer les quantités de service]* | *[insérer la quantité et l’identification de l’unité de mesure]* | *[insérer le prix unitaire]* | *[insérer le prix unitaire]* |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | *Prix Total de l’Ofre* |  |

Nom du Soumissionnaire [*insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

Signature du Soumissionnaire *[signature de la personne autorisée à signer l’Offre]*

 *Date [insérer la date]*

***Note à l’intention de l’Agence d’Exécution :***

* *Informations pour les colonnes 1, 2, 4 (indicatives) et 5 (indicatives) à être inséré par l’Agence d’Exécution.*
* *L’élément de Travaux et Services physiques devrait, dans la meure du possible, être un ensemble complet de Travaux et Services physiques. S’il est nécessaire de spécifier des sous-points, les informations correspondantes doivent être insérées.*
* ***Si la spécification des quantités n’est pas applicable au(x) type(s) de service(s), un « montant forfaitaire » peut être spécifié au lieu de spécifier les quantités/la fourchette de quantités***

Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs

*INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE RETENU : SUPPRIMER CE CARTOUCHE APRES AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE*

*Ce Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs doit être rempli par le Soumissionnaire retenu. Dans le cas d’un groupement d’entreprises, le Soumissionnaire doit fournir un formulaire séparé pour chacun des partenaires. Les renseignements concernant les bénéficiaires effectifs doivent être à jour à la date de sa fourniture.*

*Pour les besoins de ce formulaire, un bénéficiaire effectif du Soumissionnaire est une personne morale ou physique qui possède le Soumissionnaire ou dispose du contrôle du Soumissionnaire parce qu’elle remplit une ou plusieurs des conditions ci-après :*

* *détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions*
* *détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote*
* *détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Soumissionnaire*

 *[insérer l’intitulé de l’appel d’offres]*

**AOI No. :** *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

A : *[insérer le nom complet de l’Agence d’Exécution]*

En réponse à votre demande formulée dans la Lettre de Notification d’attribution du Marché en date du *[insérer la date de la lettre de notification*] de fournir les renseignements additionnels sur les bénéficiaires effectifs : *[retenir l’option applicable et supprimer celles qui ne le sont pas]*

(i) nous fournissons les renseignements sur les bénéficiaires effectifs ci-après :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Identité du propriétaire bénéficiaire effectif | *détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions*(Oui / Non) | *détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote* (Oui / Non) | *détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Soumissionnaire*(Oui / Non) |
| *[insérer le nom complet, la nationalité, le pays de résidence]* |  |  |  |

*OU*

(ii) nous déclarons qu’il n’y a aucun bénéficiaire effectif qui remplisse l’une au moins des conditions ci-après :

* détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
* détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
* détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Soumissionnaire

*OU*

(iii) nous déclarons être dans l’incapacité d’identifier un quelconque bénéficiaire effectif qui remplisse l’une au moins des conditions ci-après :

* détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
* détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
* détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Soumissionnaire

**Nom du Soumissionnaire :\*** *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

**Nom de la personne autorisée à signer au nom du Soumissionnaire :\*\****[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire]*

**En tant que :** *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

**En date du** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ **jour de** *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d’une offre présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Soumissionnaire.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Soumissionnaire, à joindre à l’offre.

Section V. Pays éligibles

**Règles d’éligibilité applicables à la fourniture de Biens, Travaux et Services dans le cadre des marchés financés par la BIsD**

**1.** En application de la Politique d’Acquisition - paragraphe 1.11 des Directives pour l’Acquisition de Biens, Travaux et services connexes dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement – Avril 2019 révision de Février 2023, une des règles fondamentales de la BIsD que les Biens, Travaux et services connexes fournis par l’Entrepreneur doivent être strictement en conformité avec les Règles de Boycott de l’Organisation de Coopération Islamique, la Ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine. Le Bénéficiaire est tenu d’informer les Soumissionnaires potentiels que seules les Offres provenant de Firmes qui ne font pas l’objet de boycott en vertu des Règles de Boycott seront prises en considération. Le Soumissionnaire devra soumettre une déclaration sur l’honneur à cet effet.

L’éligibilité d’un Soumissionnaire sera déterminée durant la procédure d’évaluation. Dans le cas où une Firme ne divulgue pas une information afin d’éviter la disqualification en application des règles d’éligibilité, le Bénéficiaire a le droit d’annuler le marché à tout moment et de pénaliser cette Firme, de même qu’il est en droit de réclamer un dédommagement pour les pertes ainsi occasionnées, au profit du Bénéficiaire et de la BIsD. La BIsD se réserve le droit de ne pas honorer un marché s’il s’avère que la Firme attributaire est inéligible en application des conditions d’éligibilité stipulées.

Aux fins des Directives, est considérée en tant que Firme provenant d’un Pays Membre (PM), une Firme dont:

1. L’immatriculation ou la constitution légale a lieu dans un Pays Membre de la BIsD ;
2. L’aire principale d’activité est située dans un Pays Membre de la BIsD; et
3. Elle appartient à plus de 50% à une ou plusieurs firmes dans un ou plusieurs Pays Membres (lesquelles firmes devant justifier de leur nationalité) et/ou à des ressortissants de ces Pays Membres.

Aux fins des Directives, est considérée en tant que Firme nationale d’un Pays Membre (PM) donné, une Firme dont:

1. L’immatriculation ou la constitution légale a lieu dans le Pays Membre dans lequel les Travaux doivent être réalisés et/ou les Biens doivent être livrés ;
2. L’aire principale d’activité est située dans le Pays Membre Bénéficiaire ; et
3. Elle appartient à plus de 50% à une ou plusieurs firmes du Pays Membre Bénéficiaire (laquelle ou lesquelles firme ou firmes devant justifier de sa ou leur nationalité) et/ou à des ressortissants dudit Pays Membre.

2. En référence à l’article **4.8 des IS**, pour l’information des Proposants,à l’heure actuelle, les biens et services provenant des pays ci-après ne sont pas admis dans le cadre de la présente sélection:

Au titre de l’article **4.8(a) des IS**: *[insérer la liste des pays suivant l’approbation par la BIsD d’appliquer les restrictions ou indiquer « aucun »].*

Au titre de l’article **4.8(b) des IS**: *[insérer la liste des pays suivant l’approbation par la BIsD d’appliquer les restrictions ou indiquer « aucun »].*

Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption

(Cette Section VI ne doit pas être modifiée)

#### Politiques d’Aquisition - Directives pour l’Acquisition de Biens, Travaux et services connexes financés dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement - Avril 2019, révision Février 2023:

**Fraude et Corruption**

* 1. Les règles de la BIsD exigent que les Bénéficiaires ainsi que les Firmes, Entrepreneurs, et leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non), les sous-traitants, les prestataires de services ou fournisseurs, ainsi que les personnels de ces entités, observent les règles d’éthique professionnelle les plus strictes, lors de la procédure d’acquisition et de l’exécution de marchés financés par la BIsD[[8]](#footnote-8). En vertu de ce principe, les exigences des *Directives Anti-Corruption du Groupe de la BIsD pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans les Projets Financés par la BIsD* et les procédures de sanctions doivent être appliquées en tous instants. En application de cette politique, la BIsD:
1. définit comme suit, pour les besoins de la présente disposition, les expressions suivantes:
2. «Pratique de corruption » signifie l’offre, le don, la sollicitation ou l’acceptation, directement ou indirectement, d’un quelconque avantage en vue d’influer indûment l’action d’une autre personne ou entité;
3. “Pratique frauduleuse” signifie tout acte ou omission, ou présentation erronée des faits, qui, délibérément ou par imprudence intentionnelle, induit ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation;
4. “Pratique collusoire” signifie un arrangement entre deux ou plusieurs parties qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur les actions d’une autre partie;
5. “Pratique coercitive” signifie tout acte visant à nuire ou porter préjudice, ou menacer de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une partie ou à ses biens en vue d’en influer indûment les actions; et
6. “Pratique obstructive” signifie tout acte à effet de détruire, falsifier, altérer ou dissimuler délibérément les preuves sur lesquelles se fonde une enquête de la BIsD en matière de corruption ou de pratiques frauduleuses, coercitives ou collusives, ou faire de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menacer, harceler ou intimider quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou visant à entraver délibérément l’exercice par la BIsD de son droit d’examen tel que prévu au paragraphe 1.39 (e) ci-dessous.
7. rejettera la proposition d’attribution du marché si elle établit que le Soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le marché, ou tout membre de son personnel, ou ses agents, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés), est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s’est livré à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l’obtention de ce marché;
8. déclarera l’acquisition non conforme et annulera la fraction du Financement de Projet allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants du Bénéficiaire ou d’un bénéficiaire des produits du Financement de Projet s’est livré à la corruption, à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure d’acquisition ou l’exécution du marché en question sans que le Bénéficiaire ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la BIsD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’information de la BIsD lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques;
9. sanctionnera à tout moment une Firme ou un individu, en application des procédures de sanctions de la BIsD[[9]](#footnote-9), y compris en déclarant publiquement cette Firme ou cet individu exclu indéfiniment ou pour une période déterminée:
10. de toute attribution de marché financé par la BIsD; et
11. de la possibilité d’être retenu comme sous-traitant, Consultant, fournisseur, ou prestataire de service au profit d’une Firme par ailleurs susceptible de se voir attribuer un contrat financé par la BIsD; et
12. exigera que les Dossiers d’Appel d’Offres et les marchés financés par la BIsD contiennent une disposition requérant des Soumissionnaires, y compris leurs agents, leurs personnels, leurs sous-traitants, leurs prestataires de services ou fournisseurs, qu’ils autorisent la BIsD à examiner tous les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la soumission des Propositions et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD.

PARTIE 2 – Besoins de l’Agence d’Exécution

|  |
| --- |
| Section VII. Programme d’Activités  |

Table des matières

Programme d’Activités 89

Spécifications de performance et Plans 91

Programme d’Activités

**Objectifs**

Les objectifs du Programme d’Activités sont les suivants :

(a)fournir des informations suffisantes sur les quantités de Travaux et Services à exécuter pour permettre la préparation efficace et précise des Offres; et

(b) lorsqu’un Marché a été conclu, fournir un Programme d’Activités chiffré pour utilisation dans l’évaluation periodique des Travaux et Services physiques exécutés.

Afin d’atteindre ces objectifs, les Travaux et Services physiques devraient être détaillés dans le Programme d’Activités de manière suffisamment détaillée pour faire la distinction entre les différentes catégories de Travaux et Services physiques, ou entre les Travaux et Services physiques de même nature exécutés dans différents endroits ou dans d’autres circonstances qui peuvent donner lieu à des considérations de coût différentes. Conformément à ces exigences, la présentation et le contenu du Programme d’Activités devraient être aussi simples et brefs que possible.

**Comme l’indiquent les IS (DPAO), chaque poste sera évalué séparément et la conclusion de l’Accord-Cadre sera déterminée sur la base de l’Offre la Plus Avantageuse pour un poste.**  Il est donc important que la rubrique soit, dans la mesure du possible, un ensemble complet et non des éléments d’un ensemble (sauf si l’acquisition elle-même porte sur des composants), dont les exigences techniques pourraient être décrites.

S’il est nécessaire de spécifier des sous-élémens, les informations correspondantes doivent être insérées.

**Bordereau des activités en régie**

Un bordereau de travail en régie ne doit être inclus que si la probabilité d'un travail imprévu, en dehors des éléments inclus dans le programme d'activité, est élevée. Pour faciliter la vérification par le Maître d'Ouvrage du réalisme des prix proposés par les Soumissionnaires, le bordereau de travail en régie doit normalement comprendre les éléments suivants :

a) Une liste des différentes catégories de Travaux et Services physiques, de main-d’œuvre, de matériaux et d’installations pour lesquelles des tarifs ou des prix de base en régie doivent être insérés par le Soumissionnaire, ainsi qu’une déclaration des conditions dans lesquelles l’Entrepreneur sera payé pour les Travaux et Services physiques fournis sur une base de travail en régie.

b) Quantités nominales pour chaque article de travail en régie, à fixer par chaque Soumissionnaire aux taux de travail en régie en tant qu’Offre. Le taux à inscrire par le Soumissionnaire pour chaque article de travail en régie de base doit inclure les bénéfices, les frais généraux, la supervision et les autres frais de l’Entrepreneur.

**Sommes provisionnelles**

Le coût estimatif des Travaux et Services physiques spécialisés à fournir, ou des biens spéciaux à fournir, par d’autres Entrepreneurs doit être indiqué dans la partie pertinente du Programme d’Activités sous la forme d’une somme provisionnelle particulière accompagnée d’une brève description appropriée. Une procédure de passation de marché distincte est normalement effectuée par le Maître d’Ouvrage pour sélectionner ces Entrepreneurs spécialisés. Afin de fournir un élément de concurrence entre les Soumissionnaires en ce qui concerne les installations, les commodités, la fréquentation, etc., que le Soumissionnaire retenu doit fournir en tant qu’Entrepreneur principal à l’usage et à la commodité des entrepreneurs spécialisés, chaque somme provisionnelle doit être suivie d’un élément du Programme d’Activités invitant le Soumissionnaire à indiquer une somme pour ces commodités, installations, présence, etc.

*Les présentes Notes pour la préparation d’un Programme d’Activités ne sont destinées qu’à l’information du Maître d’Ouvrage ou de la personne qui rédige le dossier d’appel d’offres. Ils ne devraient pas être inclus dans les documents finaux.*

Spécifications de performance et Plans

(Décrivez les extrants et les performances, plutôt que les intrants, dans la mesure du possible)

**Notes sur les Spécifications**

Un ensemble de spécifications précises et claires est une condition préalable pour que les soumissionnaires puissent répondre de manière réaliste et compétitive aux besoins du Maître d'Ouvrage sans dévier ou conditionner leurs offres. Dans le contexte d'un appel d'offres international, les spécifications doivent être rédigées de manière à permettre la concurrence la plus large possible et, en même temps, présenter une déclaration claire des normes requises en matière d'exécution, de matériaux et de performance des biens et services à acquérir. Ce n'est qu'à cette condition que les objectifs d'économie, d'efficacité et d'équité dans la passation des marchés seront atteints, que la conformité des offres sera assurée et que la tâche ultérieure d'évaluation des offres sera facilitée. les spécifications doivent exiger que tous les biens et matériaux à incorporer dans les Travaux et Services physiques soient neufs, non utilisés, des modèles les plus récents ou actuels, de projets similaires antérieurs dans le même pays sont utiles à cet égard. La BIsD et qu'ils intègrent toutes les améliorations récentes en matière de conception et de matériaux, sauf dispositions contraires dans le Marché.

Des échantillons de spécifications de projets similaires antérieurs dans le même pays sont utiles à cet égard. L'utilisation d'unités métriques est encouragée par la Banque mondiale. La plupart des spécifications sont normalement rédigées spécialement par le maître d'ouvrage pour s'adapter au marché en question. Il n'existe pas de spécifications standard pour une application universelle dans tous les secteurs et dans tous les pays, mais il existe des principes et des pratiques établis, qui sont reflétés dans le présent document.

Il y a des avantages considérables à standardiser les spécifications générales pour les Travaux et Services physiques répétitifs dans les secteurs publics reconnus, tels que l’éducation, la santé, l’assainissement, le logement social et urbain, les routes, les ports, les chemins de fer, l’irrigation et l’approvisionnement en eau, dans le même pays ou région où des conditions similaires existent. Les spécifications générales devraient couvrir toutes les catégories de main-d’œuvre, de matériaux et d’équipements couramment impliqués dans la fourniture de Travaux et Services physiques, bien qu’elles ne soient pas nécessairement utilisées dans un contrat de Travaux et Services physiques particulier. Les suppressions ou les ajouts doivent alors adapter les spécifications générales aux Travaux et Services physiques spécifiques.

Toute exigence technique en matière d’Achats Durables doit être clairement spécifiée.. Les exigences en matière d’Achats Durables devraient être compatibles avec les objectifs de l’acquisition. Les exigences doivent être spécifiées pour permettre leur évaluation. Afin d’encourager l’innovation des Soumissionnaires pour répondre aux exigences en matière d’Achats Durables, les Soumissionnaires peuvent être invités à proposer des Travaux et Services physiques qui dépassent les exigences minimales spécifiées en matière d’Achats Durables.

Si l’acquisition a été évaluée comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, l’Agence d’Exécution doit préciser les exigences en matière de cybersécurité, y compris les accréditations de cybersécurité, le cas échéant.

S’il existe des risques liés à la chaîne d’approvisionnement, l’Agence d’Exécution doit exiger du Soumissionnaire qu’il inclue son évaluation des risques liés à la chaîne d’approvisionnement et sa proposition de gestion des risques.

Toutes les exigences environnementales et sociales applicables doivent être spécifiées. Les exigences relatives aux aspects ES doivent être préparées de manière à ne pas entrer en conflit avec les clauses générales pertinentes (et les clauses particulières correspondantes, le cas échéant) et d’autres parties des spécifications.

Il faut veiller à ce que la rédaction des spécifications ne soit pas restrictive. Dans la spécification des normes pour les biens, les matériaux, les Travaux et Services physiques et la fabrication, des normes internationales reconnues devraient être utilisées autant que possible. Lorsque d’autres normes particulières sont utilisées, qu’il s’agisse de normes nationales du pays du Bénéficiaire ou d’autres normes, les spécifications doivent indiquer que les biens, les matériaux, les Travaux et Services physiques et la fabrication qui répondent à d’autres normes faisant autorité et qui garantissent une qualité substantiellement égale ou supérieure aux normes mentionnées seront également acceptables.

La clause suivante peut être insérée dans les Clauses Particulières ou dans les Spécifications.

**Exemple de clause : équivalence des normes et des codes**

Chaque fois qu’il est fait référence dans le Marché à des normes et codes spécifiques auxquels doivent répondre les biens et matériaux à fournir, et les Services ou travaux exécutés ou testés, les dispositions de la dernière édition actuelle ou de la révision des normes et codes pertinents en vigueur s’appliquent, sauf indication contraire expresse dans le Marché. Lorsque ces normes et codes sont nationaux ou se rapportent à un pays ou à une région en particulier, d’autres normes faisant autorité qui garantissent une qualité substantiellement égale ou supérieure aux normes et codes spécifiés seront acceptées sous réserve de l’examen préalable et du consentement écrit du Maître d’Ouvrage. Les différences entre les normes spécifiées et les normes alternatives proposées doivent être décrites en détail par écrit par l’Entrepreneur et soumises au Maître d’Ouvrage au moins 28 jours avant la date à laquelle l’Entrepreneur souhaite obtenir le consentement du Maître d’Ouvrage. Dans le cas où le Maître d’Ouvrage détermine que les écarts proposés n’assurent pas une qualité substantiellement égale ou supérieure, l’Entrepreneur doit se conformer aux normes spécifiées dans les documents.

*Si des variantes techniques pour certaines parties des Travaux et Services physiques sont autorisées dans le Dossier d'appel d'offres, ces parties doivent être décrites dans la présente Section.*

*Les présentes Notes pour la préparation des spécifications ont pour seul but d'informer le Maître d'Ouvrage ou la personne chargée de rédiger le dossier d'appel d'offres.*

PARTIE 3 – Formulaires de l’Agence d’Exécution

**Formulaires de l’Agence d’Exécution**

**Contenu**

[Notification d’Intention de Conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s) 94](#_Toc137903025)

[Notification de Conclusion d’un Accord-Cadre 100](#_Toc137903026)

Notification d’Intention de Conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s)

[*La Notification d’Intention de conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s) doit être adressée à chacun des Soumissionnaires ayant remis une Offre, à moins que le Soumissionnaire n’ait reçu auparavant une notification de son exclusion du processus durant une étape intermédiaire du processus de d’acquisition. Le destinataire doit être le représentant autorisé du Soumissionnaire].*

À l’attention du Représentant autorisé du Soumissionnaire

**Nom** : *[insérer le nom du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

**Adresse**: *[insérer l’adresse du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

**Téléphone/télécopie** : *[insérer téléphone/télécopie du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

**Adresse courriel** : *[insérer adresse courriel du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

*[IMPORTANT : insérer la date de transmission de la présente Notification à tous les Soumissionnaires. La Notification doit être envoyée à tous les Soumissionnaires simultanément, c’est-à-dire à la même date et dans le même temps, dans toute la mesure du possible].*

**Agence d’Acquisitions** : *[insérer le nom de l’Agence d’Exécutions]*

**Projet** : *[insérer le nom du projet]*

**Titre de l’Accord-Cadre** : *[insérer le nom de l’ACC]*

**Pays** : *[insérer le pays où le DAO est émis]*

**Numéro de Financement** : *[insérer le numéro de référence pour le financement]*

**Numéro DAO** : *[insérer le numéro de référence du DAO du plan de passation de marchés]*

**Date de transmission** : Cette notification est envoyée par : [*courriel/télécopie*] le [*date*] (heure locale).

**Notification d’Intention de Conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s)**

Par la présente Notification de l’Intention de Conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s) (la Notification) nous vous informons de notre décision de conclure l’(les) Accord(s)-Cadre(s). L’envoi de la Notification marque le commencement de la Période d’Attente. Durant ladite Période, il vous est possible de :

1. demander un débriefing concernant l’évaluation de votre Offre, et/ou
2. soumettre une Réclamation concernant la Passation de Marché, portant sur la décision de conclure l’Accord-Cadre.

**Le(s) Soumissionnaire(s) retenu(s) est(sont) le(s) suivant(s) :**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° d’article | Description | Quantité estimée sur la période d’ACC ou Plage de quantités des Commandes | Nom du Soumissionnaire | Score technique | Score combiné |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

**Tous les Soumissionnaires**  *[INSTRUCTIONS : insérer les noms de tous les Soumissionnaires qui ont soumis* *des Offres, les prix des* *Offres tels qu’ils ont été lus*  *et* *évalués, les scores techniques et les notes combinées*

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° d’article | Description | Quantité estimée sur la période d’ACC ou Plage de quantités de Commandes | Nom du Soumissionnaire | Score technique | tel que lu à l’ouverture des Offres | Coût évalué de l’Offre | Score combiné |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

**Motif(s) pour le(s)quel(s) votre Offre n’a pas été retenue**

|  |
| --- |
| *[INSTRUCTIONS : indiquer le(s) motif(s) pour le(s) quell(s) l’Offre du Soumissionnaire à qui cette notification est adressée n’a pas été retenue. Ne pas fournir : (a) une comparaison point par point avec une Offre concurrente, ou (b) des renseignements identifiés comme confidentiels par le Soumissionnaire dans son Offre.]* |

**Comment demander un débriefing**

|  |
| --- |
| **DATE ET HEURE LIMITES : l’heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit le [*insérer la date*] (heure locale).**Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l’évaluation de votre Offre. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d’Intention de Conclure un Accord-Cadre.Indiquer l’intitulé de l’Accord-Cadre, le numéro de référence, le nom du Soumissionnaire, les détails de la personne contact et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :**À l’attention de :** **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]***Titre/position :** *[insérer le titre/la position]***Agence :** *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]***Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]***Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables, nous accorderons le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Dans le cas où il ne nous serait pas possible d’accorder un débriefing dans ce délai, la période d’attente sera prorogée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Dans un tel cas, nous vous informerons par le moyen le plus rapide de la prolongation de la période d’attente et confirmerons la date à laquelle la période d’attente prorogée expirera. Le débriefing peut être par écrit, par téléphone, vidéo-conférence ou en personne. Nous vous informerons par écrit et dans les meilleurs délais de la manière dont le débriefing aura lieu, en confirmant la date et l’heure.Lorsque la date limite de demande d’un débriefing est expirée, vous pouvez cependant demander un débriefing. Dans un tel cas, nous accorderons le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la Notification de la Conclusion de l’Accord-Cadre.  |

**Comment formuler une Réclamation**

|  |
| --- |
| **DATE ET HEURE LIMITES : l’heure et la date limite pour présenter une réclamation est minuit le [*insérer la date*] (heure locale).**Indiquer l’intitulé de l’Accord-Cadre, le numéro de référence, le nom du Soumissionnaire, les détails de personne-contact et l’adresse pour la présentation de la Réclamation relative à la Passation de Marché comme suit :**à l’attention de :** **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]***Titre/position :** *[insérer le titre/la position]***Agence :** *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]***Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]***Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*A ce stade du processus d’acquisition, vous pouvez soumettre une réclamation relative à la passation des marchés au sujet de la décision de conclure un Accord-Cadre. Il n’est pas nécessaire que vous ayez demandé ou reçu un débriefing avant de présenter une réclamation. Votre réclamation doit être présentée durant la Période d’attente et reçue par nous avant l’expiration de ladite Période d’attente.Informations complémentaires :Pour obtenir plus d’informations, prière vous référer Directives pour les acquisitions de Biens, Travaux et services connexes dans le cadre de Projets Financés par la BIsD (Les Directives) (Annexe B). Il vous est demandé de lire ces documents avant de préparer et présenter votre réclamation. En outre la Note d’information de la BIsD intitulée Traitement des Recours fournit des explications utiles sur le processus, ainsi qu’un formulaire de lettre de réclamation.En résumé, les quatre exigences ci-après sont essentielles :1. Vous devez être une « partie intéressée ». Dans le cas présent, cela signifie un Soumissionnaire ayant remis une Offre dans le cadre de ce processus de sélection, et destinataire d’une Notification d’Intention de conclure un Accord-Cadre.
2. La réclamation peut contester la décision de conclure un Accord-Cadre exclusivement.
3. La réclamation doit être reçue avant la date et l’heure limites indiquées ci-avant.
4. Vous devez fournir dans la réclamation, tous les renseignements demandés par les Directives (comme décrits à l’Annexe B).
 |

**Période d’Attente**

|  |
| --- |
| **DATE ET HEURE LIMITES : l’heure et la date limite d’expiration de la Période d’attente est minuit le [*insérer la date*] (heure locale).**1. La Période d’attente est de dix (10) jours ouvrables à compter de la date d’envoi de la présente Notification de l’intention de conclure un Accord-Cadre.

La Période d’attente pourra être prolongée. Cela pourrait survenir lorsque nous ne sommes pas en mesure d’accorder un débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Dans un tel cas, nous vous notifierons la prolongation |

Pour toute question relative à la présente Notification, prière nous contacter.

Au nom de [insérer le nom de l’Agence d’Exécution] :

**Signature :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Nom :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Titre/position :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Téléphone :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Courriel :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Notification de Conclusion d’un Accord-Cadre

*[utiliser un papier à l’entête de l’Agence d’Exécutions]*

Date : *[date]*

A : *[nom et adresse du Soumissionnaire retenu]*

**Notification de Conclusion d’un Accord-Cadre**

**Accord-Cadre No. *[insérer le numéro de référence de l’Accord-Cadre]***

Mesdames, Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre Offre en date du *[date]* en vue de conclure un Accord-Cadre pour la fourniture de *[insérer une brève description des Travaux et Services physiques]* est acceptée par notre Agence.

Il vous est demandé de signer, dater et retourner l’Accord-Cadre dans [*insérer la période applicable pour la signature de l’ACC conformément aux IS*] jours à compter de la réception de la présente notification. En conformité avec l’article 41.1 des IS, veuillez compléter et soumettre dans les huit (8) jours ouvrables le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs joint au DAO.

Veuillez agréer, Messieurs, l’expression de notre considération distinguée.

**Signature :** *[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom de l’Agence d’Exécution]*

**Nom :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Titre/position :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Téléphone :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Courriel :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Pièce jointe : Accord-Cadre

PARTIE 4 – ACCORD-CADRE

Accord-Cadre

[*Le présent formulaire doit être rempli par l’Agence d’Exécutions conformément aux instructions fournies en italique. Le texte en italique devrait être supprimé du document final.*

***Remarque*** *: la terminologie relative aux parties à l’Accord-Cadre diffère de la terminologie utilisée à l’égard des parties impliquées dans la procédure primaire d’acquisition. Dans la procédure primaire d’acquisition, l’Agence d’Exécution est responsable de l’établissement du ou des ACC. Toutefois, les parties à l’ACC seront le(s) « Maître/s d’Ouvrage » (c’est-à-dire les agences du Bénéficiaire qui ont le droit d’acheter en vertu de l’ACC) et, le cas échéant, un « Maître d’Ouvrage principal » ou une « Agence responsable » agissant au nom d’un ou de plusieurs Maîtres d’Ouvrage et responsable de la gestion et de l’administration de l’ACC.]*

Le présent Accord-Cadre *[insérer le numéro de référence de l’Accord-Cadre]* est conclu pour la fourniture de *[insérer une brève description des Travaux et Services physiques].*

*le jour* de *[insérer :* ***nombre****]* du *[insérer :* ***mois****]*, *[insérer :* ***année****]*

entre

*[Sélectionnez l’une des trois OPTIONS ci-dessous]*

*[OPTION 1: pour l’Accord-Cadre avec Utilisateur unique]*

**le(s) Maître(s) d’Ouvrage** *[insérer le nom complet du(des) Maître(s) d’Ouvrage, le type d’entité juridique, (par exemple, « un organisme du ministère du gouvernement de {insérer le nom du pays du Maître d’Ouvrage Principal} » ou « une société constituée en vertu des lois de {insérer le nom du pays du(des) Maître(s) d’Ouvrage}] »]* (le(s) *Maître(s) d’Ouvrage* ) ; et

*[OPTION 2 : pour un Accord-Cadre avec Utilisateurs multipes conclu avec un Maître d’Ouvrage principal qui est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre, et qui est également un Maître d’Ouvrage]*

entre

**le Maître d’Ouvrage principal** *[insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage principal, le type d’entité juridique (par exemple, « un organisme du ministère du gouvernement de {insérer le nom du pays du Maître d’Ouvrage principal}* ***»*** *ou « une société constituée en vertu des lois de {insérer le nom du pays du Maître d’Ouvrage principal} »]* et ayant son principal établissement à [*insérer l’adresse du Maître d’Ouvrage principal]* en tant que Maître d’Ouvrage à part entière en vertu de l’Accord-Cadre et en tant qu’Agence responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre à l’usage des autres Maîtres d’Ouvrageparticipants énumérés à l’Annexe *[insérer le nombre]* du présent Accord-Cadre (le(s) Maître(s) d’Ouvrage) ; et

*[OPTION 3 : pour un Accord-Cadre à Utilisateurs multipes avec une agence, qui n’est pas un Maître d’Ouvrage, mais qui est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre, à l’usage des Maîtres d’Ouvrage.* ]

entre

**l’Agence responsable** *[insérer le nom complet du type d’entité juridique (par exemple, « un organisme du Ministère de {insérer le nom du ministère} de {insérer le nom du pays} de l’Agence responsable* **»** *ou « une société constituée en vertu des lois de {insérer le nom du pays* de l’Agence responsable} »] *et ayant son principal établissement à* [*insérer l’adresse de l’Agence responsable]* en tant qu’Agence responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre à l’usage des Maîtres d’Ouvrage participants énumérés à l’Annexe [*insérer le numéro*] du présent Accord-Cadre (les Maîtres d’Ouvrage) ; et

**l’Entrepreneur** *[insérer le nom de l’Entrepreneur],* une société constituée en vertu des lois de *[insérer le pays de l’Entrepreneur]* et ayant son principal établissement à *[insérer l’adresse de l’Entrepreneur] (*l’Entrepreneur*)****.***

Le présent Accord-Cadre est assujetti aux dispositions décrites dans les Sections et Annexes énumérées ci-dessous, ainsi qu’à tout avenant.

Le présent Accord-Cadre conclut une offre à commandes de l’Entrepreneur de réaliser les Services spécifiées au(x) Maître(s) d’Ouvrage pendant la durée de l’Accord-Cadre, au fur et à mesure que le(s) Maître(s) d’Ouvrage souhaite(nt) les acquérier, par le biais d’une Commande subséquente.

Les documents suivants sont réputés former et être lus et interprétés comme faisant partie du présent Accord-Cadre et, le cas échéant, de toute Commande subséquente attribuée en vertu du présent Accord-Cadre.

**Dispositions de l’accord-cadre**

**Annexe 1** : Besoins du Maître d’Ouvrage

**Annexe 2** : Programme d’Activités

**Annexe 3 :** Formulaires de garanties

**Annexe 4** : Procédure Secondaire d’Acquisition

**Annexe 5** : Liste des Maîtres d’Ouvrageparticipants [*à utiliser pour les ACC à Utilisateurs multiples, sinon supprimer*]

EN FOI DE QUOI, les Parties au présent Accord-Cadre ont conclu le présent Accord-Cadre conformément aux lois de *[insérer le nom de la loi du pays régissant l’Accord-Cadre]* au jour, au mois et à l’année indiqués ci-dessus.

*[Pour faciliter une acquisition d’urgence, si cela est acceptable pour le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur, la signature électronique de l’Accord-cadre*, *telle que l’utilisation de DocuSign, est recommandée.]*

*[Sélectionnez l’une des trois options ci-dessous]*

*[OPTION 1: pour un Accord-Cadre avec Utilisateur unique]*

« Pour et au nom du Maître d’Ouvrage : »

 *[OPTION 2 : pour un Accord-Cadre avec Utilisateurs multiples conclu avec un Maître d’Ouvrage principal qui est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Aadre, et qui est également un Maître d’Ouvrage]*

« Pour et au nom du Maître d’Ouvrageprincipal : »

*[OPTION 3: - pour un Accord-Cadre avec Utilisateurs multiples conclu avec une agence, qui n’est pas un Maître d’Ouvrage, mais qui est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre, à l’usage des Maîtres d’Ouvrage participants.*]

« Pour et au nom de l’Agence responsable »

Signé : [*insérer la signature*]

Nom complet : [*nom de la personne qui signe*]

Agence : [*insérer le nom de l’agence*]

En qualité de : [*insérer le titre ou toute autre désignation appropriée*]

En présence de : [*insérer l’identification du témoin officiel]*

Pour et au nom de l’Entrepreneur :

Signé : [*insérer la signature du/des représentant(s) autorisé(s) de l’Entrepreneur*]

Nom complet : [*nom de la personne qui signe*]

En qualité de: [*insérer le titre ou toute autre désignation appropriée*]

En présence de [*insérer l’agent d’identification du témoin*]

**Clauses de l’Accord-Cadre (CAC)**

*[Cette section doit être complétée par l’Agence d’Exécution en tenant compte des instructions fournies en italique. Le texte en italique devrait être supprimé dans le document final.]*

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Définitions
 | 1.1 Les termes et expressions ci-après auront la signification qui leur est attribuée ici : « **La BIsD** » signifie la Banque Islamique de Développement (BIsD), qu'elle agisse pour son propre compte ou en sa qualité d'administrateur de fonds fiduciaires fournis par d'autres donateurs. Le « **Prix de Référence** » est le prix unitaire de l’Accord-Cadre avant toute révision de prix conformément à la **CAC 8**. Un « **jour ouvrable** » désigne un jour de travail officiel du Pays du Maître d’Ouvrage. Cela exclut les congés officiels du Pays du Maître d’Ouvrage.Une « **Commande** » ou « **Commande subséquente** » est un marché attribué en vertu d’un Accord-Cadre, suite à une Procédure Secondaire d’Acquisition, pour la réalisation de Travaux et/ou Services.Un « **Accord-Cadre fermé** » est un Accord-Cadre dans lequel aucune nouvelle firme ne peut participer durant la période de l’Accord-Cadre.La « **Date de Commencement** » est la date de signature de l’Accord-Cadre par les deux parties, qui devient le démarrage de la Durée de l’Accord-Cadre. Le « **Prix du Marché** » signifie le prix payable à l’Entrepreneur, conformément à chaque Commande, sous réserve de toutes additions et ajustements ou de toute déduction audit prix, qui pourra être effectuée en vertu du Marché.Un « **jour** » est un jour calendaire.Le terme « **Travail en régie** » signifie tout travail additionnel rémunéré sur la base de temps des employés et matériels de l’Entrepreneur, en addition des paiements pour les matériaux et coûts d’administration associésLe « **Maître d’Ouvrage** » est l’agence ou une des agences du Bénéficiaire qui est(sont) autorisée(s) à commander des Travaux et Services physiques auprès d’un Entrepreneur par Commande effectuée en vertu d’un Accord-Cadre. S’il y a lieu, aux fins de l’interprétation de l’Accord-Cadre, le terme Maître d’Ouvrage comprend le Maître d’Ouvrage Principal ou l’Agence responsableLe « **Personnel du Maître d’Ouvrage** » désigne tous les employés, la main d’œuvre et les autres travailleurss du Maître d’Ouvrage engagés dans l’exécution des obligations du Maître d’Ouvrage en vertu du Marché ; et tout autre personnel identifié comme Personnel du Maître d’Ouvrage, par notification du Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur.Le terme « **ES** » désigne les aspects environnementaux ete sociaux, selon le cas, (y compris l’Exploitation et les Abus Sexuels (EAS) et le Harcèlement Sexuel (HS)).Le terme « **par écrit** » signifie avoir été communiqué ou enregistré sous une forme écrite. Cela inclut, par exemple : courrier, courriels, télécopie ou communications par un système électronique d’acquisition (dans la mesure où le système électronique est accessible, sûr, assure l’intégrité et la confidentialité, et est sujet à des audits).Le « **Maître d’Ouvrage Principal** », lorsqu’il est nommé dans l’Accord-Cadre, désigne une partie à l’Accord-Cadre, en tant que Maître d’Ouvrage à part entière en vertu de l’Accord-Cadre et en tant qu’Agence responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre à l’usage des autres Maîtres d’Ouvrage participants, tel que spécifié en **CAC 2.2**. Toutes les communications, y compris les notifications, en relation avec l’Accord-Cadre, doivent être adressées au Maître d’Ouvrage Principal. Toutes les communications, y compris les notifications, relatives à une Commande, doivent être adressées au Maître d’Ouvrage nommé dans la Commande.Un « **Accord-Cadre à Utilisateurs Multiples** » signifie un Accord-Cadre où il y a plus d’un Maître d’Ouvrage autorisé à acquérir par Commande, tel que spécifié en **CAC 2.2**.Le « **Pays du Maître d’Ouvrage** » est le pays spécifié en **CAC 2.3.**« **L’Agence Responsable** », lorsqu’elle est nommée dans l’Accord-Cadre, est partie à l’Accord-Cadre, mais seulement en sa qualité d’Agence responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre à l’usage des Maîtres d’Ouvrage participants. Toutes les communications, y compris les notifications, relatives à l’Accord-Cadre doivent être adressées à l’Agence Responsable.La « **Procédure Secondaire d’Acquisition**» est la méthode utilisée pour sélectionner un Entrepreneur et attribuer une Commande en vertu du présent Accord-Cadre« **Travaux »** ou **« Services physiques** » désigne les activitésdevant être exécutées par l’Entrepreneur en vertu du Marché.« **Entrepreneur** » désigne la personne physique ou morale, entité privée ou gouvernementale, ou une combinaison de ce qui précède, qui a conclu un Accord-Cadre pour réaliser les Travaux et Services physiques pour un Maître d’Ouvrage, selon le besoin, dans le cadre d’une Commande. « **Personnel de l’Entrepreneur** » désigne tout le personnel que l’Entrepreneur utilise dans l’exécution des Travaux et Services physiques, y compris le personnel, la main-d’œuvre et les autres employés de l’Entrepreneurs et de chaque Sous-traitant ; et tout autre personnel assistant l’Entrepreneur dans l’exécution des Travaux et Services physiques.L’expression « **Exploitation et Abus Sexuels (EAS)** » englobe les significations ci-après :**L’Exploitation Sexuelle**, définie comme le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’une autre personne. **Les Abus Sexuels**, définis comme toute intrusion physique ou menace d’intrusion physique de nature sexuelle, soit par force ou sous des conditions inégales ou par coercition ; **« Le Harcèlement Sexuel (HS) »** est défini comme toute avance sexuelle importune, toute demande de faveurs sexuelles ou tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle par le Personnel de l’Entrepreneur à l’égard d’autres personnels de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage ;Un « **Accord-Cadre à Utilisateur Unique** » signifie un Accord-Cadre où il y a un seul Maître d’Ouvrage, tel que spécifié dans la **CAC 2,2**.« **Sous-traitant** » signifie toute entité à qui l’Entrepreneur sous-traite toute partie des Travaux et Services physiques conformément aux dispositions des Sous-clauses 3.5 et 4.La « **Durée** » désigne la durée du présent Accord-Cadre telle que décrite dans **la CAC 2.4** à compter de la date d’entrée en vigueur. Le cas échéant, il inclut toute prolongation de la Durée initiale, si cela est autorisé dans **la CAC 2.5**. |
| 1. Informations spécifiques de l’Accord-Cadre
 | * 1. Le présent Accord-Cadre porte sur la fourniture, dans le cadre de Commandes séparées, de [*insérer le titre abrégé des Travaux et Services physiques*].
	2. [*indiquer soit* « Il s’agit d’un Accord-Cadre àUtilisateur unique ».  *ou* « Il s’agit d’un Accord-Cadre à Utilisateurs multiples. Tous les Maîtres d’Ouvrage participants sont énumérés à l’Annexe [*insérer le numéro de l’Annexe*]"]
	3. Le Pays du Maître d’Ouvrage est : *[insérer le nom du pays]*
	4. L’Accord-Cadre et les Commandes subséquentes sont régis et interprétés conformément au droit de *[indiquer : «* Pays du Maître d’Ouvrage*», sauf si un autre droit s’applique].*
	5. La Durée du présent Accord-Cadre est de [*indiquer le nombre d’années*] années. [*NOTE : la durée initiale maximale ne doit pas dépasser 3 ans*] à compter de la Date de Commencement.
	6. *[Supprimer la mention inutile si la durée ne doit pas être prolongée]* La Durée peut être prolongée, à la seule discrétion du Maître d’Ouvrage, et en cas d’exécution satisfaisante par le Fournisseur. Pour prolonger la Durée, le Maître d’Ouvrage donnera à l’Entrepreneur un préavis écrit d’au moins trois (3) mois avant la date à laquelle le Contrat-Cadre aurait autrement expiré. La Durée totale de l’Accord-Cadre ne dépassera pas cinq (5) ans.
	7. Les source des indices et des taux de change (le cas échéant) et les indices de Date de Référence sont spécifiés ci-dessous :

*[Lors de la conclusion de l’Accord-Cadre, le cas échéant conformément à la CAC 8, insérer la source convenue des indices, les indices de la date de référence et la source du taux de change.]** 1. Toute notification donnée par une partie à l’autre en vertu du présent Accord-Cadre doit être faite par écrit en utilisant la méthode la plus rapide disponible, telle que le courrier électronique avec accusé de réception. Une notification entrera en vigueur au moment de sa remise ou à la date d’entrée en vigueur de la notification, selon la date la plus tardive.

Les représentants de chaque partie, qui seront le point de contact principal de l’autre partie en ce qui concerne les questions découlant du présent Accord-Cadre, y compris les notifications, sont précisés ci-dessous. En cas de remplacement du représentant, la partie qui le remplace doit informer rapidement l’autre partie par écrit du nom et des coordonnées du nouveau représentant. Tout représentant désigné est autorisé à prendre des décisions sur le fonctionnement quotidien de l’Accord-Cadre.* 1. **Représentants du Maître d’Ouvrage**

 *[Sélectionnez l’une des options suivantes]**OPTION 1 : pour un Accord-Cadre avec Utilisateur unique, utiliser le texte suivant* ]Le nom et les coordonnées du Représentant du Maître d’Ouvrage en vertu du présent Accord-Cadre, ainsi que l’adresse pour les notifications relatives au présent Accord-Cadre, sont les suivants : Nom: Titre/poste: Adresse: Téléphone: Portable:Courriel: *OU* *[OPTION 2 : dans le cas d’un Accord-Cadre à utilisateurs multiples conclu avec* un *Maître d’Ouvrage principal qui est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre et qui est également un Maître d’Ouvrage, insérer le nom du Représentant du Maître d’Ouvrage principal et énumérer tous les autres Représentants des Maîtres d’Ouvrage participants dans une Annexe*:]Le nom et les coordonnées du Représentant du Maître d’Ouvrage principal en vertu du présent Accord-Cadre, ainsi que l’adresse pour les notifications relatives au présent Accord-Cadre, sont les suivants :Nom:Titre/poste:Adresse:Téléphone:Portable:Courriel:Les Représentants de tous les autres Maîtres d’Ouvrage participants sont énumérés à l’Annexe [*insérer le numéro*] du présent Accord-Cadre. OU*[OPTION 3: pour un accord-cadre à utilisateurs multiples conclu par une agence responsable (qui n’est pas également un Maître d’Ouvrage), insérer le texte suivant*]Le nom et les coordonnées du Représentant de l’Agence responsable en vertu du présent Accord-Cadre, ainsi que l’adresse pour les notifications relatives au présent Accord-Cadre, sont les suivants :Nom:Titre/poste:Adresse:Téléphone:Portable:Courriel:Les Représentants de tous les Maîtres d’Ouvrage participants sont énumérés à l’Annexe [*insérer le numéro*] du présent Accord-Cadre.* 1. **Représentants de l’Entrepreneur**

Le nom et les coordonnées du Représentant de l’Entrepreneur, aux fins du présent Accord-Cadre, ainsi que l’adresse pour les notifications relatives au présent Accord-Cadre sont les suivants :Nom:Titre/poste:Adresse:Téléphone:Portable:Courriel: |
| 1. Documents le l’Accord-Cadre
 | * 1. Le présent Accord-Cadre (ACC) doit être lu dans son ensemble. Lorsqu’un document est incorporé par référence dans le présent Accord-Cadre, il est réputé former, être lu et interprété, comme faisant partie du présent Accord-Cadre.
	2. Le présent Accord-Cadre comprend les documents suivants :
1. l’Accord-Cadre, y compris toutes les Sections et Annexes;
2. la notification de la Conclusion de l’Accord-Cadre; et
3. Formulaire de Soumission (provenant de la Procédure Primaire d’Acquisition).
 |
| 1. Obligations de l’Entrepreneur
 | 4.1 L’Entrepreneur s’engage à fournir (offre à commandes) au Maître d’Ouvrage les Travaux et Services physiques décrits dans l’Annexe 1 de l’Accord-Cadre : Travaux et Services physiques à acquérir, pour la Durée du présent Accord-Cadre, conformément aux modalités stipulées dans le présent Accord-Cadre, et s’acquitter de ses obligations avec toute la diligence requise, conformément aux techniques et pratiques professionnelles généralement reconnues, et devra observer de saines pratiques de gestion et employer des technologies de pointe appropriées et des méthodes sûres. * 1. L’Entrepreneur devra répondre à une demande de prix ou à une commande directe d’un Maître d’Ouvrage dans le délai spécifié dans cette demande soit : (i) en soumettant une offre de prix, ou (ii) en acceptant l’attribution de la commande directe, ou (iii) en informant le Maître d’Ouvrage qu’il n’a pas l’intention de fournir les Travaux et Services physiques dans le cadre d’une Commande subséquente.
	2. Pendant la Durée de l’Accord-Cadre, l’Entrepreneur devra continuer d’être éligible et qualifié, et les Travaux et Services physiques doivent continuer d’être éligibles, conformément aux critères de qualification et d’éligibilité stipulés dans la Procédure Primaire d’Acquisition et aux dispositions des paragraphes 4.4 (a) à 4.4 (c) ci-dessous. L’Entrepreneur devra informer immédiatement le Maître d’Ouvrage, par écrit, s’il cesse d’être qualifié et/ou cesse d’être éligible, ou si les Travaux et Services physiques cessent d’être éligibles.
	3. Les Travaux et Services physiques livrés dans le cadre de Commandes subséquentes qui peuvent être attribués par le Maître d’Ouvrage seront :

de la qualité, du type et de ce qui est spécifié dans l’Accord-Cadre, Annexe 1 : Travaux et Services physiques à acquérir;au prix contractuel spécifié dans la Commande ; eten quantités déterminées, aux moments et aux endroits spécifiés dans la Commande subséquente.* 1. L’Entrepreneur accepte que le présent Accord-Cadre et toute disposition supplémentaire énoncée dans une Commande subséquente s’appliquent à la fourniture de Travaux et Services physiques.
	2. **Engagement du Personnel de l’Entrepreneur**

L’Entrepreneur devra prendre des dispositions pour l’engagement de son Personnel.L’Entrepreneur est encouragé, dans la mesure du possible et du raisonnable, à utiliser une main-d’œuvre locale possédant les compétences nécessaires.Le cas échéant, l’Entrepreneur est responsable de l’obtention de tous les permis et/ou visas nécessaires auprès des autorités compétentes pour l’entrée de tout le personnel à employer pour les Travaux et Services physiques dans le pays du Maître d’Ouvrage.L’Entrepreneur fournira à ses frais les moyens de rapatriement à l’ensemble de son personnel employé pour l’exécution des Travaux et Services physiques au lieu où il a été recruté ou à son domicile. Il assurera également un entretien temporaire approprié de toutes ces personnes à partir de la cessation de leur emploi sur le contrat jusqu’à la date prévue pour leur départ. * 1. **Personnes au service du Maître d’Ouvrage**

L’Entrepreneur ne doit pas recruter, ou tenter de recruter, du personnel et de la main-d’œuvre parmi le Personnel du Maître d’Ouvrage.* 1. **Droit du travail**

L’Entrepreneur doit se conformer à toutes les lois du travail applicables au personnel de l’Entrepreneur, y compris les lois relatives à leur emploi, leur santé, leur sécurité, leur bien-être, leur immigration et leur émigration, et leur accorder tous leurs droits légaux.L’Entrepreneur doit, à tout moment pendant l’avancement du Marché, faire de son mieux pour prévenir toute conduite ou comportement illégal, déchaîné ou désordonné de la part ou parmi ses employés et le travail de ses Sous-traitants.L’Entrepreneur doit, dans toutes ses relations avec son personnel actuellement employé sur ou lié au Marché, tenir dûment compte de tous les festivals reconnus, jours fériés, coutumes religieuses ou autres et de toutes les lois et réglementations locales relatives à l’emploi de main-d’œuvre.* 1. **Taux de rémunération et conditions de travail**

L’Entrepreneur doit payer des taux de salaire et observer des conditions de travail qui ne sont pas inférieures à celles établies pour le commerce ou l’industrie où le service est exécuté. Si aucun taux ou condition établi n’est applicable, l’Entrepreneur doit payer des taux de salaire et observer des conditions qui ne sont pas inférieures au niveau général des salaires et des conditions observées localement par les employeurs dont le commerce ou l’industrie est similaire à celui de l’Entrepreneur.L’Entrepreneur doit informer le personnel de l’Entrepreneur de son obligation de payer l’impôt sur le revenu des personnes physiques dans le pays du Maître d’Ouvrage en ce qui concerne ses traitements, salaires, indemnités et avantages éventuels soumis à l’impôt en vertu de l’impôt de la société en vigueur, et l’Entrepreneur s’acquitte ra de tels obligations en ce qui concerne les déductions qui peuvent lui être imposés par ces lois.* 1. **Installations pour le Personnel de l’Entrepreneur**

Le cas échéant, l’Entrepreneur doit fournir et entretenir tous les logements et installations de bien-être nécessaires pour le Personnel de l’Entrepreneur employé pour l’exécution du Marché dans les lieux du pays du Maître d’Ouvrage où les Travaux et Services physiques sont fournis.* 1. **Organisations de travailleurs**

Dans les pays où les lois du travail pertinentes reconnaissent les droits des travailleurs à former des organisations de travailleurs de leur choix, à y adhérer et à négocier collectivement sans ingérence, l’Entrepreneur doit se conformer à ces lois. Dans de telles circonstances, le rôle des organisations de travailleurs légalement établies et des représentants légitimes des travailleurs sera respecté, et ils recevront les informations nécessaires à une négociation significative en temps opportun. Lorsque les lois du travail pertinentes restreignent considérablement les organisations de travailleurs, l’Entrepreneur doit permettre au personnel de l’Entrepreneur d’exprimer ses griefs et de protéger ses droits concernant les conditions de travail et d’emploi. L’Entrepreneur ne doit pas chercher à influencer ou à contrôler ces moyens alternatifs. L’Entrepreneur ne doit pas discriminer ou exercer de représailles contre le personnel de l’Entrepreneur qui participe, ou cherche à participer, à ces organisations et à la négociation collective ou aux mécanismes alternatifs. On s’attend à ce que les organisations de travailleurs représentent équitablement les travailleurs dans la main-d’œuvre.* 1. **Non-discrimination et égalité des chances**

L’Entrepreneur ne doit pas prendre de décisions relatives à l’emploi ou au traitement du personnel de l’Entrepreneur sur la base de caractéristiques personnelles non liées aux exigences inhérentes à l’emploi. L’Entrepreneur doit fonder l’emploi du personnel de l’Entrepreneur sur le principe de l’égalité des chances et du traitement équitable, et ne doit pas faire de discrimination en ce qui concerne les aspects de la relation de travail, y compris le recrutement et l’embauche, la rémunération (y compris les salaires et les avantages sociaux), les conditions de travail et d’emploi, l’accès à la formation, l’affectation des postes, la promotion, la cessation d’emploi ou la retraite, et les pratiques disciplinaires.Les mesures spéciales de protection ou d’assistance visant à remédier à une discrimination ou à une sélection passée pour un emploi particulier fondée sur les exigences inhérentes à l’emploi ne sont pas considérées comme de la discrimination. L’Entrepreneur doit fournir la protection et l’assistance nécessaires pour assurer la non-discrimination et l’égalité des chances, y compris pour des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants et les enfants (en âge de travailler conformément à la Sous-Clause 4.14).* 1. **Travail forcé**

L’Entrepreneur, y compris ses Sous-traitants, ne doit pas employer ou engager de travail forcé ou de personnes soumises à la traite.Le travail forcé consiste en tout travail ou service, non effectué volontairement, qui est exigé d’un individu sous la menace de la force ou de sanction, et comprend tout type de travail involontaire ou obligatoire, tel que le travail asservi, le travail en servitude pour dette ou des arrangements contractuels de travail similaires. La traite des personnes est définie comme le recrutement, le transport, le transfert, l’hébergement ou l’accueil de personnes par la menace ou l’emploi de la force ou d’autres formes de coercition, l’enlèvement, la fraude, la tromperie, l’abus de pouvoir ou une situation de vulnérabilité, ou par l’offre ou l’acceptation de paiements ou d’avantages pour obtenir le consentement d’une personne ayant autorité sur une autre personne, à des fins d’exploitation.* 1. **Travail des enfants**

L’Entrepreneur, y compris ses Sous-traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant de moins de 14 ans, sauf si la législation nationale spécifie un âge plus élevé (l’âge minimum). L’Entrepreneur, y compris ses Sous-traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant entre l’âge minimum et l’âge de 18 ans d’une manière susceptible d’être dangereuse, ou d’interférer avec, l’éducation de l’enfant, ou d’être nuisible à la santé ou au développement physique, mental, spirituel, moral ou social de l’enfant.Un travail considéré comme dangereux pour les enfants est un travail qui, par sa nature ou les circonstances dans lesquelles il est effectué, est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des enfants. Les activités professionnelles interdites aux enfants comprennent le travail :1. en cas d’exposition à des abus physiques, psychologiques ou sexuels;
2. sous terre, sous l’eau, travail en hauteur ou dans des espaces confinés;
3. avec des machines, des équipements ou des outils dangereux, ou impliquant la manutention ou le transport de charges lourdes;
4. dans des environnements insalubres exposant les enfants à des substances, agents ou procédés dangereux, ou à des températures, du bruit ou des vibrations nocifs pour la santé; ou
5. dans des conditions difficiles telles que le travail pendant de longues heures, pendant la nuit ou en confinement dans les locaux de l’employeur.
	1. **Obligations en matière d’hygiène et de sécurité**

4.16 L’Entrepreneur doit se conformer, et doit exiger de ses Sous-traitants qu’ils se conforment, à toutes les réglementations, lois, directives et autres exigences applicables en matière d’hygiène et de sécurité du Personnel de l’Entrepreneur employé pour l’exécuion des Travaux et Services physiques aux lieux du pays du Maître d’Ouvrage où les Travaux et Services physiques sont exécutés.4.17 L’Entrepreneur doit se conformer aux obligations additionnelles spécifiées dans la Commande subséquente .4.18 **Protection de l’environnement**Le cas échéant, l’Entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour :* + 1. protéger l’environnement (à la fois sur et hors des lieux où les Travaux et Services physiques sont exécutés) contre les dommages résultant de ses opérations / et / ou activités; et
		2. limiter les dommages et nuisances aux personnes et aux biens résultant de la pollution, du bruit et d’autres résultats des opérations et/ou activités de l’Entrepreneur.

L’Entrepreneur doit s’assurer que les émissions, les rejets de surface, les effluents et tout autre polluant provenant de ses activités ne dépassent ni les valeurs qui peuvent être indiquées dans les exigences du Maître d’Ouvrage, ni celles prescrites par les lois applicables.En cas de dommages à l’environnement, aux biens et/ou de nuisances aux personnes, sur ou hors des lieux où les Travaux et Services physiques sont exécutés, résultant des opérations et /ou activités de l’Entrepreneur, l’Entrepreneur conviendra avec le Maître d’Ouvrage des actions et délais appropriés pour remettre, dans la mesure du possible, l’environnement endommagé dans son état antérieur. L’Entrepreneur doit mettre en œuvre ces recours à ses frais à la satisfaction du Maître d’Ouvrage.* 1. **Découverte sur le patrimoine culturel**

Tous les fossiles, pièces de monnaie, objets de valeur ou d’antiquité, structures, groupes de structures et autres vestiges ou objets d’intérêt géologique, archéologique, paléontologique, historique, architectural ou religieux trouvés sur les lieux dans le pays du Maître d’Ouvrage où les Travaux et Services physiques sont exécutés seront placés sous la surveillance et la garde du Maître d’Ouvrage. Dès que possible après la découverte d’une telle découverte, l’Entrepreneur doit donner un e notification au Maître d’Ouvrage afin de lui donner l’occasion d’inspecter et/ou d’enquêter rapidement sur la découverte avant qu’elle ne soit perturbée et de donner des instructions pour y remédier.  |
| 1. Maintien des Qualifications et de l’Eligibilité
 | 5.1 L’Entrepreneur devra continuer d’avoir la nationalité d’un pays éligible. Un Entrepreneur ou un sous-traitant est réputé avoir la nationalité d’un pays si l’Entrepreneur est constitué, incorporé ou enregistré dans ce pays, et opère conformément aux dispositions des lois de ce pays, comme en témoignent ses statuts constitutifs (ou des documents équivalents de constitution ou d’association) et ses documents d’enregistrement, selon le cas.* 1. Tous les Travaux et Services physiques devant être fournis dans le cadre d’une Commande subséquente et financés par la BIsD continueront d’être originaires des pays éligibles**.**
	2. Pour continuer à être éligible, l’Entrepreneur ne doit pas avoir été sanctionné par la BIsD, conformément aux Directives anticorruption de la BIsD et conformément à ses politiques et procédures de sanctions en vigueur.
	3. Le Maître d’Ouvrage peut exiger, pendant la Durée de l’Accord-Cadre, la preuve de la qualification et de l’éligibilité de l’Entrepreneur, et de l’éligibilité des Travaux et Services physiques. Le défaut de fournir ces preuves, tel que demandé, peut entraîner l’exclusion de l’Entrepreneur de la participation à une Procédure Secondaire d’Acquisition et/ou de l’attribution d’une Commande subséquente et/ou la résiliation de l’Accord-Cadre.
	4. À l’heure actuelle, les entreprises, les biens et Services des pays suivants sont exclus du présent Accord-Cadre car ils ne sont pas éligibles.

[*[insérer une liste des pays après approbation par la BIsD d’appliquer la restriction ou indiquer « aucun"].* |
| 1. Rôle du Maître d’Ouvrage Principal ou de l’Agence responsable
 | 6.1 Lorsqu’un Maître d’Ouvrage principal ou une Agence responsable est partie à l’Accord-Cadre, son rôle est de gérer et d’administrer l’Accord-Cadre à l’intention du/des Maître/s d’Ouvrage participants. Toutes les communications, y compris les notifications, relatives à l’Accord-Cadre doivent être adressées au Maître d’Ouvrage principal ou à l’Agence responsable. 6.2 Le Maître d’Ouvrage principal ou l’Agence responsable est responsable de toutes les questions relatives à l’Accord-Cadre, y compris, par exemple, les avenants, la suspension et la résiliation de l’Accord-Cadre. Pour les questions relatives aux Commandes subséquentes individuelles, toutes les communications, y compris les notifications, doivent être faites à l’Acheteur nommé dans la Commande. 6.3 Lorsqu’un Maître d’Ouvrage principal ou Agence responsable n’a pas été désigné, le Maître d’Ouvrage désigné est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre et les dispositions de la **CAC 2.10** ci-dessus, en ce qui concerne les communications et les notifications, etc., s’appliquent au Maître d’Ouvrage. |
| 1. Prix du Marché
 | 7.1 Le Prix du Marché pour chaque Commande subséquente est déterminé en appliquant : *[modifier s’il y a lieu]* **En cas de sélection directe** : le(s) Prix de Référence (prix unitaire(s) stipulé(s) dans **l’Annexe 2 de l’Accord-Cadre**, sous réserve des ajustements spécifiés dans **les CAC 8 et 9** ; ou **Pour une Mise en concurrence limitée** : l’offre compétitive retenue, sous réserve des ajustements spécifiés dans **les CAC 8 et 9.**  |
| 1. Ajustements pour variation de Coût
 | * 1. Révisions **du Prix de Référence (prix unitaires) prévus dans l’Accord-Cadre**

 *[Sélectionnez l’une des deux options]**[****OPTION 1****:à utiliser pour les ACC lorsque les indices déterminants liés au(x) prix(s) unitaire(s)*  *ne sont pas prévus varier de plus* de *±5% pendant la Durée de l’ACC.*  *Dans ce cas, utilisez le texte suivant :*« Le(s) prix(s) unitaire(s) proposé(s) par l’Entrepreneur, indiqué(s) dans l’ACC, s’appliquera(ont) à toutes les Commandes subséquentes effectuées pendant la Durée de l’ACC. Le(s)prix unitaire(s) ne feront l’objet d’aucune révision au cours d’une Procédure Secondaire d’Acquisition et/ou de l’attribution d’une Commande subséquente. »] *OU**[****OPTION 2****: à utiliser pour les ACC lorsque les indices déterminants liés au*(x) prix(s*) unitaire(s*) *sont prévus varier de plus de ±5% pendant la durée de l’ACC.*  *Dans ce cas, utilisez le texte suivant :*« Le(s) prix(s) unitaire(s) proposé(s) indiqué(s) dans l’ACC, s’appliquera(ont) à toutes les Commandes subséquentes effectuées dans la période de *[insérer le nombre de mois en fonction de la tendance de la volatilité des prix] mois* à compter de la date de conclusion de l’ACC. Pour toute Commande attribuée après cette période spécifiée, le(s) prix(s) unitaire(s) fait(font) l’objet d’un ajustement comme suit :1. pour les Commandes attribuées selon la Procédure Secondaire d’Acquisition sur la base d’offres de prix concurrentielless (mise en concurrence limitée), les Entrepreneurs seront tenus de proposer des prix qui ne dépassent pas leur(s) prix(s) unitaire(s) révisé(s), comme indiqué ci-dessous;
2. pour les Commandes attribuées selon la Procédure Secondaire d’Acquisition impliquant une sélection directe (c.-à-d. non attribués dans le cadre d’une mise en concurrence), l’ajustement de prix ci-dessous sera appliqué au(x) prix(s) unitaire(s) de ce Entrepreneur pour déterminer le prix de la Commande.

L’ajustement de prix est destiné à refléter les fluctuations dans le coût des intrants, au cours de la période pertinente de l’ACC. Lorsqu’uned révision de prix s’applique, elle est calculée comme suit :$$P\_{1}=P\_{0 }\left[a+\frac{bL\_{1}}{L\_{0}}+\frac{bM\_{1}}{M\_{0}}\right]-P\_{0}$$a+b+c = 1dans laquelle:P1 =Prix unitaire de la Commande.P0 = prix unitaire, tel que décrit dans l’Accord-cadre, Annexe 2 : Programme d’Activités. a =élément fixe représentant les bénéfices et les frais généraux.b = pourcentage estimé de la composante main-d’œuvre.c = pourcentage estimé des autres intrants.L0, L1 = indices de main-d’œuvre applicables à l’industrie appropriée dans le pays d’origine à la date de Référence et à la date d’ajustement, respectivement.M0, M1 =indices des autres intrants à la date de Référence et à la date d’ajustement, respectivement, dans le pays d’origine.La source des indices, la source du taux de change (le cas échéant) et la Date de Référence des indices sont spécifiés dans **la CAC 2.7**.Les coefficients sont les suivants :a = *[insérer la valeur du coefficient; généralement, dans la plage de 5 à 15 %]*b = *[insérer la valeur du coefficient]*c = *[insérer la valeur du coefficient]*Date de Référence *= [insérer la date précise qui était la date de trente (30) jours avant la date limite de remise des Offres dans le cadre de la Procédure Primaire d’Acquisition]*Date de la révision = :1. *Pour la sélection directe : la date 30 jours précédant l’établissement* de la Commande
2. *Pour la Mise en concurrence limitée: la date 30 jours précédant la Demande de Prix.*

Si la monnaie dans laquelle le prix du Marché (P0) est exprimé est différente de la monnaie d’origine des indices de main-d’œuvre et de matériaux, un facteur de correction sera appliqué pour éviter des ajustements incorrects du(des) prix unitaire(s). Le facteur de correction est de : Z 0 / Z1, où:Z0 = nombre d’unités de monnaie du pays d’origine des indices qui égalent à une unité de la monnaie du prix du Marché P0 à la date de Référence, etZ1  = nombre d’unités de monnaie du pays d’origine des indices qui égalent à une unité de la monnaie du prix du Marché P0 à la date de l’ajustement. |
| 1. Ajustements pour pour Modifications des lois et règlements
 | * 1. Si, après la date de 28 jours précédant la date de remise de l’Offre pour l’Accord-Cadre, ou si, après la date du présent Marché, il y a un changement dans la loi applicable en matière de taxes et de droits qui augmente ou diminue le coût des Travaux et Services physiques fournis par l’Entrepreneur, alors la rémunération et les frais remboursables autrement payables à l’Entrepreneur en vertu du présent Marché seront augmentés ou diminués en conséquence par accord entre les parties, et des ajustements correspondants seront apportés aux montants visés aux sous-clauses 6.2 (a) ou (b), selon le cas. Nonobstant ce qui précède, ces coûts supplémentaires ou réduits ne seront pas payés ou crédités séparément s’ils ont déjà été comptabilisés dans les dispositions relatives à l’ajustement des prix, le cas échéant, conformément à la **CAC 8**.
 |
| 1. Régie
 | * 1. S’il y a lieu, les tarifs de travail en régie indiqués dans l’Offre de l’Entrepreneur ne seront utilisés pour de petites quantités supplémentaires de Travaux et Services physiques que lorsque le Maître d’Ouvrage a donné des instructions écrites à l’avance pour que les Travaux et Services physiques supplémentaires soient payés de cette façon. Tous les Travaux et Services physiques à payer en tant que travail en régie doivent être enregistrés par l’Entrepreneur sur des formulaires approuvés par le Maître d’Ouvrage.
 |
| 1. Sous-traitance
 | * 1. L’Entrepreneur notifiera par écrit au Maître d’Ouvrage tous les contrats de sous‑traitance attribués dans le cadre de la Commande qui ne sont pas déjà identifiés dans l’Accord-Cadre. Cette notification, fournie dans l’Accord-Cadre ou ultérieurement, ne dégagera pas la responsabilité de l’Entrepreneur, et ne le libérera d’aucune des obligations qui lui incombent en vertu de la Commande.
 |
| 1. Indentification des Défauts, correction de défauts et pénalité pour défaut de performance
 | * 1. Le Maître d’Ouvrage supervisera la performance de l’Entrepreneur et lui notifiera tout Défaut constaté. Cette vérification n’affectera pas les responsabilités de l’Entrepreneur. Le Maître d’Ouvrage peut demander à l’Entrepreneur de rechercher un Défaut et de découvrir et de tester tout service qu’il considère comme pouvant présenter un Défaut. La période de responsabilité pour Défaut est celle spécifiée dans la Commande. La période de responsabilité des Défauts sera prolongée aussi longtemps que les Défauts restent à corriger.
	2. Lorsqu’une notification de Défaut est donnée, l’Entrepreneur doit corriger le Défaut notifié dans le délai spécifié dans la notification du Maître d’Ouvrage.
	3. Si l’Entrepreneur n’a pas corrigé un Défaut dans le délai spécifié dans la notification du Maître d’Ouvrage, le Maître d’Ouvrage évaluera le coût de la correction du Défaut et le déduira des paiements dus à l’Entrepreneur, le cas échéant, ou sinon l’Entrepreneur devra rembourser le montant évalué.
 |
| 1. Force Majeure
 | * 1. L’Entrepreneur ne sera pas exposé à la saisie de sa Garantie de bonne exécution, à des pénalités ou à la résiliation du Marché pour défaillance si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement dans l’exécution des obligations qui lui incombent au titre de l’Accord-Cadre ou de la Commande est dû à un cas de Force majeure.
	2. Aux fins du Marché, l’expression « Force majeure » désigne un événement échappant au contrôle raisonnable d’une Partie et qui rend impossible la performance d’une Partie de ses obligations envers le Marché, ou si impraticable qu’elle est considérée impossible dans les circonstances.
	3. Le manquement d’une Partie à l’une de ses obligations en vertu du Montrat ne sera pas considéré comme une violation ou un défaut en vertu du présent Marché dans la mesure où cette incapacité découle d’un événement de Force Majeure, à condition que la Partie affectée par un tel événement : (a) ait pris toutes les précautions raisonnables, la diligence requise et les mesures alternatives raisonnables afin d’exécuter les termes et conditions du présent Marché, et (b) a informé l’autre Partie dès que possible de la survenance d’un tel événement. .
	4. Tout délai dans lequel une partie doit, en vertu du présent Marché, accomplir une action ou une tâche, sera prolongé d’une période égale à la période pendant laquelle cette partie n’a pas été en mesure d’effectuer cette action en raison d’un cas de Force Majeure.
	5. Pendant la période d’incapacité de fournir les Travaux et Services physiques à la suite d’un événement de Force Majeure, l’Entrepreneur aura le droit de continuer à être payé selon les termes du présent Marché, ainsi que d’être remboursé des frais supplémentaires raisonnablement et nécessairement encourus par lui pendant cette période aux fins des Travaux et Services physiques et pour réactiver les Travaux et Services physiques après la fin de cette période.
 |
| 1. Langue
 | 14.1 La langue du présent Accord-Cadre, et toute Commande subséquente est *[insérer la langue]*. Les documents complémentaires et les imprimés faisant partie de l’Accord-Cadre, et de toute Commande, pourront être rédigés dans une autre langue, à condition d’être accompagnés d’une traduction exacte dans la langue spécifiée. Dans ce cas, aux fins d’interprétation du Marché, cette traduction fera foi.14.2 L’Entrepreneur assumera tous les coûts de traduction dans la langue applicable et tous les risques relatifs à l’exactitude de cette traduction, pour ce qui concerne les documents qu’il fournit. |
| 1. Fraude et Corruption
 | 15.1 La BIsD exige l’application des Directives Anti Corruption de la BIsD et des Politiques de santions y afférentes, ainsi que les procédures établies dans le Cadre des Sanctions de la BIsD, telles qu’elles figurent dans l’Annexe des Clauses de cet Accord-Cadre (Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption).. 15.2 Le Maître d’Ouvrage exige que l’Entrepreneur divulgue tous avantages, gratifications ou commissions versés ou qui doivent être versés en rapport avec les Procédures Primaire ou Secondaire d’Acquisition ou l’exécution d’une Commande. Les renseignements divulgués doivent au minimum inclure les noms et l’adresse de chaque agent ou autre entité, le montant et la monnaie et le motif du versement de l’avantage, la gratification ou la commission. |
| 1. Inspections et audit par la BIsD
 | 16.1 L’Entrepreneur doit maintenir, et s’assurer que ses sous-traitants maintiennent des comptes et une documentation systématiques et exacts en relation avec l’Accord-Cadre, les Travaux et Services physiques et toute Commande, dans une forme et de manière détaillée afin d’établir les changements de délai et coûts.16.2 Conformément à l’Annexe de l’Accord-Cadre (Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption), l’Entrepreneur autorisera et fera en sorte que ses agents (déclarés ou non), sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et personnel, permettent à la BIsD et/ou aux personnes désignées par la BIsD d’inspecter le site et/ou les comptes, registres et autres documents relatifs au processus de demande de prix, à l’attribution et/ou à l’exécution de l’Accord-Cadre et/ou toute Commande subséquente. L’Entrepreneur et ses sous-traitants devront prendre en considération les dispositions de la **CAC 1**5 (Fraude et Corruption) selon laquelle toute action entravant de manière significative les actions prises par la BIsD en matière d’inspection et d’audit constitue une pratique interdite et pourra conduire à la résiliation du Marché (ainsi qu’à une déclaration d’inéligibilité, conformément aux procédures de sanctions de la BIsD en vigueur). |
| 1. Informations confidentielles
 | 17.1 Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur devront respecter le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l’autre partie au titre du Marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l’autre partie, que ces renseignements aient été fournis directement ou indirectement par l’une des parties en relation avec l’Accord-Cadre. 17.2 L’obligation imposée à une partie en vertu de **la CAC 17.1** ci-dessus, ne s’appliquera pas aux renseignements suivants : 1. ceux que le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur doivent partager avec la BIsD ou d’autres institutions participant au financement d’une Commande ;
2. ceux qui, à présent ou ultérieurement, appartiennent ou appartiendront au domaine public, sans que la partie en cause soit en faute ;
3. ceux dont il peut être prouvé qu’ils étaient en possession de la partie en cause lorsqu’ils ont été divulgués et qu’ils n’avaient pas été obtenus préalablement, de manière directe ou indirecte, de l’autre partie ; ou
4. ceux qui sont mis légitimement à la disposition de la partie en cause par une tierce partie non tenue au devoir de confidentialité.
 |
| 1. Modification de l’Accord-Cadre
 | 18.1 Toute modification du présent Accord-Cadre, y compris une extension de Durée, doit être effectuée par écrit et signée par les deux Parties. Une modification peut être faite à tout momentaprès la signature de l’Accord-Cadre par les deux Parties, et avant son expiration.  |
| 1. Cession
 | 19.1 À moins d’en avoir reçu par écrit le consentement préalable du Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre de l’Accord-Cadre et/ou des Commandes. |
| 1. Résiliation de l’Accord-Cadre
 | * 1. Le Maître d’Ouvrage, sans préjudice de tout autre recours en cas de violation de l’Accord-Cadre ou de Commande, peut résilier le présent Accord-Cadre immédiatement, par notification écrite au Fournisseur, si :

de l’avis du Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur s’est livré à la Fraude et la Corruption, oupendant la Durée de l’Accord-Cadre, l’Entrepreneur cesse d’être qualifié ou éligible, ou l’Entrepreneur prétend céder, transférer ou autrement aliéner le présent Accord-Cadre et/ou la Commande, en tout ou en partie, sans le consentement écrit préalable du Maître d’Ouvrage, oul’Entrepreneur fait faillite ou devient autrement insolvable, oul’Entrepreneur ne remplit aucune autre obligation en vertu de l’Accord-Cadre et/ou de toute Commande.* 1. Le Maître d’Ouvrage peut résilier le présent Accord-Cadre et/ou toute Commande, en tout ou en partie, par notification écrite envoyée à l’Entrepreneur, à tout moment, à sa convenance. La notification de résiliation doit préciser que la résiliation est à la convenance du Maître d’Ouvrage, la mesure dans laquelle l’exécution de l’Entrepreneur en vertu de l’Accord-Cadre est résiliée et la date à laquelle cette résiliation prend effet.
	2. À l’expiration ou à la résiliation anticipée du présent Accord-Cadre, toutes les Commandes déjà effectuées en vertu du présent Accord-Cadre resteront pleinement en vigueur. Toutefois, aucune autre Commande ne sera effectuée après la résiliation de l’Accord-Cadre.
 |
| 1. Règlement des Différends liés à l’Accord-Cadre
 | * 1. Dans le cas d’un différend découlant du présent Accord-Cadre ou des marchés sur Appel, les Parties devront déployer de bonne foi tous les efforts raisonnables pour communiquer et coopérer entre elles en vue de résoudre le différend à l’amiable.
	2. Lorsque les parties ont épuisé le processus décrit dans **la CAC 21.1**, elles peuvent, d’un commun accord, désigner un conciliateur/médiateur et lui référer le différend pour obtenir son assistance à le trancher. Les Parties assumeront leurs propres coûts associés à un tel référé et partageront les coûts de conciliateur. Lors de la désignation du conciliateur, les Parties devraient convenir si la décision du conciliateur sera définitive et exécutoire ou non.
	3. Tout autre mécanisme de règlement des différends pour les Commandes subséquentes sera tel que spécifié dans chaque Commande.
 |

Annexe de l’Accord-Cadre :

Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption

**[*Ne pas modifier le texte de cette Annexe.]***

#### Politiques d’Acquisition - Directives pour l’Acquisition de Biens, Travaux et services connexes financés dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement - Avril 2019, révision Février 2023:

**Fraude et Corruption**

1.39 Les règles de la BIsD exigent que les Bénéficiaires ainsi que les Firmes, Entrepreneurs, et leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non), les sous-traitants, les prestataires de services ou fournisseurs, ainsi que les personnels de ces entités, observent les règles d’éthique professionnelle les plus strictes, lors de la procédure d’acquisition et de l’exécution de marchés financés par la BIsD[[10]](#footnote-10). En vertu de ce principe, les exigences des *Directives Anti-Corruption du Groupe de la BIsD pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans les Projets Financés par la BIsD* et les procédures de sanctions doivent être appliquées en tous instants. En application de cette politique, la BIsD:

1. définit comme suit, pour les besoins de la présente disposition, les expressions suivantes:
2. «Pratique de corruption » signifie l’offre, le don, la sollicitation ou l’acceptation, directement ou indirectement, d’un quelconque avantage en vue d’influer indûment l’action d’une autre personne ou entité;
3. “Pratique frauduleuse” signifie tout acte ou omission, ou présentation erronée des faits, qui, délibérément ou par imprudence intentionnelle, induit ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation;
4. “Pratique collusoire” signifie un arrangement entre deux ou plusieurs parties qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur les actions d’une autre partie;
5. “Pratique coercitive” signifie tout acte visant à nuire ou porter préjudice, ou menacer de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une partie ou à ses biens en vue d’en influer indûment les actions; et
6. “Pratique obstructive” signifie tout acte à effet de détruire, falsifier, altérer ou dissimuler délibérément les preuves sur lesquelles se fonde une enquête de la BIsD en matière de corruption ou de pratiques frauduleuses, coercitives ou collusives, ou faire de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menacer, harceler ou intimider quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou visant à entraver délibérément l’exercice par la BIsD de son droit d’examen tel que prévu au paragraphe 1.39 (e) ci-dessous.
7. rejettera la proposition d’attribution du marché si elle établit que le Soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le marché, ou tout membre de son personnel, ou ses agents, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés), est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s’est livré à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l’obtention de ce marché;
8. déclarera l’acquisition non conforme et annulera la fraction du Financement de Projet allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants du Bénéficiaire ou d’un bénéficiaire des produits du Financement de Projet s’est livré à la corruption, à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure d’acquisition ou l’exécution du marché en question sans que le Bénéficiaire ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la BIsD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’information de la BIsD lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques;
9. sanctionnera à tout moment une Firme ou un individu, en application des procédures de sanctions de la BIsD[[11]](#footnote-11), y compris en déclarant publiquement cette Firme ou cet individu exclu indéfiniment ou pour une période déterminée:
10. de toute attribution de marché financé par la BIsD; et
11. de la possibilité d’être retenu comme sous-traitant, Consultant, fournisseur, ou prestataire de service au profit d’une Firme par ailleurs susceptible de se voir attribuer un contrat financé par la BIsD; et
12. exigera que les Dossiers d’Appel d’Offres et les marchés financés par la BIsD contiennent une disposition requérant des Soumissionnaires, y compris leurs agents, leurs personnels, leurs sous-traitants, leurs prestataires de services ou fournisseurs, qu’ils autorisent la BIsD à examiner tous les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la soumission des Propositions et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD.

**Accord-Cadre – Annexes**

**Annexe 1 : Travaux et Services physiques à acquérir**

***[insérer les détails de la description des Travaux et Services physiques, l’énoncé de la méthode, le programme de travail indicatif et le personnel et sous-traitants clés ]***

ANNEXE 2 : Programme d’Activités

**[*insérer le Programme d’Activités chiffré convenu]***

ANNEXE 3 : Formulaires de Garantie

Formulaires de Garantie pouvant être exigés lors des Commandes

1. Garantie de bonne exécution

2. Garantie de remboursement de l’avance de démarrage

Modèle de Garantie de Bonne Exécution

(Garantie bancaire)

*[Sur demande de l’Entrepreneur, la banque (garant) remplit cette garantie de bonne exécution type conformément aux indications en italiques]*

Intitulé du Marché : *[insérer l’intitulé]*

*[insérer les nom et adresse de la banque d’émission]*

**Bénéficiaire :** *[insérer les noms et adresse du Maître d’Ouvrage]*

**Date :** *[insérer date]*

**Garantie de bonne exécution no.** : *[insérer No]*

**Garant:** *[insérer le nom de la banque, et l’adresse de l’agence émettrice, sauf si cela figure à l’en-tête]*

**Marché No**: *[insérer la référence du Maître d’Ouvrage pour le Marché spécifique]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom de l’Entrepreneur]* (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu avec vous le Marché no*. [insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour la réalisation de *[insérer la description des Travaux et Services physiques]* (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande de l’Entrepreneur, nous *[insérer le nom de la banque]*nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres. Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l’Agence d’Exécution.] [insérer la somme en lettres].* Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le *[insérer la date]* jour de *[insérer le mois]* *[insérer l’année]*, [[12]](#footnote-12) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande de la CCI - 2010, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a)(ii) qui est exclu par la présente.

*[Insérer le nom et la fonction de la personne habilitée à signer la garantie au nom de la banque]*

*[Insérer la signature]*

*Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation.*

 Modèle de Garantie de Restitution d’Avance

(Garantie bancaire sur demande)

**Garant :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de l’Agence d’Exécution*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de restitution d’avance No :**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que *[insérer le nom de l’Entrepreneur, qui dans le cas d’un GE sera le nom du GE]* (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a conclu le Marché No. *[insérer le numéro de référence du marché]* daté *[insérer la date]*, avec le Bénéficiaire pour l’exécution de [*nom du marché et une brève description des Travaux et Services physiques]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, une avance d’un montant de [*insérer la somme en chiffres*] [*insérer la somme en lettres*] est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du Donneur d’ordre, nous prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à [*insérer la somme en chiffres*] [*insérer la somme en lettres*][[13]](#footnote-13). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre :

(a) a utilisé l’avance à d’autres fins que l’exécution des Travaux et Services physiques faisant l’objet du Marché; ou bien

(b) n’a pas remboursé l’avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d’ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l’avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’offre portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à [*nom et adresse de la banque*].

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l’avance effectués par le Donneur d’ordre tels qu’ils figurent aux décomptes mensuels ou certificats de paiement dont la copie nous sera présentée.

La présente garantie expirera au plus tard à la réception d’une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l’exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : \_\_\_.[[14]](#footnote-14) En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a)(ii) qui est exclu par la présente.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[*Signature*]

***Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

**Annexe 4 : Procédure Secondaire d’Acquisition**

La présente section contient les méthodes et les critères que l’Agence d’Exécution devra utiliser pour mener un processus de Passation de Marchés secondaire afin de sélectionner un Entrepreneur et d’attribuer une Commande subséquente en vertu du présent Accord-Cadre.

*[L’Agence d’Exécutions devra sélectionner les critères jugés appropriés pour la Procédure Secondaire d’Acquisition, en utilisant les exemples de texte fournis ci-dessous ou toute autre formulation acceptable, et supprimer le texte en italique.*

*La (les) Procédure(s) Secondaire(s) d’Acquisition qui sera(ont) décrite(s) dans la présente Annexe doivent être conformes à la (aux) Procédure(s) Secondaire(s) d’Acquisition énoncée(s) dans l’Appel d’Offresqui a abouti à la conclusion de l’Accord-Cadre.]*

1. Procédure(s) Secondaire(s) d’Acquisition

La (les) Procédure(s) Secondaire(s) d’Acquisition qui s’appliquent à la sélection d’un Fournisseur pour l’attribution d’une Commande subséquente en vertu du présent Accord-Cadre [est/sont] *[insérer les types* de Procédure(s) Secondaire(s) d’Acquisition *qui s’appliquent. Il peut s’agir de méthodes utilisées à titre d’exemples ci-dessous, ou de toute autre méthode approuvée par la BIsD.] :*

1. Demande de prixcompétitives par le biais de mise en concurrence limitée,
2. la sélection directe en fonction de l’emplacement, et
3. sélection directe basée sur une répartition équilibrée des Travaux et Services physiques.
4. *[ajouter toute autre méthode applicable]*

La procédure d’application des méthodes d’acquisition décrites au paragraphe 1 ci-dessus est la suivante.

* 1. **Demande de prixcompétitive ( mise en concurrence limitée)** *[supprimer la mention inutile conformément au paragraphe 1 ci-dessus]*

Le Maître d’Ouvrage préparera une Demande de Prix (DP) et invitera tous les Entrepreneurs éligibles d’un Accord-Cadre pour les Fournitures à acquérir en vertu de la Commande, afin de soumettre des offres de prix compétitives.

La DP comprendra *:*

1. les Travaux et Services physiques à réaliser
2. Lieu(x) de réalisation
3. date(s) ou calendrier(s) de réalisation
4. quantité, si applicable
5. tous principes applicables et modalités de l’inspection de la qualité des Travaux et Services physiques par le Maître d’Ouvrage
6. les critères à appliquer à l’évaluation des offres de prix
7. les critères d’attribution, par exemple:

Le Maître d’Ouvrage attribuera la Commande à l’Entrepreneur dont la(les) Offres ont été déterminée(s) comme étant :

conforme(s) pour l’essentiel à la DP; et

* de coût évalué le plus bas.
1. Date limite de remise des offres de prix
2. référence aux modalités de Commande subséquente, qui doivent s’appliquer à la fourniture des Travaux et Services physiques;
3. demander aux Entrepreneurs de démontrer qu’ils continuent d’être éligibles et qualifiés pour fournir les Travaux et Services physiques ;
4. *toute autre information pertinente.*

Les prix indiqués pour les Travaux et Services physiques seront basés sur des taux unitaires qui ne sont pas supérieurs aux taux correspondants établis dans l’Accord-Cadre, Annexe 2: Programmes d’Activités chiffré ajustées pour toute modification des lois et règlements conformément aux dispositions spécifiques de l’ACC *[OU utiliser le texte suivant si les taux unitaires établis dans l’Accord-Cadre font l’objet d’un ajustement de prix:* « Les prix indiqués pour les Travaux et Services physiques seront basés sur des taux unitaires qui ne sont pas supérieurs aux taux correspondants établis dans l’Accord-Cadre, Annexe 2: Programmes d’Activités chiffré, ajustés en appliquant la formule de révision des prix et tout ajustement pour modification des lois et règlements conformément aux dispositions spécifiques de l’ACC"].

* 1. ***Sélection directe dans le cadre d’un Accord-Cadre à Entrepreneur unique***

Le Maître d’Ouvrage émettra une Commande subséquente à l’Entrepreneur en utilisant les prix/mécanismes de tarification énoncés dans l’Accord-Cadre, Annexe 2 ou tel qu’ajusté par la formule de révision de prix convenue, le cas échéant conformément à **la CAC 8,** et toute modification de loi et réglementation conformément à **la CAC** **9.**

* 1. **Sélection directe fondée sur la localisation** *[Supprimer la mention inutile conformément au paragraphe 1 ci-dessus]*

Le Maître d’Ouvrage sélectionnera un Entrepreneur éligible titulaire d’un Accord-Cadre, pour livrer les Travaux et Services physiques, en fonction de l’Entrepreneur le mieux à même de fournir les Travaux et Services physiques, en fonction de l’endroit où les Travaux et Services physiques doivent être fournies.

Le Maître d’Ouvrage émettra une Commande subséquente en utilisant les prix/mécanismes de tarification énoncés dans l’Accord-Cadre, Annexe 2 ou tel qu’ajusté par la formule de révision de prix convenue, le cas échéant conformément à **la CAC** **8**, et toute modification de toute loi et réglementation conformément à **la CAC** **9.**

* 1. **Sélection directe fondée sur une répartition équilibrée des Travaux et Services physiques** *[supprimer la mention inutile conformément au paragraphe 1 ci-dessus]*

Le Maître d’Ouvrage alternera l’attribution des Commandes entre tous les Entrepreneurs éligibles titulaires de l’Accord-Cadre, sur la base d’une répartition équilibrée de la fourniture sujette à une limite supérieure. La limite supérieure est la suivante : *[insérer soit la limite supérieure* *en « valeur », soit la limite supérieure en « quantité »].*

La (les) premiére(s) Commande(s) sera(ont) attribuée(s) à l’Entrepreneur dont l’Accord-Cadre a le coût évalué le plus bas. Le premier Entrepreneur continuera de se voir attribuer des Commandes jusqu’à ce que le total *[insérer soit : valeur/quantité] de toutes les Commandes attribuées atteigne la limite supérieure [insérer soit : « valeur » ou « quantité »].*

Un deuxième Entrepreneur, de l’Accord-Cadre qui a le deuxième coût évalué le plus bas, se verra alors attribuer les Commandes subséquentes jusqu’à ce que le *total [insérer soit : « valeur » ou « quantité »]* de toutes les Commandes attribuées atteigne la limite supérieure *[insérer soit : « valeur » ou « quantité »]*. Et ainsi de suite.

Le Maître d’Ouvrage émettra une Commande subséquente en utilisant les prix/mécanisme de tarification énoncés dans l’Accord-Cadre, Annexe 2 ou tel qu’ajusté par la formule de révision de prix convenue, le cas échéant, conformément à **la CAC 8**, le cas échéant et à toute modification des lois et règlements conformément à **la CAC** **9**.

* 1. *[ajouter toute autre méthode applicable]*
1. Formation de la Commande

Le Maître d’Ouvrage doit confirmer que l’Entrepreneur sélectionné continue d’être qualifié et éligible conformément à l’Accord-Cadre avant la formation de la Commande. La Commande est effectuée lorsque l’une des conditions suivantes est remplie selon la Procédure Secondaire d’Acquisition utilisée.

*[Décrivez la ou les procédures qui s’appliquent à la formation de la Commande. Soyez précis, p. ex.]*

* 1. **Pour les demandes de prix compétitives par mise en concurrence limitée utilisant une demande de prix,** la Commande sera effectuée lorsque : *[sélectionnez l’une des trois options]*

OPTION 1

« le Maître d’Ouvrage émet la lettre d’attribution de la Commande à l’Entrepreneur retenu. » *[****ajouter le cas échéant*** *: «* Après la formation du marché, par offre et acceptation, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur signent une Commande conformément au formulaire figurant dans l’Accord-Cadre*.* *« ] OU*

OPTION 2

« le Maître d’Ouvrage transmet, à l’Entrepreneur retenu, une Commande pour signature et retour, et la Commande est signée à la fois par le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur. La date à laquelle la Commande est effectuée est la date à laquelle la dernière signature est exécutée.

OPTION 3

« le Maître d’Ouvrage transmet, à l’Entrepreneur retenu, un bon de commande pour les Travaux et Services physiques et l’Entrepreneur accepte la commande. »  *(décrivez comment cela se produira, par exemple par courriel avec accusé de réception, bon de commande signé, etc.)* *).*

* 1. **Pour une sélection directe basée sur l’emplacement ou la répartition équilibrée des Travaux et/ou Services,** la Commande est effectuée lorsque le Maître d’Ouvrage transmet, à l’Entrepreneur retenu, une Commande pour signature et retour, et la Commande est signée par le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur. La date à laquelle la Commande est effectuée est la date de la dernière signature ou la date convenue par les parties.
1. Communication de l’attribution de la Commande subséquente

*[Décrivez le processus d’annonce de l’attribution d’une Commande, p. ex.*

Le Maître d’Ouvrage communiquera, en même temps que l’attribution du marché, l’attribution de la Commande dans les cas suivants :

1. Sélection directe à tous les Entrepreneurs de l’ACC pour les articles inclus dans la Commande.
2. sélection sur la base d’offres de prix compétitives (par mise en concurrence limitée) à tous les Entrepreneurs invités à soumettre une offre de prix.

La communication doit se faire par les moyens les plus rapides possibles, par exemple par courrier électronique, et doit inclure, au minimum, les informations suivantes :

1. le nom et l’adresse de l’Entrepreneur retenu ;
2. la quantité/le volume des Travaux et Services physiques commandés;
3. le montant (prix) de la commande ;
4. la déclaration des motifs pour lesquels l’Entrepreneur destinataire n’a pas été retenu.]
5. Réclamation concernant l’attribution d’une Commande subséquente

Un Entrepreneur non retenu peut soumettre une réclamation concernant la décision d’attribuer une Commande. Dans ce cas, le processus de dépôt d’une réclamation est le suivant : *[décrire le processus de réclamation. Au minimum, le processus devrait comprendre les éléments suivants :*

1. la réclamation doit être adressée par écrit au Maître d’Ouvrage, par les moyens les plus rapides disponibles, par exemple par courrier électronique.
2. Le Maître d’Ouvrage traitera la réclamation dans un délai raisonnable.
3. la réception d’une réclamation n’interdit pas l’attribution de la Commande et aucune période d’attente ou interruption du processus ne s’appliquera.

**Demande de Prix**

**Procédure Secondaire d’Acquisition en vertu d’un Accord-Cadre**

**(méthode : mise en concurrence limitée)**

|  |  |
| --- | --- |
| **De:** | **[*Insérer le nom légal du Maître d’Ouvrage*]** |
| **Représentant du Maître d’Ouvrage :** | [*Insérer le nom du représentant du Maître d’Ouvrage*] |
| **Titre/Pos**ition **:** | [*Insérer le titre ou la position des représentants*] |
| **Adresse** **:** | [*Insérer l’adresse du Maître d’Ouvrage*] |
| **Téléphone** **:**  | [*Insérer le numéro de téléphone des représentants*] |
| **Messagerie électronique** **:** | [*Insérer l’adresse courriel des représentants*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **À:** | **[*Insérer le nom légal de l’Entrepreneur*]** |
| **Représentant de l’Entrepreneur :** | [*Insérer le nom du représentant de l’Entrepreneur*] |
| **Titre/Pos**ition **:** | [*Insérer le titre ou la position des représentants*] |
| **Adresse** **:** | [*Insérer l’adresse de l’Entrepreneur*] |
| **Téléphone** **:** | [*Insérer le numéro de téléphone des représentants*] |
| **Messagerie électronique** **:** | [*Insérer l’adresse courriel des représentants*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **Accord-**C**adre (ACC) :** | **[*Insérer le titre abrégé de*** *l’ACC***]** |
| **Date de l’ACC :** | [*insérer la date de l’ACC*] |
| **Numéro de référence ACC** : | [*Insérer la référence ACC*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **N° de référence** DC**:** | [*Insérer la référence*] |
| **Date de l**a DP **:** | [*Insérer la date de la DDQ]* |
| DP **émis :** | Cette DP a été transmise par: « courrier » ou « courriel » *ou «*télécopie » |

**Pièces jointes:**

Annexe 1 : Travaux et Services physiques à acquérir

Annexe 2 : Formulaire de Demande de Prix

Annexe 3 : Commande pour les Travaux et Services physiques **[*il peut s’agir du formulaire de la Commande ou d’un autre modèle acceptable*]**

A [*insérer le nom du Représentant de l’Entrepreneur*],

1. **Demande de Prix (DP)**

En référence à l’Accord-Cadre (ACC) ci-dessus, vous êtes invité à soumettre votre offre de prix la plus compétitive dans le cadre de la présente Procédure Secondaire d’Acquisition. La DP concerne les Travaux et Services physiques [*ajouter le cas échéant* : « et les Services connexes »] décrits à l’Annexe 1 : Travaux et Services physiques à acquérir, jointe à la présente DP.

1. **Prix**
2. Votre Offre de Prix doit être soumise dans le format indiqué à l’Annexe 2 : Formulaire d’Offre de Prix de l’Entrepreneur.
3. Votre Offre de Prix pour les Travaux et Services physiques sera basée sur des taux unitaires qui ne sont pas plus élevés que les taux correspondants établis dans l'Accord-Cadre, Annexe 2 : Programmes d'Activités, ajustés pour tout changement dans les Lois et Règlements conformément aux Clauses Particulières de l'ACC. [OU *utilisez le texte suivant si les taux unitaires établis dans l'Accord-Cadre font l'objet d'un ajustement de prix* : « Votre offre de prix pour les Travaux et Services physiques sera basée sur des taux unitaires qui ne sont pas plus élevés que les taux correspondants établis dans l'Accord-Cadre, Annexe 2 : Programme d'Activités, ajustés en appliquant la formule de révision de prix et tout ajustement pour changement de Lois et de Règlements conformément aux Clauses Particulières de l'ACC »]. »]
4. Le prix que vous proposez sera fixe et ne fera l’objet d’aucun autre ajustement.
5. L’Offre de Prix sera libellée dans la ou les mêmes monnaie(s) spécifiée(s) dans l’Accord-Cadre, Annexe 2 : Programmes d’Activités chiffré.
6. L’Offre de Prix sera valable pour une période de [*insérer le nombre de jours calendaires*]
7. **Clarifications**

Si vous avez besoin de précisions concernant cette DP, envoyez votre demande par écrit (courriel ou copie papier ou *au moyen du système d’achats électronique*, le cas échéant) à notre représentant susmentionné avant le *[insérer la date et l’heure]*. Nous transmettrons copie de notre réponse à tous les Entrepreneurs, y compris une description de la demande, mais sans en identifier la source.

1. **Remise de l’Offre de Prix**

Les Offres de Prix doivent être remises sous la forme jointe à l’Annexe 2 :  **[*insérer la méthode applicable: par exemple par courrier électronique, via le système d’achat électronique*]** à l’adresse suivante: [À l’attention de : *[insérer le nom de la personne, s’il y a lieu;*  **Adresse électronique : ou lien vers le système d’achat électronique]**

Les Offres de Prix remises sous forme de pièce jointe à un courriel doivent être sous forme numérisée non modifiable.  ***[Inclure si nécessaire:*** *Pour faciliter le processus d’acquisition, l’Agence d’Exécution peut exiger des copies des offres de prix dans d’autres formats (par exemple dans Word ou Excel)]*

La date limite de dépôt des Offres de Prix est le *[insérer l’heure, le jour, le mois, l’année].* Veuillez nous informer dans les *[insérer le nombre de jours]* si vous n’avez pas l’intention de soumettre une offre.

1. **Ouverture des Offres de Prix**

Les Offres de Prix seront ouvertes le [[***insérer l’heure, le jour, le mois, l’année***] par les représentants de l’Agence d’Exécution en présence des représentants désignés de l’Entrepreneur qui choisissent d’assister à l’ouverture virtuelle ***[Dans la situation d’urgence COVID-19, si l’ouverture virtuelle n’est pas possible, les Offres de Prix ne peuvent être ouvertes que par les représentants de l’Agence d’Exécution]***. Le procès-verbal de l’ouverture sera partagé avec tous les Entrepreneurs qui ont remis une Offre de Prix.

1. **Évaluation des Offres de Prix**

Les Offres de Prix seront évaluées par article et selon les critères et la méthodologie décrits dans l’Accord-Cadre, Annexe 4 : Procédure Secondaire d’Acquisition.

1. Lors de l’attribution du Marché, l’Entrepreneur (y compris chaque sous-traitant proposé par l’Entrepreneur) ne devra pas être disqualifié par la BIsD pour non-respect des obligations EAS/HS. Avant l’attribution du Marché, le Maître d’Ouvrage vérifiera que le Soumissionnaire retenu (y compris chaque membre d’un GE) n’est pas disqualifié par la BIsD en raison du non-respect des obligations contractuelles de prévention et de réponse en matière d’Exploitation et d’Abus Sexuels (EAS) / Harcèlement Sexuel (HS). Le Maître d’Ouvrage effectuera la même vérification pour chaque sous-traitant proposé par le Soumissionnaire retenu. Si un sous-traitant proposé ne répond pas à l’exigence, le Maître d’Ouvrage demandera au Soumissionnaire de proposer un autre sous-traitant.

À cet égard, *la définition d’ «* ***Exploitation et Abus Sexuels » (EAS)*** *est comme suit****:***

***L’Exploitation Sexuelle*** *est définie comme tout abus ou tentative d’abus de position de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance, à des fins sexuelles, y compris, mais sans s’y limiter, le fait de tirer profit pécuniairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’autrui.*

***L’Abus Sexuel*** *est défini comme l’intrusion physique réelle ou menaçante de nature sexuelle, que ce soit par la force ou dans des conditions inégales ou coercitives.*

***Le « Harcèlement Sexuel »*** *est défini comme des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et tout autre comportement verbal ou physique de nature sexuelle par le Personnel de l’Entrepreneur avec le personnel d’autres entrepreneurs, de sous-traitants ou* le personnel du *Maître d’Ouvrage*

1. **Marché**

Vous trouverez ci-joint, à l’Annexe 3 de la présente DP, le projet de Commande qui s’appliquera à la présente Procédure Secondaire d’Acquisition. Si votre Offre est retenur, vous devrez signer une Commande selon les mêmes conditions ou des conditions similaires. [*Instructions : remplir un projet de Commande pour cette acquisition et le joindre à la présente DP*]

Au nom du Maître d’Ouvrage :

|  |  |
| --- | --- |
| **Signature** **:** |  |
| **Nom** **:** |  |
| **Titre/pos**ition **:** |  |

|  |
| --- |
| **DP Annexe 1.1 : Travaux et Services physiques à acquérir*****[à remplir par le Maître d’Ouvrage]*** |
| **Poste N°** | **Description des Travaux/Services** | **Quantité requise**  | **Unité de mesure** | **Lieu où les Travaux et Services physiques doivent être fournis** | **Délai d’Achèvement des Travaux et Services physiques**  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

***[B. Précisez les produits à livrer, le cas échéant, en décrivant les résultats/performances attendus]***

***[C. Précisez les jalons, le cas échéant, sur la base desquels les paiements seront effectués]***

***[D. Précisez, le cas échéant, les spécifications techniques et/ou les niveaux de service et les mesures.***

***[E. Tous les services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage].***

**DP Annexe 1.2 : Calendrier des Paiements et Exigences de Rapport**

***[à remplir par le Maître d’Ouvrage]***

*[Énumérer tous les jalons des paiements et indiquer le format, la fréquence et le contenu des rapports ou des produits à livrer; les personnes pour les recevoir; les dates de soumission; etc. Si aucun rapport ne doit être soumis, indiquez « Sans objet ».*

**DP -ANNEXE 2 : Formulaire d’Offre de Prix de l’Entrepreneur**

|  |  |
| --- | --- |
| **De:** | **[*Insérer le nom légal de l’Entrepreneur*]** |
| **Représentant de l’Entrepreneur:** | [*Insérer le nom du représentant de l’Entrepreneur*] |
| **Titre/Position :** | [*Insérer le titre ou la Position des représentants*] |
| **Adresse:** | [*Insérer l’adresse de l’Entrepreneur*] |
| **Messagerie électronique:** | [*Insérer l’adresse courriel de l’Entrepreneur*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **À:** | **[*Insérer le nom légal du Maître d’Ouvrage*]** |
| **Représentant du Maître d’Ouvrage :** | [*Insérer le nom du représentant du Maître d’Ouvrage*] |
| **Titre/Position :** | [*Insérer le titre ou la position des représentants*] |
| **Adresse:** | [*Insérer l’adresse du Maître d’Ouvrage*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **Accord-Cadre (ACC)** | **[*Insérer le titre abrégé de l’ACC*]** |
| **Numéro de référence ACC** | [*Insérer la référence de l’ACC du Maître d’Ouvrage*] |
| **Date de l’Accord-Cadre :** | [*Insérer la date de l’ACC*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **N° de référence DP :** | [*Insérer la référence du Maître d’Ouvrage*] |
| **Date de l’Offre de Prix :** | [*Insérer la date de l’Offre de Prix*] |

A [*insérer le nom du représentant de le Maître d’Ouvrage*]

**SOUMISSION DE L’OFFRE DE PRIX**

1. **Conformité et sans réserve**

En réponse à la DP susmentionnée, nous proposons de fournir les Travaux et Services physiques, conformément à la présente Offre de Prix et conformément à la DP, aux calendriers de livraison et d’achèvement, aux spécifications techniques, aux dessins, aux inspections et essais. Nous confirmons que nous avons examiné et n’avons aucune réserve à l’égard de la DP, y compris le document de la Commande.

1. **Eligibilité et conflit d’intérêts**

Nous déclarons que nous continuons d’être qualifiés, que nous répondons aux critères d’éligibilité et que nous n’avons aucun conflit d’intérêts. Si la Commande nous est attribuée, les Travaux et/ou Services que nous fournirons proviendront d’un pays éligible.

1. **Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et/ou Harcèlement Sexuel (HS) :** [*sélectionnez l’option appropriée de (i) à (iii) ci-dessous et supprimez les autres. Dans le cas des membres et/ou sous-traitants d’un GE, indiquer le statut de disqualification par la BIsD de chaque membre et/ou sous-traitant du GE].*

Nous, y compris l’un de nos sous-traitants :

1. [n’avons pas fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.]
2. [avons fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.]
3. [avons fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS et avons été retirées de la liste d’exclusion. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur.]

Nous, ainsi que l’un de nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du Marché n’avons été exclus soit par la BIsD, soit au titre de la règlementation commerciale du pays du Maître de l’Ouvrage ou en application d’une décision prise par l’Organisation de la Coopération Islamique, la ligue des Etats Arabes ou l’Union Africaine.

1. **Prix** **de l’Offre**

Le prix total de notre Offre de Prix, à l’exclusion des rabais inconditionnelles offerts au point 4 ci-dessous, est de [*insérer le prix total de l’Offre de Prix en chiffres et en lettres, en indiquant les différents montants et les monnaies respectives*].

1. **Rabais inconditionnels**

Les rabais inconditionnels offerts sont: [*Précisez le rabais offert*.]

La méthode exacte de calcul pour déterminer le prix net après application de rabais inconditionnels est la suivante : [*Préciser la méthode qui doit être utilisée pour appliquer les rabais*].

1. **Période de validité de l’Offre**

Notre Offre de Prix sera valable pour la période spécifiée dans la DP, et elle restera contraignante pour nous et peut être acceptée à tout moment avant son expiration.

1. **Garantie de bonne exécution** [*supprimer si une garantie de bonne exécution n’et pas exigée]*

Si nous obtenons la Commande, nous nous engageons à obtenir une Garantie de bonne exécution conformément à la DP.

1. **Commissions, gratifications, avantages**

Nous avons payé ou nous paierons les commissions, gratifications ou avantages suivants dans le cadre de la présente Offre de Prix ou de l'exécution d'un Marché de Commande [Si rien n'a été payé ou n'est à payer, indiquez "aucun"].

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du bénéficiaire | Adresse | Raison | Montant |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. **Non tenu d’accepter**

Nous comprenons que vous vous réservez le droit de:

1. accepter ou rejeter toute Offre de Prix et vous n’êtes pas tenus d’accepter l’ Offre de Prix au coût évalué le plus bas, ou toute autre Offre de Prix que vous pourriez recevoir, et
2. annuler le processus de demande de prix à tout moment avant l’attribution d’une Commande sans encourir aucune responsabilité envers les Entrepreneurs.
3. **Fraude et Corruption**

Nous certifions par la présente que nous avons pris des mesures pour nous assurer qu’aucune personne agissant pour nous, ou en notre nom, ne se livre à tout type de Fraude et Corruption.

Au nom de l’Entrepreneur :

|  |  |
| --- | --- |
| **Signature:** |  |
| **Nom:** |  |
| **Titre/position:** |  |
| **Téléphone:** |  |
| **Courriel:** |  |

**Annexe A - Prix de l’Offre de Prix**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Travaux ouServices No.**  **(1)** | **Description des Travaux/ Services (2)** | **Quantité( (3)\*** | **Unité physique (4)** | **Prix** **unitaire****(5)\*\*** | **Prix de la ligne** **(3x5)** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| **Prix total indiqué** |  |

\*S’il y a lieu, la quantité réelle d’un poste peut être remplacée par un « montant forfaitaire ».

\*\* dans les monnaies applicables

Annexe B - Description des Travaux et Services physiques

*[Donner des descriptions détaillées des Travaux et Services physiques à fournir, les dates d’achèvement des diverses tâches, le lieu d’exécution des différentes tâches, les tâches spécifiques à approuver par le Maître d’Ouvrage, etc.* ***Cela doit être conforme à la description des Travaux et Services physiques inclus dans l’ACC, telle que mise à jour pour tenir compte des particularités de la Commande****]*

Annexe C - Personnel Clé et Sous-traitants

***[Cela doit être conforme au Personnel Clé et aux Sous-traitants inclus dans l’ACC, tel que mis à jour pour tenir compte des détails de la Commande]***

*Énumérer sous :*

*C-1 Titres [et noms, si déjà disponibles], descriptions de poste détaillées et qualifications minimales du Personnel étranger à affecter au travail dans le pays du Maître d’Ouvrage, et mois de personnel pour chacun.*

*C-2 Identique à C-1 pour le Personnel étranger clé affecté à des travaux à l’extérieur du pays du Maître d’Ouvrage.*

*C-3 Liste des sous-traitants agréés (si déjà connus); les mêmes renseignements concernant leur Personnel que dans C-1 ou C-2.*

*C-4 Même information que C-1 pour le Personnel Local Clé.*

**Modèle de Lettre d’Attribution de Commande**

*[modifier le cas échéant]*

*[utiliser du papier à en-tête du Maître d’Ouvrage]*

*[date]*

À : *[nom et adresse de l’Entrepreneur]*

Objet : ***Notification d’attribution de la Commande N°*** ………….

En référence à l’Accord-Cadre *[insérer le numéro de référence et la date]* [*en cas de mise en concurrence limitée, ajouter ce qui suit :* « et votre Offre de Prix *[insérer le numéro de référence et la date]* ayant été acceptée, *»]*

Veuillez trouver ci-joint le Marché de la Commande. Vous êtes prié de signer la Commande dans le délai de *[insérer le nombre de jours].*

*[****Supprimer si une Garantie de*** ***bonne exécution n’est pas requise*** *:* « Il vous est également demandé de fournir une Garantie de bonne exécution dans le délai de *[insérer le nombre de jours],* en utilisant à cette fin le formulaire de Garantie de bonne exécution joint à l’Accord-Cadre »]

Signature autorisée :

Nom et titre du signataire :

Nom de l’Agence :

**Pièce jointe : Marché de Commande**

**Commande de Travaux et Services physiques**

|  |  |
| --- | --- |
| **Accord-Cadre (ACC) :** | *[insérer le titre abrégé de l’ACC]* |
| **Date de l’ACC :** | *[insérer la date de l’ACC]* |
| *Numéro de référence ACC :* | *[insérer le numéro de référence ACC]* |
| **Travaux et Services physiques**  | *[titre abrégé pour le type de Travaux et Services physiques]* |
| **Le(s) site(s) du projet est/sont :** | *[Insérer des informations sur le(s) lieu(x) du (des) site(s),* ***le cas échéant****]* |

1. **Prix du Marché**

Le Prix du Marché pour la les Travaux et Services physiques est le suivant

|  |  |
| --- | --- |
| Description | Montants et monnaie/s  *[insérer les montants totaux des deux tableaux précédents]* |
| Travaux et Services physiques |  |
|  |  |
| Prix du Marché :  |  |

1. **Documents contractuels**

Les documents suivants sont réputés former et être lus et interprétés comme faisant partie du présent Marché de Commande. Le présent de Commande prévaut sur tous les autres documents contractuels.

1. Lettre d’Attribution de la Commande
2. DP Annexe 1.1 Travaux et Services physiques à acquérir

(c) DP Annexe 1.2 Calendrier de Paiements et Rapport à fournir

(d) Offre de Prix de l’Entrepreneur, y compris ses annexes (le cas échéant)

1. Additif No \_\_\_\_\_\_ (le cas échéant)
2. Commande – Clauses du Marché -- et par référence les documents suivants :
3. Accord-Cadre
4. Annexe 1 : Travaux et Services physiques à réaliser *[insérer les éléments pertinents de l’Annexe 1 applicables à la Commande, comme les spécifications techniques, les dessins, les inspections et les essais]*
5. *[Énumérer tout autre document]*
6. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur tels que spécifiés dans le présent Marché de Commande, l’Entrepreneur s’engage par les présentes à l’égard du Maître d’Ouvrage à fournir les Travaux et Services physiques et à remédier aux défauts conformément à tous égards aux dispositions du Marché.
7. Le Maître d’Ouvrage s’engage par la présente à payer à l’Entrepreneur en contrepartie de la fourniture des Travaux et Services physiques et de la correction des défauts de ceux-ci, le Prix du Marché ou de toute autre somme qui peut devenir payable en vertu des dispositions du Marché aux moments et de la manière prescrits par le Marché.

Pour et au nom du Maître d’Ouvrage

Signé : *[insérer la signature]*

en qualité de *[insérer le titre ou toute autre désignation appropriée]*

En présence de *[insérer l’identification du témoin officiel]*

*Date :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Pour et au nom de l’Entrepreneur

Signé : *[insérer la signature du/des représentant(s) autorisé(s) de l’Entrepreneur]*

en qualité de *[insérer le titre ou toute autre désignation appropriée]*

en présence de *[insérer l’identification du témoin officiel]*

*Date:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**Commande - Clauses du Marché (CM)**

***[Note à l’intention de l’Agence d’Exécution : Dans un souci d’harmonisation et de simplification pour*** ***le(s) Maître(s) d’Ouvrage de la Commande, l’Agence d’Exécution peut remplir, dans la mesure du possible, les informations à remplir dans la présente section et indiquer clairement les informations spécifiques qui ne peuvent/doivent être remplies que par le(s) Maître(s) d’Ouvrage de la Commande. ]***

Les conditions contractuelles suivantes de la Commande s’appliquent à la Commande attribuée en vertu de l’Accord-Cadre entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur.

1. **Travaux et Services physiques**

Les Travaux et Services physiques devront être conformes aux Travaux et Services physiques à acquérir spécifiées dans l’Annexe 1 DC : Travaux et Services physiques à acquérir et tous autres exigences spécifiées dans l’Accord-Cadre.

1. **Modalités de paiement de l’Entrepreneur**

Le Prix du Marché sera un montant forfaitaire fixe comprenant tous les coûts des Sous-traitants, et tous les autres coûts encourus par l’Entrepreneur dans le cadre de l’exécution des Travaux et Services physiques.

Les paiements seront effectués à l’Entrepreneur selon le calendrier de paiement suivant.

1. Avance pour la mobilisation, les matériaux et les fournitures : \_\_\_\_\_ pour cent du prix contractuel sera payé à la date de commencement contre la présentation d’une garantie bancaire pour le même montant.
* Paiements à l’avancement conformément aux jalons établis comme suit, sous réserve de la certification par le Maître d’Ouvrage que les Travaux et Services physiques ont été exécutés de façon satisfaisante, conformément aux indicateurs de performance :
* \_\_\_\_\_\_\_\_(indiquer le jalon et/ou le pourcentage) \_\_\_\_
* \_\_\_\_\_\_ (indiquer le jalon et/ou le pourcentage) \_\_\_\_ et
* \_\_\_\_\_\_\_\_(indiquer le jalon et/ou le pourcentage) \_\_\_\_

Si la certification n’est pas fournie ou refusée par écrit par le Maître d’Ouvrage dans un délai d’un mois à compter de la date de jalon ou de la date de réception de la facture correspondante, la certification sera réputée avoir été donnée et le paiement à l’avancement sera versé à cette date.

Le paiement doit être effectué dans les \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jours suivant la réception de la facture et des documents pertinents, et dans les \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jours dans le cas du paiement final

Le taux d’intérêt pour les retards de paiement est de \_\_\_

1. **Garantie de bonne exécution**

L’Entrepreneur devra fournir une Garantie de bonne exécution pour l’exécution du Marché, dans le délai indiqué dans la Lettre d’attribution de la Commande, en utilisant à cette fin le formulaire de Garantie de bonne exécution joint à l’Accord-Cadre.

Le montant de la Garantie de bonne exécution sera : [*insérer % du prix du Marché* ], libellé dans la (les) monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible acceptable pour le Maître d’Ouvrage.

La Garantie de bonne exécution sera libérée par le Maître d’Ouvrage et retournée à l’Entrepreneur au plus tard quatorze (14) jours suivant la date d’achèvement des obligations de prestation de l’Entrepreneur en vertu du Marché, y compris toute obligation de garantie, sauf indication contraire.

1. **Taxes et droits**

L’Entrepreneur, les sous-traitants et leur personnel doivent payer les taxes, droits, frais et autres impositions qui peuvent être prélevés en vertu de la loi applicable, dont le montant est réputé avoir été inclus dans le Prix du Marché.

1. **Assurance**

L’Entrepreneur : (a) doit souscrire et maintenir, et faire souscrire et maintenir tout Sous-traitant à ses frais, (ou à ceux des Sous-traitants, selon le cas), mais selon des modalités approuvées par le Maître d’Ouvrage, une assurance contre les risques, et pour la couverture, comme précisé ci-dessous :

1. Véhicule à moteur au tiers
2. Responsabilité civile
3. Responsabilité du Maître d’Ouvrage et indemnisation des accidents du travail
4. Responsabilité professionnelle
5. Perte ou endommagement de matériels et des biens.

A la demande du Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur doit fournir au Maître d’Ouvrage la preuve que cette assurance a été souscrite et maintenue et que les primes actuelles ont été payées.

1. **Pénalités de retard et Primes**

Sauf dans les cas prévus par l’Accord-Cadre en cas de force majeure, si l’Entrepreneur n’exécute pas tout ou partie des Travaux et Services physiques à la (aux) Date(s) de réalisation spécifiée(s) dans la Commande, le Maître d’Ouvrage peut, sans préjudice de tous ses autres recours en vertu du Marché, déduire du Prix du Marché, à titre de pénalités de retard forfaitaires.

Les pénalités de retard seront *de [insérer %* ] du prix des Travaux et Services physiques retardés pour chaque semaine de retard jusqu’à la livraison ou l’exécution effective.

Le montant maximal des pénalités de retard sera de *[insérer %]* du prix du Marché. Une fois le maximum atteint, le Maître d’Ouvrage peut résilier la Commande conformément à la disposition de l’Accord-Cadre concernant la Résiliation.

***[Facultatif]***

Le montant de la prime à l’Entrepreneur est de *[insérer le nombre]* % par jour si les Travaux et Services physiques faisant l’objet du Marché sont achevés avant la Date d’Achèvement contractuelle].

1. **Modifications de la Commande**

Les modifications des termes de la Commande, y compris toute modification de l’étendue des Travaux et Services physiques ou du Prix du Marché, ne peuvent être effectuées que par accord écrit entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur.

1. **Règlement des différends relatifs à la Commande**

Comme indiqué dans les dispositions de l’ACC, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur feront tout leur possible pour résoudre à l’amiable par négociation informelle directe et, si nécessaire, par l’intermédiaire d’un conciliateur, tout désaccord ou différend survenant entre eux en vertu ou en relation avec la Commande.

Si, après vingt-huit (28) jours, les parties n’ont pas réussi à résoudre leur différend par consultation et conciliation, si elles sont utilisées, le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur peut notifier à l’autre Partie son intention d’entamer un arbitrage, comme prévu ci-après, quant à la question en litige, et aucun arbitrage à l’égard de cette question ne peut être entamé à moins qu’une telle notification ne soit donnée. Tout différend ou différend à l’égard duquel une notification d’intention d’engager un arbitrage a été donnée conformément à la présente disposition sera définitivement réglé par arbitrage. L’arbitrage peut être entamé avant ou après la livraison des Travaux et Services physiques en vertu du Marché. La procédure d’arbitrage se déroulera conformément aux règles de procédure spécifiées ci-dessous.

Nonobstant toute référence à l’arbitrage dans les présentes,

### les parties continueront d’exécuter leurs obligations respectives en vertu du Marché, à moins qu’elles n’en conviennent autrement ; et

### le Maître d’Ouvrage doit payer à l’Entrepreneur toute somme due à l’Entrepreneur.

*[ » (a) sera retenu dans le cas d’un Marché avec un Entrepreneur étranger et (b) sera retenu dans le cas d’un Marché avec un ressortissant du pays du Maître d’Ouvrage."]*

[(a) Contrat avec un Entrepreneur étranger :

*[à moins que le Maître d’Ouvrage ne choisisse les règles d’arbitrage commercial d’une autre institution arbitrale internationale, l’exemple de disposition suivant devrait être inséré:]*

Tous les litiges découlant du présent Marché ou en relation avec celui-ci seront définitivement réglés conformément au Règlement d’arbitrage de la Chambre de Commerce internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément audit Règlement.

(b) Contrats avec un Entrepreneur ressortissant du pays du Maître d’Ouvrage :

En cas de litige entre le Maître d'Ouvrage et un Entrepreneur ressortissant du Pays du Maître d’Ouvrage, le litige sera soumis à l’arbitrage conformément aux lois du Pays du Maître d’Ouvrage. *]*

1. ***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage : Dans le cadre d’un projet évalué comme présentant un risque élevé ou substantiel d’Exploitation et d’Abus Sexuels (EAS) ou de Harcèlement Sexuel (HS), inclure ce qui suit si les Travaux et Services physiques comprennent des activités qui doivent être exécutées dans le pays du Maître d’Ouvrage, comme cela est approprié***

9.1 L’Entrepreneur doit disposer d’un Code de Conduite et fournir une sensibilisation appropriée au personnel de l’Entrepreneur qui inclut, mais sans s’y limiter, le maintien d’un environnement de travail sûr et ne pas s’engager dans les pratiques suivantes :

1. toute forme de harcèlement sexuel, y compris des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et tout autre comportement verbal ou physique de nature sexuelle avec le personnel d’autres Entrepreneurs ou Maîtres d’Ouvrage;
2. toute forme d’exploitation sexuelle, c’est-à-dire tout abus ou tentative d’abus de situation de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance, à des fins sexuelles, y compris, mais sans s’y limiter, le fait de tirer un profit pécuniaire, social ou politique de l’exploitation sexuelle d’autrui;
3. toute forme d’abus sexuel, c’est-à-dire l’intrusion physique réelle ou menaçante de nature sexuelle, que ce soit par la force ou dans des conditions inégales ou coercitives; et
4. toute forme d’activité sexuelle avec des personnes de moins de 18 ans, sauf en cas de mariage préexistant .
	1. Le Maître d’Ouvrage peut exiger de l’Entrepreneur qu’il retire (ou fasse retirer), du site ou d’autres lieux où les Travaux et Services physiques sont exécutés, le personnel de l’Entrepreneur qui adopte des comportements non conformes au code de conduite énoncé à l’article 9.1. Nonobstant toute exigence du Maître d’Ouvrage de remplacer un personnel, l’Entrepreneur doit immédiatement retirer (ou faire retirer) cette personne, du site où les Travaux et Services physiques sont exécutés. Dans les deux cas, l’Entrepreneur nommera rapidement, le cas échéant, un remplaçant approprié avec des compétences et une expérience équivalentes.
5. ***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage : La disposition*** **suivante *doit être incluse si la Commande a été évaluée comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité]***

« L’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants / fournisseurs / fabricants, doit prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les systèmes informatiques et les données utilisés dans le cadre de la Commande. Sans limiter ce qui précède, l’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants / fournisseurs / fabricants, doit déployer tous les efforts raisonnables pour établir, maintenir, mettre en œuvre et respecter des contrôles, des politiques et des procédures raisonnables en matière de technologie de l’information, de sécurité de l’information, de cybersécurité et de protection des données, y compris la surveillance, les contrôles d’accès, le cryptage, les mesures de protection technologiques et physiques et les plans de continuité des activités / reprise après sinistre et de sécurité conçus pour protéger contre et prévenir la violation, la destruction, la perte, la distribution, l’utilisation, l’accès, la désactivation, l’appropriation illicite ou la modification, ou toute autre compromission ou mauvaise utilisation de tout système de technologie de l’information ou de toute donnée utilisée dans le cadre de la Commande ou s’y rapportant. »

**Annexes au Marché de Commande**

Annexe A - Description des Travaux et Services physiques

*Donnez une description détaillée des Travaux et Services physiques à fournir, les dates d’achèvement des diverses tâches, le lieu d’exécution des différentes tâches, les tâches spécifiques à approuver par le Maître d’Ouvrage, etc.*

Annexe B – Calendrier des paiements et exigences en matière de rapports

*Énumérez tous les jalons pour les paiements et indiquez le format, la fréquence et le contenu des rapports ou des produits à livrer; les personnes qui les recevront; les dates de soumission; etc. Si aucun rapport ne doit être soumis, indiquez ici « Sans objet ».*

Annexe C - Personnel Clé et sous-traitants

*Énumérer sous :*

*C-1Titres [et noms, si déjà disponibles], descriptions de poste détaillées et qualifications minimales du personnel étranger à affecter au travail dans le pays du Maître d’Ouvrage, et mois de personnel pour chacun.*

*C-2Identique à C-1 pour le personnel étranger clé affecté à des travaux à l’extérieur du pays du Maître d’Ouvrage.*

*C-3Liste des sous-traitants agréés (si déjà disponible); les mêmes renseignements concernant leur personnel que dans C-1 ou C-2.*

*C-4Même information que C-1 pour le personnel local clé.*

Annexe D — Ventilation du prix contractuel en monnaie(s) étrangère(s)

Annexe E - Ventilation du prix contractuel en monnaie locale

Annexe F - Services et installations fournis par le Maître d’Ouvrage

ANNEXE 5 : Liste des Maîtres d’Ouvrage (s’il y a lieu)

[*supprimer cette section s’il s’agit d’un ACC à utilisateur unique, c’est-à-dire d’un ACC à Maître d’Ouvrage unique*]

Les agences suivantes participent en tant que Maîtres d’Ouvrage au présent Accord-Cadre.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **#** | **Nom du Maître d’Ouvrage** | **Adresse**  | **Représentant** |
|  | [*insérer le nom complet de l’Agence d’Exécution principale/ Maître d’Ouvrage #1*][*insérer le type d’entité juridique*] | [*insérer l’adresse de l’établissement principal*] | Nom:Titre/position:Téléphone:Portable:Courriel: |
|  | [*insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage #2*][*insérer le type d’entité juridique*] | [*insérer l’adresse de l’établissement principal*] | Nom:Titre/position:Téléphone:Portable:Courriel: |
|  | [*insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage #3*][*insérer le type d’entité juridique*] | [*insérer l’adresse de l’établissement principal*] | Nom:Titre/position:Téléphone:Portable:Courriel: |
|  |  |  |  |

Annexe : Questionnaire du Groupe de la BIsD en LBC/KYC

**Questionnaire du Groupe de la BIsD**[[15]](#footnote-15) **dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et pour la connaissance de l’identité du client (LBC/KYC) (Institutions non financières)**

Les questions ci-après sont destinées à aider les membres du Groupe de la Banque islamique de développement (ci-après dénommé "groupe de la BIsD") dans leur vérification préalable à l'égard du client. Elles visent à recueillir des informations et à fournir des justificatifs sur les politiques et procédures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme mises en œuvre par leurs clients, les intermédiaires professionnels, les banques correspondantes, les consultants et les organisations non gouvernementales.

# Informations générales

* 1. **Informations générales sur l'entité**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l'institution  |  |
| Pays de constitution ou d'immatriculation |  |
| Numéro d’immatriculation / d'agrément |  |
| Forme juridique(Société anonyme, société par actions, société en commandite, à responsabilité limitée ou illimitée, etc.) |  |
| Adresse du siège |  |
| Site web |  |
| Principales activités |  |
| Téléphone |  |
| Fax  |  |
| Nom |  |
| Courriel |  |

* 1. **Structure de propriété**
		1. Quel est le capital autorisé et le capital-actions émis de votre institution ?

Capital autorisé : Capital-actions émis :

* + 1. Nom des personnes ou de toute entité juridique qui détiennent ou contrôlent plus de 10 % des actions de votre institution.
		2. Les actions de l’institution sont-elles classées en plusieurs ? Oui Non N/A

Si oui, indiquez les catégories d'actions (ordinaires, privilégiées, au porteur ou nominatives) :

* + 1. Votre institution est-elle cotée en bourse ? Oui Non N/A

Si votre réponse est « oui », veuillez citer la bourse et indiquer le symbole.

* + 1. Votre entité a-t-elle des succursales ou des filiales ? Si oui, ce questionnaire s'applique-t-il également à elles ?
		2. Y a-t-il eu des changements significatifs de participation (plus de 25%) au cours des cinq dernières années ? Dans l'affirmative, veuillez fournir plus d’informations.

# Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC / FT)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **I. Politiques, pratiques et procédures générales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux** | Oui | Non | N/A |
| 1. Existe-t-il des législations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans le pays où votre société ou institution a été constituée ?Dans l'affirmative, veuillez citer les législations applicables : |  |  |  |
| 2. Votre institution a-t-elle élaboré des politiques et des procédures pour prévenir, détecter et signaler les transactions suspectes/les activités de financement du terrorisme ? |  |  |  |
| 3. Votre politique de LBC/FT est-elle conforme aux lois locales et aux normes fixées par le GAFI ? |  |  |  |
|  4.Ces législations interdisent-elles à votre institution d’être en relation d’affaires avec des sociétés fictives ou d’agir en leur nom ? |  |  |  |
| 5.Votre politique de LBC/FT est-elle approuvée par le conseil d'administration de votre institution ou par un comité supérieur ? |  |  |  |
| 6. Votre politique vous impose-t-elle d'identifier la provenance des fonds ou des revenus de vos clients ? |  |  |  |
| 7. Votre institution se renseigne-t-elle sur les activités commerciales de ses clients et évalue-t-elle leurs politiques ou pratiques de lutte contre le blanchiment de capitaux ? |  |  |  |
| 8. Votre institution est-elle soumise à la surveillance d'une autorité de supervision ou de régulation ? Si oui, veuillez indiquer le nom de l'autorité de supervision/régulation. |  |  |  |
| 9. Veuillez indiquer le nom de l'autorité à laquelle vous devez vous adresser en cas de soupçon de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme : |  |  |  |
| 10. En sus des inspections effectuées par les autorités de supervision/régulation étatiques, votre institution dispose-t-elle d'une fonction d'audit interne ou contracte-t-elle un tiers indépendant qui évalue régulièrement les politiques et pratiques de lutte contre le blanchiment de capitaux ? |  |  |  |
| 11. Votre entité dispose-t-elle d'une politique de lutte contre la corruption ? (Si oui, veuillez en fournir une copie) |  |  |  |
| 12. Votre institution dispose-t-elle de politiques applicables aux relations avec les personnes politiquement exposées (PPE), leurs familles et leurs proches ? |  |  |  |
|  |  |  |  |
| 13. Votre institution dispose-t-elle de procédures appropriées de conservation des dossiers conformément aux lois applicables ?Si oui, veuillez indiquer la durée de conservation des dossiers. |  |  |  |
| **II. *Évaluation des risques*** | Oui | Non | N/A |
| 14. Votre institution procède-t-elle à une évaluation des risques liés à la clientèle et à ses transactions ? |  |  |  |
| 15. Votre institution détermine-t-elle le niveau approprié de vérification préalable approfondie nécessaire pour les catégories de clients et les transactions dont votre institution a des raisons de croire qu'elles présentent un risque ? accru d'activités illicites ? |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **III. *Connaissance de l’identité des clients, Vérification préalable et Vérification préalable approfondie*** | Oui | Non | N/A |
| 16. Votre institution exige-t-elle la vérification de l’identité de tous les clients et contreparties (personnes physiques ou morales) à l’entame de la relation ? (nom, nationalité, adresse, numéro de téléphone, profession, âge/date de naissance, numéro et type de pièce d'identité officielle valable, ainsi que le nom du pays/état qui l'a délivrée) ? |  |  |  |
| 17. Votre institution dispose-t-elle de procédures pour établir un dossier pour chaque nouveau client contenant ses documents d'identification et les informations relatives à la connaissance du client ? |  |  |  |
| 18. Votre programme d'identification des clients exige-t-il qu'une vérification préalable approfondie soit exercée à l'égard de certains clients susceptibles de présenter un niveau élevé de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme pour votre institution, a l’instar des clients des banques privées internationales et des banques correspondantes, ou des clients originaires de pays à haut risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ? |  |  |  |
| 19. Votre institution dispose-t-elle d'un processus pour examiner périodiquement et, le cas échéant, mettre à jour les informations relatives aux clients à haut risque ? |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***IV. Transactions à signaler, prévention et détection des transactions menées avec des fonds illicites*** | Oui | Non | N/A |
| 20. Votre institution dispose-t-elle de politiques ou de pratiques pour l'identification et la déclaration des transactions qui doivent être signalées aux autorités ? |  |  |  |
| **V. Suivi des transactions** |  |  |  |
| 21. Votre institution dispose-t-elle d'un programme de suivi des activités inhabituelles et potentiellement suspectes qui pourraient l’exposer à des risques de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ? |  |  |  |
| 22. Votre institution filtre-t-elle les paiements en fonction des listes de sanctions pertinentes des Nations unies ? |  |  |  |
| **VI. *Formation à la lutte contre le blanchiment de capitaux*** | Oui | Non | N/A |
| 1. Votre institution dispense-t-elle une formation sur les sanctions et embargos relatifs à la LBC/FT aux employés concernés, notamment
	* Identification et déclaration des transactions qui doivent être signalées aux autorités gouvernementales.
 |  |  |  |
| * Exemples des différentes formes de blanchiment de capitaux impliquant les produits et services de l'institution.
* Politiques internationales, nationales et internes de lutte contre le blanchiment de capitaux.

Si oui, à quelle fréquence ? |  |  |  |
| 24 Votre institution conserve-t-elle des dossiers de ses séances de formation, notamment les registres de présence et les documents utilisés ? |  |  |  |
| 25. Votre institution dispose-t-elle de politiques pour communiquer au personnel concerné les nouvelles lois relatives aux sanctions et embargos en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ou les changements apportés aux politiques ou pratiques en vigueur en la matière ? |  |  |  |
| 26. Votre institution sous-traite-t-elle certaines de ses fonctions relatives aux sanctions et embargos pour la LBC/FT ?Si oui, veuillez répondre à la question ci-dessous. |  |  |  |
| **VI. Informations et documents complémentaires** |
| Veuillez joindre les documents suivants au présent formulaire :* Certificat d'immatriculation/d'agrément ;
* Règlement / Statuts.
* Politiques / Directives LBC/FT/KYC ;
* Liste des actionnaires / propriétaires et leur pourcentage de participation respectif
* Liste des membres du conseil d'administration (ou des administrateurs), indiquer leur nationalité et les actionnaires qu'ils représentent
* Liste des membres de l'équipe de direction et indiquer leurs fonctions respectives et le nombre d'années de service.
* Rapport annuel et état financier.
 |

Je, soussigné, certifie par la présente que les informations ci-dessus sont véridiques et exactes et que je suis autorisé à remplir le présent document.

Nom: Signature

Fonction

Date : Cachet officiel

(P.S. Veuillez-vous assurer que le présent formulaire est dûment rempli, signé et estampillé afin qu’il puisse être exploité).

1. Insérer si applicable: « Les Commandes attribuées en vertu de l’Accord-Cadre seront financées conjointement par *[insérer le nom de l’agence de co-financement].* La Procédure Primaire d’Acquisition pour conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s) et la Procédure Secondaire d’Acquisition pour attribuer la(les) Commande(s) seront gouvernées par les Directives de la BIsD. » [↑](#footnote-ref-1)
2. Si la passation de marchés électronique est utilisée, insérer le lien ou l’adresse du site internet et toutes informations additionnelles, le cas échéant. [↑](#footnote-ref-2)
3. Le prix demandé est destiné à défrayer le Maître d’Ouvrage du coût d’impression, du courrier / d’acheminement du dossier d’Appel d’offres. Un montant de 50 à 300 USD ou équivalent est réputé raisonnable. [↑](#footnote-ref-3)
4. Par exemple chèque de banque, dépôt direct sur un compte spécifique. [↑](#footnote-ref-4)
5. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement, ou par voie électronique si autorisée. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile peut être exigé pour l’étranger. Avec l’accord de la BIsD, les documents peuvent être distribués par courriel, téléchargés à partir d’un site autorisé ou d’un système d’achat électronique. [↑](#footnote-ref-5)
6. Indiquer l’adresse pour le dépôt des offres si elle est différente de l’adresse de consultation ou de retrait du dossier d’appel d’offres. [↑](#footnote-ref-6)
7. *A utiliser par le soumissionnaire comme approprié* [↑](#footnote-ref-7)
8. Dans ce contexte, toute action entreprise par une Firme, un Consultant et leurs agents, sous-traitants, prestataires de services, et/ou leurs personnels en vue d’influencer la procédure d’attribution ou l’exécution du marché en vue d’un avantage indu quelconque est inappropriée. [↑](#footnote-ref-8)
9. Une Firme ou un individu peut être exclu de l'attribution de marchés financés par la BIsD à la suite : i) de l’achèvement des procédures de sanctions de la BIsD, y compris entre autres, de l’exclusion croisée convenue avec les autres Institutions Financières Internationales dont les Banques Multilatérales de Développement et de l’application des procédures de sanctions pour fraude et corruption relatives à la passation des marchés de la BIsD; et ii) d’une suspension temporaire ou d’une suspension temporaire rapide liée à des procédures de sanctions en cours. [↑](#footnote-ref-9)
10. Dans ce contexte, toute action entreprise par une Firme, un Consultant et leurs agents, sous-traitants, prestataires de services, et/ou leurs personnels en vue d’influencer la procédure d’attribution ou l’exécution du marché en vue d’un avantage indu quelconque est inappropriée. [↑](#footnote-ref-10)
11. Une Firme ou un individu peut être exclu de l'attribution de marchés financés par la BIsD à la suite : i) de l’achèvement des procédures de sanctions de la BIsD, y compris entre autres, de l’exclusion croisée convenue avec les autres Institutions Financières Internationales dont les Banques Multilatérales de Développement et de l’application des procédures de sanctions pour fraude et corruption relatives à la passation des marchés de la BIsD; et ii) d’une suspension temporaire ou d’une suspension temporaire rapide liée à des procédures de sanctions en cours. [↑](#footnote-ref-11)
12. *Insérer la date de vingt-huit jours après la date d'achèvement prévue dans le contrat de commande. L'Acheteur doit noter qu'en cas de prolongation de la date d'achèvement du Marché, il devra demander au Garant une prolongation de la garantie. Cette demande doit être faite par écrit et avant la date d'expiration fixée dans la garantie. En préparant cette garantie, l'Acheteur pourrait envisager d'ajouter le texte suivant au formulaire, à la fin de l'avant-dernier paragraphe : "Le Garant accepte de prolonger une seule fois la présente garantie pour une période n'excédant pas [six mois] [un an], en réponse à la demande écrite du Bénéficiaire, cette demande devant être présentée au Garant avant l'expiration de la garantie.* [↑](#footnote-ref-12)
13. *Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l’avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l’avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l’Agence d’Acquisitions.* [↑](#footnote-ref-13)
14. *Insérer la date prévue pour la réception des Services. Le Bénéficiaire (Agence d’Acquisition) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l’adjonction, à la fin de l’avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante: «Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant s’engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois.»* [↑](#footnote-ref-14)
15. La Banque Islamique de Développement (BIsD), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) sont des institutions financières internationales supranationales, intergouvernementales et autonomes, établies en vertu de leurs statuts respectifs et ayant leur siège à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite (ensemble, ces institutions constituent et sont désignées par le terme « Groupe de la BIsD »). [↑](#footnote-ref-15)